



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 8 janvier 1966

Québec, Saturday, January 8, 1966

10 JAN 1966

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi* à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday* unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de represse.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces: abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 ladouzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,

ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377-1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377-1-52-0

Lettres patentes**A-1 Securities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1965, constituant en corporation: Albert Borduas, marchand, 274, rue Berkley, St-Lambert, Henri Bertrand, vendeur, 1044, rue Victoria, Jacques-Cartier, et Yvan Gamache, comptable, 439, rue Guilbault, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « A-1 Securities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1138, rue Victoria, LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-0

4975-65

**Achats immobiliers Pinard,
Gagnon & Lebrun inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Aurélien Pinard, commerçant, 2430, Bachand, Marcel Gagnon, nettoyeur, 121, Wellington sud, et Sylvio Lebrun, professeur, 932, McManamy, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Achats immobiliers Pinard, Gagnon & Lebrun inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 80 actions ordinaires de \$500 chacune.

Letters Patent**A-1 Securities Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Borduas, merchant, 274 Berkeley Street, St-Lambert, Henri Bertrand, salesman, 1044 Victoria Street, Jacques-Cartier, and Yvan Gamache, accountant, 439 Guilbault Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "A-1 Securities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1138 Victoria Street, LeMoyne, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4975-65

**Achats immobiliers Pinard,
Gagnon & Lebrun inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aurélien Pinard, trader, 2430 Bachand, Marcel Gagnon, cleaner, 121 Wellington South, and Sylvio Lebrun, professor, 932 McManamy, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Achats immobiliers Pinard, Gagnon & Lebrun inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 80 common shares of \$500 each.

Le siège social de la compagnie est 121, rue Wellington sud, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5037-65

Aéroport Bélair inc.
Bélair Airport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Noël Dorion, Louis Dorion, tous deux avocats, et Richard Lévesque, étudiant en droit, tous trois de 80, St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'aviation, sous le nom de « Aéroport Bélair inc. — Bélair Airport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Jean-Chrysostome, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5172-65

Les Agences immobilières Lamarre inc.
Lamarre Real Estate Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783, De Marillac, Montréal, Anita Boisvert, secrétaire, fille majeure, 6825, Pie IX, Montréal, et Monique Bellemare, réceptionniste, fille majeure, 1849, Dorchester ouest, app. 20, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les Agences immobilières Lamarre inc. — Lamarre Real Estate Agencies Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5167-65

Alder Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat et conseil en loi de la reine, 4578, avenue Wilson, Montréal, John J. Wasserman, avocat et conseil en loi de la reine, 4790, Côte-des-Neiges, app. 15, Montréal, et Jeannine Tellier, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Tellier, 1093, 4e avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Alder Holdings Inc. », avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5208-65

The head office of the company is at 121 Wellington Street South, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5037-65

Aéroport Bélair inc.
Bélair Airport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Dorion, Louis Dorion, both lawyers, and Richard Lévesque, law student, all three of 80 St-Pierre, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an aviation company, under the name of "Aéroport Bélair inc. — Bélair Airport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Jean-Chrysostome, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5172-65

Les Agences immobilières Lamarre inc.
Lamarre Real Estate Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, 7783 De Marillac, Montreal, Anita Boisvert, secretary, fille majeure, 6825 Pie IX, Montreal, and Monique Bellemare, receptionist, fille majeure, 1849 Dorchester St. West, Apt. 20, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les Agences immobilières Lamarre inc. — Lamarre Real Estate Agencies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5167-65

Alder Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold S. Freeman, advocate and Queen's Counsel, 4578 Wilson Avenue, Montreal, John J. Wasserman, advocate and Queen's Counsel, 4790 Côte-des-Neiges, Apt. 15, Montreal, and Jeannine Tellier, secretary, wife separate as to property of Fernand Tellier, 1093, 4th Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Alder Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5208-65

American Paper Box (1965) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Michael Garber, conseil en Loi de la reine, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, conseil en Loi de la reine, 4815, chemin de la reine Marie, Montréal, Harry Yohalem Garber, 44, avenue York, Westmount, tous trois avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des boîtes et autres genres d'emballage, en faire le commerce sous le nom de « American Paper Box (1965) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5132-65

American Paper Box (1965) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Garber, Queen's Counsel, 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Queen's Counsel, 4815 Queen Mary Road, Montreal, Harry Yohalem Garber, 44 York Avenue, Westmount, all three advocates, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, 5552 Snowdon Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boxes and other types of packaging, under the name of "American Paper Box (1965) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5132-65

Angel-Etts of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Manuel Waxman, vendeur, 830, 101^e avenue, Laval, Ann E. Clark, secrétaire, fille majeure, 3455, Durocher, Montréal, et Helen Lennon, secrétaire, épouse séparée de biens de Bernard Lennon, 718, Allion, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Angel-Etts of Canada Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3555, boulevard Métropolitain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5165-65

Angel-Etts of Canada Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Manuel Waxman, salesman, 830, 101st Avenue, Laval, Ann E. Clark, secretary, spinster of the full age of majority, 3455 Durocher, Montreal, and Helen Lennon, secretary, wife separate as to property of Bernard Lennon, 718 Allion, LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Angel-Etts of Canada Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 3555 Metropolitan Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5165-65

Atomic Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en Loi de la reine, 1100 Marlboro Drive, Mont Royal, Carmen Galileo, avocate, 1607, rue Massenet, et Yvon Macerola, avocat, 2805, rue Marquette, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Atomic Transport Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5250, rue Amiens, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5184-65

Atomic Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Carmen Galileo, lawyer, 1607 Massenet Street, and Yvan Macerola, lawyer, 2805 Marquette Street, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Atomic Transport Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5250 Amiens Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5184-65

Agenor Blais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Jérôme Loranger, notaire, 56, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, Claudette Anetil, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Chamberland, 1791, Lajoie, Trois-Rivières, et Paul V. Belle-Isle, homme d'affaires, St-Augustin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Agenor Blais inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 156, Montcalm, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5027-65

Georges Blouin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Georges-A. Blouin, courtier d'assurances, Bibiane St-Laurent, ménagère, épouse dudit Georges-A. Blouin, et Jean-Claude Blouin, agent d'assurances, tous trois de 151, rue Bélanger, Québec-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurances générales, sous le nom de « Georges Blouin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 165, rue Gagné, Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5257-65

Pierre Bouchard Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1965, constituant en corporation: Amélia Beaulieu, commerçante, veuve non remariée de Salomon Beaulieu, Benoît Beaulieu, commerçant, et Jean Beaulieu, commerçant, tous trois de 249, rue St-François, Edmundston, Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles, lubrifiants et appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Pierre Bouchard Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5040-65

Boulevard Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Mordka Frejman,

Agenor Blais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jérôme Loranger, notary, 56 Fusey Street, Cap-de-la-Madeleine, Claudette Anetil, secretary, wife separate as to property of André Chamberland, 1791 Lajoie, Trois-Rivières, and Paul V. Belle-Isle, businessman, St-Augustin, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Agenor Blais inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 156 Montcalm, Berthierville, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5027-65

Georges Blouin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Blouin, insurance broker, Bibiane St-Laurent, housewife, wife of said Georges-A. Blouin, and Jean-Claude Blouin, insurance agent, all three of 151 Bélanger Street, Quebec-West, for the following purposes:

To carry on business as general insurance brokers, under the name of "Georges Blouin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 165 Gagné Street, Quebec West, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5257-65

Pierre Bouchard Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Amélia Beaulieu, traders, unremarried widow of Salomon Beaulieu, Benoît Beaulieu, trader, and Jean Beaulieu, trader, all three of 249 St. Francis St., Edmundston, New-Brunswick, for the following purposes:

To carry on the business of combustibles, lubricants and heating equipments or appareils, under the name of "Pierre Bouchard Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5040-65

Boulevard Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mordka Frejman, Jack Tencer

Jack Tencer, et Jacob Stopnicki, marchands, de 159, ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Boulevard Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5214-65

Boutique Clarice inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Jack Lightstone, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, tous deux conseillers en loi de la reine, et Jacob L. Rothman, 7920, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Boutique Clarice inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 340 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8606, Centrale, suite 206, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5154-65

Canada Welding & Safety Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9^e rue, Roxboro, Cécile Contant, 5060, Pie IX, Montréal, et Gertrude Bourdeau, 2560, Bercy, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme mécaniciens et soudeurs, sous le nom de « Canada Welding & Safety Supplies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6200, boulevard Sauvé, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-0

4927-65

Canadian « SPA » Inc. « SPA » Canadien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, avocat, 1600, Stephen, Verdun, Louis Vaillancourt, avocat, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, avocat, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

and Jacob Stopnidki, merchants, of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Boulevard Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5214-65

Boutique Clarice inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, both Queen's Counsels, and Jacob L. Rothman, 7920 Kingsley Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Boutique Clarice inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each, 500 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each and 340 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 8606 Centrale, Suite 206, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5154-65

Canada Welding & Safety Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Paiement, lawyer, 112, 9th Street, Roxboro, Cécile Contant, 5060 Pie IX, Montreal, and Gertrude Bourdeau, 2560 Bercy, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, in full use of their rights, for the following purposes:

To carry on business as mechanics and welders, under the name of "Canada Welding & Safety Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6200 Sauvé Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4927-65

Canadian " SPA " Inc. " SPA " Canadien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Desjarlais, advocate, 1600 Stephen, Verdun, Louis Vaillancourt, advocate, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, advocate, 5652 Drake, the two latter of Montreal, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, motels, auberges, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Canadian « SPA » Inc. — « SPA » Canadien inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5312, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5131-65

Cave Don Juan Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, avocat, Daniel Lazare, avocat, tous deux de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, et Catherine Ewart, secrétaire, épouse séparée de biens de Nobert Ewart, 4639, Godard, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de discothèque, boîte de nuit, taverne, auberge et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Cave Don Juan Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2022, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 4945-65

**Le Cercle des officiers
Le Régiment de Maisonneuve**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Colonel Redmont Roche, Juge à la Cour des Sessions de la Paix, 1321, Sherbrooke ouest, Montréal, Colonel Pierre Charbonneau, courtier d'assurances, 696, Lexington, Westmount, Lieutenant-Colonel J.-Claude Dubuc, courtier d'assurances, 2265, chemin Kildare, Mont-Royal, Lieutenant-Colonel Jacques Ostigny, administrateur, 260, chemin Cloverdale, Rockcliffe Park, Ottawa, province d'Ontario, Lieutenant-Colonel Roland R. Bibeau, industriel, 70, Ballantyne, Dorval, Major Paul H. Turgeon, agent manufacturier, 2550, rue Mercier, Montréal, et Major Richard Dorais, avocat, 6820, boulevard L'Assomption, Montréal, pour les objets suivants:

Former, maintenir et diriger une association pour réunir les officiers qui ont fait, font et feront partie du Régiment de Maisonneuve, sous le nom de « Le Cercle des officiers Le Régiment de Maisonneuve ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5163-65

To operate hotels, motels, inns, tourist homes and summer resorts, under the name of "Canadian "SPA" Inc. — "SPA" Canadien inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5312 Papineau St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5131-65

Cave Don Juan Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, advocate, Daniel Lazare, advocate, both of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, and Catherine Ewart, secretary, wife separate as to property of Nobert Ewart, 4639 Godard, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on the business of a discotheque, night club, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Cave Don Juan Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2022 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 4945-65

**Le Cercle des officiers
Le Régiment de Maisonneuve**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Colonel Redmont Roche, Judge of the Court of Sessions of the Peace, 1321 Sherbrooke West, Montreal, Colonel Pierre Charbonneau, insurance broker, 696 Lexington, Westmount, Lieutenant-Colonel J.-Claude Dubuc, insurance broker, 2265 Kildare road, Mount Royal, Lieutenant-Colonel Jacques Ostigny, executive, 260 Cloverdale Road, Rockcliffe Park, Ottawa, province of Ontario, Lieutenant-Colonel Roland R. Bibeau, industrialist, 70 Ballantyne, Dorval, Major Paul H. Turgeon, manufacturer's agent, 2550 Mercier Street, Montreal, and Major Richard Dorais, advocate, 6820 L'Assomption Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To form, maintain and direct an association to unite the officers that have been, are or will be part of the Maisonneuve Regiment, under the name of "Le Cercle des officiers Le Régiment de Maisonneuve".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5163-65

Charlotte & De Bullion Estates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Murray Lapin, conseil en Loi de la reine, 167 chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, tous deux avocats, Shirley Muggeridge, 942, Pothier, Brossard, et Leila Bedouch, 1520, Elizabeth, St-Laurent, ces deux dernières secrétaires, célibataires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, d'immeubles et de mise en valeur, sous le nom de « Charlotte & De Bullion Estates Limited », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,116 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$16 chacune, 126 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$11 chacune, 2 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 126 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de \$16 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1215, carré Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5183-65

Choinière & Martel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Raynald Choinière, commerçant, Thérèse Carreau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raynald Choinière, tous deux d'Iberville, Charles-Émile Martel, commerçant, et Angèle Martel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles-Émile Martel, ces deux derniers de St-Luc, comté de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction et de quincaillerie, sous le nom de « Choinière & Martel inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Luc, comté de St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5174-65

Choquette transport Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Georges Bouchard, gérant, Véronique Larouche, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges Bouchard, tous deux de 1606, rue Couvrette, St-Laurent, et Maurice Bouchard, comptable, 125, 2^e avenue, St-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Choquette transport Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Charlotte & De Bullion Estates Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, both advocates, Shirley Muggeridge, 942 Pothier, Brossard, and Leila Bedouch, 1520 Elizabeth, St-Laurent, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate and development company, under the name of "Charlotte & De Bullion Estates Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,116 common shares of the par value of \$16 each, 126 class "A" preferred shares of the par value of \$11 each, 2 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each and 126 class "C" preferred shares of the par value of \$16 each.

The head office of the company is at 1215 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5183-65

Choinière & Martel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raynald Choinière, trader, Thérèse Carreau, housewife, wife separate as to property of said Raynald Choinière, both of Iberville, Charles-Émile Martel, trader and Angèle Martel, housewife, wife separate as to property of said Charles-Émile Martel, the latter two of St-Luc, county of St-Jean, for the following purposes:

To deal in construction material and hardware, under the name of "Choinière & Martel inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Luc, county of St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5174-65

Choquette transport Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Bouchard, manager, Véronique Larouche, housewife, wife separate as to property of said Georges Bouchard, both of 1606 Couvrette Street, St-Laurent, and Maurice Bouchard, accountant, 125, 2nd Avenue, St-Georges-Est, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Choquette transport Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1606, rue Couvrette, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5207-65

Cine Craft Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, rue Fulton, Montréal, Marjorie Green, secrétaire, célibataire, 143, rue Richelieu, St-Jean, et Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, 6427, MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeur généraux, sous le nom de « Cine Craft Printing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5168-65

Clero Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Camille Girard, administrateur, 2700, chemin Côte-Ste-Catherine, Montréal, Jacques Taschereau, notaire, 747, avenue Stuart, Outremont, et André Veillette, comptable, 5410, rue Jules-Fournier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Clero Mines Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 528, avenue Centrale, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5021-65

Club auto-neige Beloeil

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: André Héroux, entrepreneur, 49, rue Jean-Talon, Beloeil, Raymond Dupuis, représentant, 58, rue Jeannotte, Beloeil, Robert Cabana, surintendant, 280, 4e rue, McMasterville, et Camille L'Heureux, marchand, 225, rue Cartier, Beloeil, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club auto-neige Beloeil ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens et immeubles que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5200-65

The head office of the company is at 1606 Couvrette Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5207-65

Cine Craft Printing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of november, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton Street, Montreal, Marjorie Green, secretary, spinster, 143 Richelieu Street, St. Johns, and Rhoda Cohen, secretary, spinster, 6427 MacDonald, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, under the name of "Cine Craft Printing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5168-65

Clero Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Girard, administrator, 2700 Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, Jacques Taschereau, notary, 747 Stuart Avenue, Outremont, and André Veillette, accountant, 5410 Jules-Fournier Street, Montreal, for the following purposes:

To explore or research to discover mines and minerals, under the name of "Clero Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The head office of the company is at 528 Centrale Avenue, Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5021-65

Club auto-neige Beloeil

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Héroux, contractor, 49 Jean-Talon Street, Beloeil, Raymond Dupuis, representative, 58 Jeannotte Street, Beloeil, Robert Cabana, superintendent, 280, 4th Street, McMasterville, and Camille L'Heureux, merchant, 225 Cartier Street, Beloeil, for the following purposes:

To form and direct a sporting club, under the name of "Club auto-neige Beloeil".

The amount to which are limited the annual revenues of the immoveable property which the corporation may acquire and own is \$100,000.

The head office of the corporation is at Beloeil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5200-65

Coleraine Video Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Denis Vachon, comptable, Marie-Marthe Bonneville, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Denis Vachon, tous deux de 325, rue St-Alphonse, Thetford Mines, Clément Poulin, technicien, et Carmen (alias Carmelle) Poulin, ménagère épouse commune en biens dudit Clément Poulin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 566, rue Marcoux, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exploiter un système communautaire de télévision, sous le nom de « Coleraine Video Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 325, rue St-Alphonse, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5022-65

Le Comité d'aide aux personnes âgées de la région d'Amos

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Savard, commerçant, Landrienne, Grégoire Bélanger, cultivateur, Amos-Est, et Raymond Bégin, travailleur social, Amos, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux personnes âgées de la région d'Amos, sous le nom de « Le Comité d'aide aux personnes âgées de la région d'Amos ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

3724-65

Confiserie Chomedey inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9^e rue, Roxboro, Cécile Contant, 5060, boulevard Pie IX, et Gertrude Bourdeau, 2560, Bercy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme confiseurs, sous le nom de « Confiserie Chomedey inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 243, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5198-65

Coleraine Video Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Vachon, accountant, Marie-Marthe Bonneville, housewife, wife contractually separate as to property of the said Denis Vachon, both of 325 St-Alphonse St., Thetford Mines, Clément Poulin, technician, and Carmen (alias Carmelle) Poulin, housewife, wife common as to property of the said Clément Poulin, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 566 Marcoux St., Thetford Mines, for the following purposes:

To operate a community television system, under the name of "Coleraine Video Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 325 St-Alphonse St., Thetford Mines, judicial district of Megantic.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5022-65

Le Comité d'aide aux personnes âgées de la région d'Amos

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Laurent Savard, merchant, Landrienne, Grégoire Bélanger, farmer, Amos-East, and Raymond Bégin, social worker, Amos, for the following purposes:

To form an association to help the aged persons of the region of Amos, under the name of "Le Comité d'aide aux personnes âgées de la région d'Amos".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

3724-65

Confiserie Chomedey inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th St., Roxboro, Cécile Contant, 5060 Pie IX Blvd., and Gertrude Bourdeau, 2560 Bercy, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority and in use of their rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, under the name of "Confiserie Chomedey inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 243 des Laurentides Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5198-65

**Crosvan Limited
Crosvan limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Donald James Johnston, avocat, Valerie Jean Higgins, secrétaire, célibataire, et Helen Xenos, secrétaire, célibataire, tous trois de 1155, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'agents de manufacturiers, sous le nom de « Crosvan Limited — Crosvan limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, ouest, boulevard Dorchester, suite 2601, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5011-65

Raymond Delisle (1965) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Raymond Delisle, marchand, 71, rue Damase, Cyr Tremblay, comptable 110, Monseigneur-Plessis, J.-Dollard Gagnon, comptable, 204, rue Panet, Paul Dugal, comptable, 115, rue St-Laurent, et Antonio Tennina, comptable, 56, rue des Peupliers, tous cinq de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles et lubrifiants de toutes sortes; industrie et commerce du bois, sous le nom de « Raymond Delisle (1965) Itée », avec un capital total de \$250,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,495 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22, rue St-Jean-Baptiste, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 4487-65

Develmont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Réginald D. Tormey, avocat, 8715, de Grosbois, Montréal, Réjean-R. Lefrançois, avocat, 763, Querbes, Outremont, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 330, Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Develmont inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 4338-65

**Crosvan Limited
Crosvan limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald James Johnston, advocate, Valerie Jean Higgins, secretary, spinster, and Helen Xenos, secretary, spinster, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers' agents, under the name of "Crosvan Limited — Crosvan limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 2601, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5011-65

Raymond Delisle (1965) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Delisle, merchant, 71 Damase Street, Cyr Tremblay, accountant, 110 Monseigneur-Plessis, J.-Dollard Gagnon, accountant, 204 Panet Street, Paul Dugal, accountant, 115 St-Laurent Street, and Antonio Tennina, accountant, 56 des Peupliers Street, all five of Jonquière, for the following purposes:

To deal in combustibles and lubricants of all kinds; the industry and commerce of wood, under the name of "Raymond Delisle (1965) Itée", with a total capital stock of \$250,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,495 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 22 St-Jean-Baptiste Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 4487-65

Develmont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réginald D. Tormey, lawyer, 8715 de Grosbois, Montreal, Réjean-R. Lefrançois, lawyer, 763 Querbes, Outremont, and Line Beaudoin, secretary, fille majeure, 330 Brixton, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Develmont inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 4338-65

Domaine Neufchâtel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, 159, Principale, St-Romuald-d'Étchemin, Gabrielle Vallée, 798, de Longpré, Ste-Foy, tous trois avocats, Maurice Gagné, industriel, 1474, St-Cyrille ouest, Québec, et Raymonde Boivin, secrétaire, fille majeure, 1105, Belvédère, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine Neufchâtel inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 80 actions ordinaires de \$100 chacune et en 920 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5220-65

Les Éditions Vie et Carrière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, 7280, boulevard Gouin ouest, Montréal, Réal Marcoux, avocat, 460, Champagnour, Outremont, J.-Roch St-Germain, avocat, 35, rue Franklin, Mont-Royal, Estelle Thérien, secrétaire, fille majeure, 6543, Boyer, Montréal, et Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, 166, rue Fleury est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de « Les Éditions Vie et Carrière inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$1 chacune et en 385 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5268-65

**Eiffel Tower Furniture Co. Ltd.
Les Meubles Tour Eiffel et cie Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Gilles Bonhomme, vendeur, Théodora Pérusse, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Bonhomme, tous deux de 1020, De Salaberry, Montréal, et Jean-J. Lebrun, représentant, 8564, 14^e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Eiffel Tower Furniture Co. Ltd.—Les Meubles Tour Eiffel et cie Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8607, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5192-65

Domaine Neufchâtel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Michaud, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, 159 Main St., St-Romuald-d'Étchemin, Gabrielle Vallée, 798 de Longpré, Ste-Foy, all three advocates, Maurice Gagné, industrialist, 1474 St-Cyrille West, Quebec, and Raymonde Boivin, secretary, fille majeure, 1105 Belvédère, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine Neufchâtel inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 80 common shares of \$100 each and 920 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5220-65

Les Éditions Vie et Carrière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Jasmin, lawyer, 7280 Gouin Boulevard West, Montreal, Réal Marcoux, lawyer, 460 Champagnour, Outremont, J.-Roch St-Germain, lawyer, 35 Franklin Street, Mont-Royal, Estelle Thérien, secretary, fille majeure, 6543 Boyer, Montreal, and Rita Dufresne, secretary, fille majeure, 166 Fleury Street East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and editors, under the name of "Les Éditions Vie et Carrière inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$1 each and into 385 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5268-65

**Eiffel Tower Furniture Co. Ltd.
Les Meubles Tour Eiffel et cie Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bonhomme, salesman, Théodora Pérusse, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Bonhomme, both of 1020 De Salaberry, Montreal, and Jean-J. Lebrun, representative, 8564, 14th Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Eiffel Tower Furniture Co. Ltd.—Les Meubles Tour Eiffel et cie Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 4,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at 8607 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5192-65

F. A. T. Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, avocat, 5520, Place Campden, Hampstead, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 1110 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « F. A. T. Construction Company Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6850, rue d'Avila, St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5211-65

Fashion Belt & Novelty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, Hampstead, et Claire Cullhane, secrétaire, célibataire, 2199, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, nouveautés et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Fashion Belt & Novelty Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5166-65

Fondation Pillenière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Pillenière, courtier d'assurances, 247, rue Victoria, Louis-Philippe Lemelin, rentier, 89, rue Bienville, tous deux de Longueuil, et Alcide Pillenière, rentier, 3619, rue St-Zotique, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, administrer ou diriger toutes sortes d'oeuvres pour le soulagement de la pauvreté, l'avancement de la religion, de l'éducation ou d'organisation de cette nature, sous le nom de « Fondation Pillenière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 247, rue Victoria, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 4311-65

F. A. T. Construction Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, advocate, 5520 Campden Place, Hampstead, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 1110 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "F. A. T. Construction Company Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6850 d'Avila Street, St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-0 5211-65

Fashion Belt & Novelty Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, Hampstead, and Claire Cullhane, secretary, spinster, 2199 Harvard, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, novelties and wearing apparel of all kinds, under the name of "Fashion Belt & Novelty Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-0 5166-65

Fondation Pillenière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roland Pillenière, insurance broker, 247 Victoria Street, Louis-Philippe Lemelin, annuitant, 89 Bienville Street, both of Longueuil, and Alcide Pillenière, annuitant, 3619 St-Zotique Street, Montreal, for the following purposes:

To establish, administer or manage all kinds of works for the relief of poverty, the advancement of religion, the education or organization of such nature, under the name of "Fondation Pillenière inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire or own is \$500,000.

The head office of the corporation is at 247 Victoria Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 4311-65

**Foyer Sacré-Coeur de Jésus,
d'East Broughton, comté de Beauce**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Edmond Turcotte, marchand, Fortunat Royer, rentier, Marc-Henri Nadeau, courtier d'assurances, Rémi Poulin, courtier d'assurances, Fernand Lambert, marchand, Marc-André Jacques, journalier, Rosaire Groleau, cultivateur, Émile Nadeau, cultivateur, tous huit d'East Broughton, Gédéon Vachon, journalier, Raoul Gravel, marchand, et André Turcotte, agent d'assurances, ces trois derniers d'East Broughton-Station, pour les objets suivants:

Édifier, maintenir, administrer et développer une institution de bien-être en la municipalité de East Broughton, sous le nom de « Foyer Sacré-Coeur de Jésus, d'East Broughton, comté de Beauce ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à East Broughton, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

3452-65

G. L. Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Georges Lessard, homme d'affaires, 7385, Lévesque, Anjou, Maurice C. Laniel, avocat et conseil en Loi de la reine, 3465, Belmore, Montréal, et Claude Joncas, avocat, 182, de l'Épée, Outremont, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « G. L. Lumber Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5065-65

C. Golfman Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, avocat, 5520, Place Campden, Hampstead, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 1110 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « C. Golfman Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

**Foyer Sacré-Coeur de Jésus,
d'East Broughton, comté de Beauce**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Joseph-Edmond Turcotte, merchant, Fortunat Royer, annuitant, Marc-Henri Nadeau, insurance broker, Rémi Poulin, insurance broker, Fernand Lambert, merchant, Marc-André Jacques, labourer, Rosaire Groleau, farmer, Émile Nadeau, farmer, all eight of East Broughton, Gédéon Vachon, labourer, Raoul Gravel, merchant, and André Turcotte, insurance agent, the three latter of East Broughton-Station, for the following purposes:

To build, maintain, manage and develop a welfare institution in the municipality of East Broughton, under the name of "Foyer Sacré-Coeur de Jésus, d'East Broughton, comté de Beauce".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at East Broughton, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

3452-65

G. L. Lumber Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Lessard, businessman, 7385 Lévesque, Anjou, Maurice C. Laniel, advocate and Queen's Counsel, 3465 Belmore, Montreal, and Claude Joncas, advocate, 182 de l'Épée, Outremont, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in lumber, under the name of "G. L. Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5065-65

C. Golfman Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, advocate, 5520 Campden Place, Hampstead, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 1110 Sherbrooke, Street West, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "C. Golfman Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,800 class "B" preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 9200, rue Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5170-65

Heritage Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la reine Marie, Hampstead, Georgette Lavoie, secrétaire, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, d'immeubles, et de placements, sous le nom de « Heritage Homes Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, Raynor Drive, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5169-65

Hôtel motel La France, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Gérard Audet, homme d'affaires, Yvette Pelletier, ménagère, épouse dudit Gérard Audet, tous deux de 40, boulevard Sacré-Coeur, et Yves Audet, commis de bar, 15, rue Gagnon, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers et restaurateurs, sous le nom de « Hôtel motel La France, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à boulevard Lévesque, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5230-65

**Howick Curling Club Incorporated
Le Club de curling de Howick incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: J. William Smith, fermier, Howick, A. Glen Whyte, fermier, Howick, Fred J. Letto, commis, Aubrey, Gérald-A. Roy, fermier, Howick, Clarence Kerr, retraité, Howick, Jack Taylor, gérant de banque, Ormstown, William Royle, surveillant, Howick, Elmer Black, contrôleur de qualité, Howick, Paul-O. Perrault, vendeur, LaSalle, et Cecil Younie, peintre, Howick, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club social et de curling, sous le nom de « Howick Curling Club Incorporated — Le Club de curling de Howick incorporé ».

The head office of the company is at 9200 Meilleur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5170-65

Heritage Homes Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Georgette Lavoie, secretary, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Heritage Homes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 25 Raynor Drive, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5169-65

Hôtel motel La France, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Audet, businessman, Yvette Pelletier, housewife, wife of the said Gérard Audet, both of 40 Sacré-Coeur Blvd., and Yves Audet, bar clerk, 15 Gagnon St., all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, inn-keepers, tavern-keepers and restaurateurs, under the name of "Hôtel motel La France, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is Lévesque Blvd., St-Félicien, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5230-65

**Howick Curling Club Incorporated
Le Club de curling de Howick incorporé**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J. William Smith, farmer, Howick, A. Glen Whyte, farmer, Howick, Fred J. Letto, clerk, Aubrey, Gérald-A. Roy, farmer, Howick, Clarence Kerr, retired, Howick, Jack Taylor, bank manager, Ormstown, William Royle, supervisor, Howick, Elmer Black, quality control, Howick, Paul-O. Perrault, vendor, LaSalle, and Cecil Younie, painter, Howick, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct curling and social club, under the name of "Howick Curling Club Incorporated — Le Club de curling de Howick incorporé".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Howick, comté de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

4494-65

Les Immeubles Bazinet & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Victorin Bergeron, comptable, 2611, boulevard Laurier, Ste-Foy, Camille Bazinet, industriel, et André Bazinet, industriel, ces deux derniers de St-Hugues, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Bazinet & fils inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hugues, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5156-65

L'Industrie de ciment d'Alma Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1965, constituant en corporation: Maurice Fortin, commerçant, 90, Desrosiers, Georges Fortin, commerçant, et Louis-Georges Fortin, gérant, ces deux derniers de 62, Laurier, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment dans toutes ses spécialités, sous le nom de « L'Industrie de ciment d'Alma Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5074-65

Jacque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Alfred Kaufmann, manufacturier, 4365, Connaught, Montréal, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, app. 708, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulevard de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de peintures à l'huile, peintures à l'eau, lithographies, gravures, fournitures et accessoires pour artistes, et reproductions de toutes sortes, sous le nom de « Jacque Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Howick, county of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

4494-65

Les Immeubles Bazinet & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victorin Bergeron, accountant, 2611 Laurier Boulevard, Ste-Foy, Camille Bazinet, industrialist, and André Bazinet, industrialist, the latter two of St-Hugues, for the following purposes:

To carry of business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Bazinet & fils inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 15,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Hugues, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5156-65

L'Industrie de ciment d'Alma Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Fortin, trader, 90 Desrosiers, Georges Fortin, trader, and Louis-Georges Fortin, manager, the two latter of 62 Laurier, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement and all its specialties, under the name of "L'Industrie de ciment d'Alma Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5074-65

Jacque Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred Kaufmann, manufacturer, 4365 Connaught, Montreal, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, Apt. 708, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville Boulevard, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To deal in oil paintings, water colours, lithographs, prints, artists' supplies and materials, and reproductions of all kinds, under the name of "Jacque Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 1437, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5199-65

K-Bec Food Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Leo D. Lavut, avocat, 400, ouest, rue Ontario, suite 810, Madeline Ferguson, secrétaire, célibataire, 1460, avenue McGregor, app. 103, Hyman Zigler, marchand, et Lily Yuda, ménagère, épouse séparée de biens, dudit Hyman Zigler, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4737, avenue Kent, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires et provisions de toutes sortes, sous le nom de « K-Bec Food Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2225, avenue Bennett, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5047-65

Kelly & Kelly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Thomas Kelly, entrepreneur, Louise Fortin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Thomas Kelly, et Georges Kelly, entrepreneur, tous trois d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Kelly & Kelly inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 5173-65

Keystone Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Roman Kwiatkowski, constructeur, 11850, Pasteur, Rose Mergler, ménagère, épouse séparée de biens de Bernard S. Mergler, 4867, Cumberland, et John Herschorn, avocat, 1396, ouest, rue Ste-Catherine, suite 226, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Keystone Construction Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

The head office of the company is at 1437 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-0 5199-65

K-Bec Food Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leo D. Lavut, advocate, 400 Ontario Street West, suite 810, Madeline Ferguson, secretary, spinster, 1460 McGregor Avenue, Apt. 103, Hyman Zigler, merchant, and Lily Yuda, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Zigler, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4737 Kent Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in food and provisions of all kinds, under the name of "K-Bec Food Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2225 Bennett Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-0 5047-65

Kelly & Kelly inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas Kelly, contractor, Louise Fortin, housewife, wife contractually separate as to property of said Thomas Kelly, and Georges Kelly, contractor, all three of Iberville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Kelly & Kelly inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Iberville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5173-65

Keystone Construction Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roman Kwiatkowski, builder, 11850 Pasteur, Rose Mergler, housewife, wife separate as to property of Bernard S. Mergler, 4867 Cumberland, and John Herschorn, attorney, 1396 St. Catherine Street West, Suite 226, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Keystone Construction Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352

5133-65

Kobec limitée
Kobec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1965, constituant en corporation: Georges-Alexandre Label, notaire, Jean Label, comptable agréé, et Claude Gagnon, clerc notaire, tous trois de 132, St-Jérôme, Matane, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines lourdes tels que tracteurs « bulldozers », excavatrices, niveleuses, camions et machines légères utilisées par les entrepreneurs généraux et industriels, sous le nom de « Kobec limitée — Kobec Limited », avec un capital total de \$300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Haute-ribe, district judiciaire de Haute-ribe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5244-65

Lachance & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Jacques Juneau, avocat et conseil en loi de la reine, 845, Bellevue, Ste-Foy, Vincent Masson, avocat et conseil en loi de la reine, 1090, de la Tour, Québec, et Jean-Paul Bernier, avocat, 2782, Le Breton, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tondeuses à gazon, de taximètres, de véhicules auto-neige et de souffleuses à neige, sous le nom de « Lachance & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 505, 17^e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5176-65

The Lachute Lions Club Inc.
Le Club des Lions de Lachute inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'octobre 1965, pour constituer la compagnie « The Lachute Lions Club Inc. », constituée en corporation le 13 juillet 1942, en vertu de la Loi des clubs de récréation, comme une corporation sans capital-actions, sous le nom de « The Lachute Lions Club Inc.—Le Club des Lions de Lachute inc. », pour les objets suivants:

Favoriser les objets d'un club de service.

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à ville Lacute, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

2125-65 — 1298/71

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5133-65

Kobec limitée
Kobec Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-Alexandre Label, notary, Jean Label, chartered accountant, and Claude Gagnon, notary clerk, all three of 132 St-Jérôme, Matane, for the following purposes:

To carry on business dealing in heavy machinery such as "bulldozers", digging machines, levelling machines, trucks and light machines used by general contractors and industrialists, under the name of "Kobec limitée — Kobec Limited", with a total capital stock of \$300,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Haute-ribe, judicial district of Haute-ribe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5244-65

Lachance & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Juneau, lawyer and Queen's Counsel, 845 Bellevue, Ste-Foy, Vincent Masson, lawyer and Queen's Counsel, 1090 de la Tour, Quebec, and Jean-Paul Bernier, lawyer, 2782 Le Breton, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in lawn-mowers, taximeters, snow-mobile vehicles and snow-blowers, under the name of "Lachance & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 505, 17th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5176-65

The Lachute Lions Club Inc.
Le Club des Lions de Lachute inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of October, 1965, to constitute "The Lachute Lions Club", incorporated on July 13, 1942, under the Amusement Clubs Act, as a corporation without share capital, under the name of "The Lachute Lions Club Inc.—Le Club des Lions de Lachute inc.", for the following purposes:

To promote the aims of a service club.

The amount to which the immoveable property which may be owned or held by the new corporation is limited, is \$200,000.

The head office of the new corporation will be at the Town of Lachute, County of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

2125-65 — 1298/71

Roméo Lacroix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1965, constituant en corporation: Roméo Lacroix, commerçant, Olga Lukawecki, ménagère, épouse commune en biens dudit Roméo Lacroix, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Lise Lacroix, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Pratte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de St-Calixte, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et de matériaux de construction, sous le nom de « Roméo Lacroix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Calixte, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5205-65

Roméo Lacroix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roméo Lacroix, trader, Olga Lukawecki, housewife, wife common as to property of the said Roméo Lacroix, and duly authorized by him for these presents, and Lise Lacroix, secretary, wife separate as to property of Maurice Pratte, and duly authorized by him for these presents, all three of St-Calixte, for the following purposes:

To carry on business dealing in wood and construction materials, under the name of "Roméo Lacroix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Calixte, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5205-65

Lacroix terrazzo & mosaïque Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Dr Benoit Belzil, médecin, 17, avenue Bégin, Lévis, Louis-Philippe Lacroix, estimateur, 6720, 7e avenue est, Charlesbourg, et Julien Lemieux, agent d'assurances, 88, rue Dorval, Lévis, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ciment et de ses sous-produits, blocs de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, grès, plâtres cuits et autres, simili-pierres et autres produits semblables, sous le nom de « Lacroix terrazzo & mosaïque Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5178-65

Lacroix terrazzo & mosaïque Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Benoit Belzil, physician, 17 Bégin Ave., Lévis, Louis-Philippe Lacroix, appraiser, 6720, 7th Ave. East, Charlesbourg, and Julien Lemieux, insurance agent, 88 Dorval St., Lévis, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement and its by-products, cement blocks, tiles, lime, limestone, sandstone, plaster of Paris and other products, artificial stone and other similar products, under the name of "Lacroix terrazzo & mosaïque Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5178-65

Land Associates of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: C.-Antoine Geoffrion, avocat, 26, Sunnyside, Westmount, Fernand Lalonde, avocat, 4902, avenue Roslyn, Montréal, Claude-E. Leduc, avocat, 105, avenue Beverley, Mont Royal, Jean-Claude Pothier, avocat, 7171, Sagard, Montréal, et Jean Lefrançois, avocat, 191, Maplewood, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Land Associates of Montreal Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5144-65

Land Associates of Montreal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: C.-Antoine Geoffrion, advocate, 26, Sunnyside, Westmount, Fernand Lalonde, advocate, 4902 Roslyn Avenue, Montreal, Claude-E. Leduc, advocate, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, Jean-Claude Pothier, advocate, 7171 Sagard, Montreal, and Jean Lefrançois, advocate, 191 Maplewood, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Land Associates of Montreal Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5144-65

**Langelier Investments Inc.
Les Placements Langelier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5200, Prince de Galles, Montréal, Jason Ruby, avocat, 2860, rue Ekers, Montréal, Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, et Fleurette Brunet, secrétaire, épouse séparée de biens de Réjean Major, 7659, Chabot, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Langelier Investments Inc.—Les Placements Langelier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1426, Beverley Crescent, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

4992-65

Gilles Lapointe auto location, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Gilles Lapointe, commerçant, Yamaska-Est, Jeannine Lamothe, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Lapointe, Yamaska-Est, et Marcel Gauthier, gérant de ventes, 30, rue Gadbois, Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gilles Lapointe auto location, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1000, boulevard Fiset, St-Pierre-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5100-65

Roland Lavoie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Roland Lavoie, industriel, Maria Noury, ménagère, épouse commune en biens dudit Roland Lavoie, et dument autorisée par lui aux fins des présents, et André Lavoie, gérant, tous trois de 100, Thuney, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de monuments, sous le nom de « Roland Lavoie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

le siège social de la compagnie est 100, rue Thuney, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5026-65

**Langelier Investments Inc.
Les Placements Langelier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Montreal, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Street, Montreal, Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, and Fleurette Brunet, secretary, wife separate as to property of Réjean Major, 7659 Chabot, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Langelier Investments Inc.—Les Placements Langelier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1426 Beverley Crescent, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

4992-65

Gilles Lapointe auto location, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Lapointe, trader, Yamaska-Est, Jeannine Lamothe, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Lapointe, Yamaska-Est, and Marcel Gauthier, sales manager, 30 Gadbois St., Sorel, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Gilles Lapointe auto location, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1000 Fiset Blvd., St-Pierre-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5100-65

Roland Lavoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Lavoie, industrialist, Maria Noury, housewife, wife common as to property of the said Roland Lavoie, and duly authorized by him for these presents, and André Lavoie, manager, all three of 100 Thuney, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

The industry and business dealing in monuments, under the name of "Roland Lavoie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 100 Thuney St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5026-65

Lennut (Canada) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Jacques Flynn, avocat et conseil en loi de la reine, Raymond Lessard, avocat, et Jacques Le May, avocat, tous trois de 65, Ste-Anne, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Lennut (Canada) limitée », avec un capital total de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 253, rue St-Paul, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5045-65

Lennut (Canada) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Flynn, advocate and Queen's Counsel, Raymond Lessard, advocate, and Jacques Le May, advocate, all three of 65 65 St. Ann, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Lennut (Canada) limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 253 St-Paul Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-0 5045-65

**Ley Chibougamau Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1965, constituant en corporation: Welley Guillemette, industriel, 142, rue Fraser, Québec, Jean-Marc Gagnon, commerçant, et Céline Girard, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Ley Chibougamau Mining Co. Ltd. », (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 4819-65

**Ley Chibougamau Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Welley Guillemette, industrialist, 142 Fraser Street, Quebec, Jean-Marc Gagnon, trader, and Céline Girard, secretary, fille majeure, the latter two of St-Félicien, for the following purposes:

To explore or research to discover mines and minerals, under the name of "Ley Chibougamau Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 4819-65

Limrog Leasing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, De Vimy, Montréal, Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, et Aaron Pollack, 1827, avenue North, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce de location de propriétés mobilières et immobilières de toute nature quelconque, sous le nom de « Limrog Leasing Corp. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5171-65

Limrog Leasing Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Baruch Pollack, 6085 De Vimy, Montreal, Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte-St-Luc, and Aaron Pollack, 1827 North Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To engage in the business of leasing moveable and moveable property of every nature whatsoever, under the name of "Limrog Leasing Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-0 5171-65

Loretville Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Micheline Hénault, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston

Loretville Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Micheline Hénault, secretary, wife separate as to property of Gaston Hénault, 2860

Hénault, 2860, Ekers, Montréal, et Fleurette Major, secrétaire, épouse séparée de biens de Réjean Major, 7659, Chabot, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Loretville Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 25,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

4932-65

Lorraine Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: John Ewasew, avocat, 340, avenue Barton, Mont Royal, Laurence MacGregor, avocat, 111, avenue Brock nord, Montréal Ouest, et Hélène Polak, secrétaire, épouse commune en biens d'André Polak, 2980, Barclay, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois brut, bois de construction et toutes sortes de bois, sous le nom de « Lorraine Lumber Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4875, chemin Dufferin, suite 717, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5150-65

Lucky Property Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Tom Kuo Sing, 5627, St. Urbain, Fong On Yim, 4308, Drolet, Shew Poy Eng, 4818, Esplanade, et Peter C. M. Tsang, 2145, LeCaron, app. 14, tous quatre restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire toutes sortes de spéculations immobilières, sous le nom de « Lucky Property Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

4991-65

Lustro métal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Lionel Lalancette, industriel, 241, de la Bretagne, Andrée Boudreault, 59, Châteauguay, et Colette Gilbert, 198a, St-François, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Ekers, Montreal, and Fleurette Major, secretary, wife separate as to property of Réjean Major, 7659 Chabot, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Loretville Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 class "A" shares of \$1 each, 25,000 class "B" shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

4932-65

Lorraine Lumber Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Ewasew, advocate, 340 Barton Avenue, Mount Royal, Laurence MacGregor, advocate, 111 Brock Avenue North, Montreal West, and Hélène Polak, secretary, wife common as to property of André Polak, 2980 Barclay, Montreal, for the following purposes:

To deal in timber, lumber and wood of all kinds, under the name of "Lorraine Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4875 Dufferin Road, Room 717, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5150-65

Lucky Property Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tom Kuo Sing, 5627 St. Urbain, Fong On Yim, 4308 Drolet, Shew Poy Eng, 4818 Esplanade, and Peter C. M. Tsang, 2145 LeCaron, Apt. 14, all four restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To do any kind of immoveable speculations, under the name of "Lucky Property Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

4991-65

Lustro métal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Lalancette, industrialist, 241 de la Bretagne, Andrée Boudreault, 59 Châteauguay, and Colette Gilbert, 198a St-François, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Jonquière, for the following purposes:

Faire le commerce de métaux, sous le nom de « Lustro métal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 304, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5101-65

M & M Bricklaying Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, Irving L. Adessky, avocat, 56, place Heath, Hampstead, et Dionysia Zerbisias, avocate, célibataire, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « M & M Bricklaying Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5104-65

M. & P. Marine Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Hans Paschmionka, manufacturier, George Paschmionka, ouilleur, tous deux de 3420, Broadway, Lachine, Robert N. McFetrick, représentant de ventes, 91, avenue Cedar, Pointe-Claire, et William J. Meder, représentant de ventes, 136, Sumac Drive, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de bateaux et d'équipement de marine, sous le nom de « M. & P. Marine Leasing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3011, boulevard St-Joseph Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 4817-65

Marimic construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1965, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e Rue, Roxboro, Cécile Contant, 5060, boulevard Pie IX, et Gertrude Bourdeau, 2560, Bercy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Marimic construction inc. », avec un capital total de

To carry on business dealing in metals, under the name of "Lustro métal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 304 St-Hubert St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5101-65

M & M Bricklaying Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "M & M Bricklaying Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5104-65

M. & P. Marine Leasing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hans Paschmionka, manufacturer, George Paschmionka, tool maker, both of 3420 Broadway, Lachine, Robert N. McFetrick, sales representative, 91 Cedar Avenue, Pointe-Claire, and William J. Meder, sales representative, 136 Sumac Drive, Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in all kinds of boats and marine equipment, under the name of "M. & P. Marine Leasing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3011 St-Joseph Boulevard, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 4817-65

Marimic construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Paiement, lawyer, 112, 9th Street, Roxboro, Cécile Contant, 5060 Pie IX Boulevard, and Gertrude Bourdeau, 2560 Bercy, the latter two secretaries, filles majeures in full use of their rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Marimic construction inc.", with a total

\$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 488, Haute Rivière, Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5206-65

Dave Melnick Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en loi de la reine, 574, avenue Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, avocat et conseil en loi de la reine, 4918, Mayfair, Montréal, et Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents de manufacturiers, sous le nom de « Dave Melnick Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5190-65

Miss Quebec Racing Team Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Jean Piquette, administrateur, 510, de Rouville, Beloeil, Maurice Cusson, vendeur, 471, Morrison, Beloeil, et Maurice Lapierre, comptable, 12137, boulevard O'Brien, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir des activités artistiques comprenant des régates de canots automobiles, ski aquatique, sous le nom de « Miss Quebec Racing Team Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 510, rue de Rouville, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5056-65

Miss Victoria Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la reine, 5765, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, Max Bernfeld, avocat et conseil en Loi de la reine, 4635, avenue Clanranald, Montréal, Edward Bernfeld, avocat, 6240, Westbury, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Miss Victoria Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 488 Haute Rivière, Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5206-65

Dave Melnick Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont Avenue, Westmount, J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair, Montreal, and Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers' agents, under the name of "Dave Melnick Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5190-65

Miss Quebec Racing Team Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Piquette, administrator, 510 de Rouville, Beloeil, Maurice Cusson, salesman, 471 Morrison, Beloeil, and Maurice Lapierre, accountant, 12137 O'Brin Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To organize and promote artistic activities consisting in motor boats and water skiing regattas, under the name of "Miss Quebec Racing Team Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 510 de Rouville Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5056-65

Miss Victoria Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte-St-Luc Road, Hampstead, Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, 4635 Clanranald Avenue, Montreal, Edward Bernfeld, advocate, 6240 Westbury, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Miss Victoria Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par of \$1 each and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5223-65

Napierville Fasteners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1965, constituant en corporation: René Pépin, commerçant, Thérèse L'Écuyer, ménagère, épouse commune en biens dudit René Pépin, tous deux de boulevard Édouard VII, Napierville, Maurice Richer, agent, et Marielle Roux, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Richer, ces deux derniers de 836, rue Lasalle, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Napierville Fasteners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5091-65

**National Safe Incorporated
Coffre fort national incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Menashe Broder, 4750, Plamondon, C. Joshua Borenstein, 5891, Decelles, Arthur A. Garvis, 4764, LaPeltrie, tous trois avocats, et Frances Kravitz, secrétaire, fille majeure, 3800, Bouchette, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de coffres-forts, voûtes, classeurs, matériel d'imprimerie, coffres d'état et coffres-caisses, sous le nom de « National Safe Incorporated — Coffre fort national incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5217-65

Nicala Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Jean Duchesne, manufacturier, 8085, rue Cartier, Montréal, Irving Lutterman, manufacturier, 4800, 4e Rue, Laval, et Ernest Starr, manufacturier, 4650, rue Bouchette, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Nicala Sportswear Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5223-65

Napierville Fasteners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Pépin, trader, Thérèse L'Écuyer, housewife, wife common as to property of the said René Pépin, both of Edward VII Blvd., Napierville, Maurice Richer, agent, and Marielle Roux, housewife, wife common as to property of the said Maurice Richer, the latter two of 836 Lasalle St., Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Napierville Fasteners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Napierville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5091-65

**National Safe Incorporated
Coffre fort national incorporée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, 4750 Plamondon, C. Joshua Borenstein, 5891 Decelles, Arthur A. Garvis, 4764 LaPeltrie, all three advocates, and Frances Kravitz, secretary, fille majeure, 3800 Bouchette, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in safes, vaults, filing cabinets, printing equipment, money chests and strong boxes, under the name of "National Safe Incorporated — Coffre fort national incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 class "A" shares of \$1 each, 5,000 class "B" shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5217-65

Nicala Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Duchesne, manufacturer, 8085 Cartier Street, Montreal, Irving Lutterman, manufacturer, 4800, 4th Street, Laval, and Ernest Starr, manufacturer, 4650 Bouchette Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Nicala Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 3737 est, boulevard Métropolitain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 4803-65

Nicobois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Roland Bergeron, comptable, André Lavertu, industriel, Yvon Drouin, industriel, et Jean-Marc Denoncourt, courtier, tous quatre de Nicolet, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Nicobois inc. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5232-65

Northland Airways Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Anne-Marie Daniels, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Quirk, 7068, Justine Drive, Malton, province d'Ontario, Annie McDonald, secrétaire, épouse séparée de biens de Basil Turner, 1490, Seaview Drive, Clarkson, province d'Ontario, et Barbara Clark, secrétaire, épouse séparée de biens de Allan Smith, 36, Checkendon Drive, Rexdale, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter toutes sortes de services dans le domaine de l'aviation, sous le nom de « Northland Airways Limited », avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 3167-65

Oeuvre des loisirs de la S. S. J. B. de Rivière Blanche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Roméo Roy, industriel, J.-Robert Bélanger, cultivateur, et Réal Fournier, mécanicien, tous trois de St-Ulric, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Oeuvre des loisirs de la S. S. J. B. de Rivière Blanche inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à St-Ulric, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5243-65

The head office of the company is at 3737 Metropolitan Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 4803-65

Nicobois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Bergeron, accountant, André Lavertu, industrialist, Yvon Drouin, industrialist, and Jean-Marc Denoncourt, broker, all four of Nicolet, for the following purposes:

The industry and commerce of wood, under the name of "Nicobois inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5232-65

Northland Airways Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Anne-Marie Daniels, secretary, wife separate as to property of Charles Quirk, 7068 Justine Drive, Malton, in the Province of Ontario, Annie McDonald, secretary, wife separate as to property of Basil Turner, 1490 Seaview Drive, Clarkson, in the Province of Ontario, and Barbara Clark, secretary, wife separate as to property of Allan Smith, 36 Checkendon Drive, Rexdale, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To establish, maintain and operate aircraft services of all kinds, under the name of "Northland Airways Limited", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value and 8,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 3167-65

Oeuvre des loisirs de la S. S. J. B. de Rivière Blanche inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roméo Roy, industrialist, J.-Robert Bélanger, farmer, and Réal Fournier, mechanic, all three of St-Ulric, for the following purposes:

The organization of a recreation centre, under the name of "Oeuvre des loisirs de la S. S. J. B. de Rivière Blanche inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or own is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at St-Ulric, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5243-65

**L'Oeuvre des terrains de jeux
(O. T. J.) de Maria**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Beaulieu, entrepreneur plombier, Charles-Marie Savoie, professeur, Irénée Leblanc, mécanicien de machinerie fixe, Maurice Landry, garagiste, Michel Audet, débosseur, J.-Guy Normandeau, cuisinier, et Lise Porlier, institutrice, fille majeure, tous sept de Maria, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des terrains de jeux (O. T. J.) de Maria ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Maria, district judiciaire de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 4764-65

Olde Time Pubs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Manuel Shaeter, avocat et conseil en Loi de la reine, 4870, Circle Road, Montréal, Jack Shayne, avocat, 5781, Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, avocat, 4869, avenue Dornal, Montréal, et Jean-Marc Levac, avocat, 6570, rue Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Olde Time Pubs Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 4924-65

P. B. I. Safety Services Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Antoine Gobeil, avocat et conseil en Loi de la reine, 1380, Maréchal-Foch, Québec, Jean Rivard, avocat et conseil en Loi de la reine, 655, chemin Ste-Foy, Québec, et Charles Cimon, avocat, 364, 60e rue, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'abrasifs, verre, perles de verre et produits de verre et sous-produits et articles, effets, produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « P. B. I. Safety Services Limited », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5028-65

**L'Oeuvre des terrains de jeux
(O. T. J.) de Maria**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Beaulieu, plumbing contractor, Charles-Marie Savoie, professor, Irénée Leblanc, stationary machine mechanic, Maurice Landry, garage keepers, Michel Audet, body repairer, J.-Guy Normandeau, cook, et Lise Porlier, teacher, fille majeure, all seven of Maria, for the following purposes:

Organization of leisure, under the name of "L'Oeuvre des terrains de jeux (O. T. J.) de Maria".

The amount to which the immoveable property which may be owned or held by the corporation is \$100,000.

The head office of the corporation is at Maria, judicial district of Bonaventure.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 4764-65

Olde Time Pubs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Manuel Shaeter, advocate and Queen's Counsel, 4870 Circle Road, Montreal, Jack Shayne, advocate, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, advocate, 4869 Dornal Avenue, Montreal, and Jean-Marc Levac, advocate, 6570 Viau Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Olde Time Pubs Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 4924-65

P. B. I. Safety Services Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Gobeil, lawyer and Queen's Counsel, 1380 Maréchal-Foch, Quebec, Jean Rivard, lawyer and Queen's Counsel, 655 Chemin Ste-Foy, Quebec, and Charles Cimon, lawyer, 364, 60th Street, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in abrasives, glass, glass beads and glass products and by-products and articles, goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "P. B. I. Safety Services Limited", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5028-65

Parsons & Misiurak Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, Barrie Hinchcliffe Brown, 4335, Broadway, Lachine, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Ethel Fisk, secrétaire, épouse divorcée de Noël Gwynne Davies, 2122, rue Depatie, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Parsons & Misiurak Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13106, rue Varenne, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5049-65

Phenix limousines inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Léo-C. Marcotte, 10634, Waverley, Montréal, Jean Biron, 3500, Ridgewood, Montréal, et René-L. Cousineau, 3620, Limoges, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Phenix limousines inc. », avec un capital total de \$90,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-0

5114-65

Phillips Square Properties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Murry Lapin, avocat et conseil en loi de la reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, Shirley Mugeridge, 942, Pothier, Brossard, et Leila Bedouch, 1520, rue Elizabeth, St-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, d'immeubles et de mise en valeur, sous le nom de « Phillips Square Properties Limited », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,116 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$16 chacune, 126 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 126 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de \$16 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1215, carré Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5182-65

Parsons & Misiurak Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Learmont Jamieson, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, Barrie Hinchcliffe Brown, 4335 Broadway, Lachine, both advocate and Queen's Counsel, and Ethel Fisk, secretary, wife divorced of Noël Gwynne Davies, 2122 Depatie Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Parsons & Misiurak Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 13106 Varenne Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5049-65

Phenix limousines inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo-C. Marcotte, 10634 Waverley, Montreal, Jean Biron, 3500 Ridgewood, Montreal, and René-L. Cousineau, 3620 Limoges, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Phenix limousines inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5114-65

Phillips Square Properties Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murry Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Shirley Mugeridge, 942 Pothier, Brossard, and Leila Bedouch, 1520 Elizabeth Street, St-Laurent, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate and development company, under the name of "Phillips Square Properties Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,116 common shares of the par value of \$16 each, 126 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each, 2 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each and 126 class "C" preferred shares of the par value of \$16 each.

The head office of the company is at 1215 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5182-65

Picard construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Lionel Picard, constructeur, Lise Héroux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lionel Picard, tous deux de 2009, Dudemaine, Montréal, et Alain Belzile, comptable agréé, 690, boulevard Iberville, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Picard construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 4952-65

Placements Deschênes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Raymond-G. Decary, 5614, avenue Canterbury, Montréal, Claude Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Deschênes inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$50 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 290,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à l'Île de Mai, Ste-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5122-65

Les Placements Galaxie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Antoine Lafleur, commerçant, 1426, Bowen sud, Roger Lafleur, commerçant, 1425, Dagenais, Roland Beauré, comptable, 1280, Dorval, et Jean Daigneault, comptable, 296, Salaberry, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les Placements Galaxie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5032-65

Picard construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Picard, constructor, Lise Héroux, housewife, wife contractually separate as to property of said Lionel Picard, both of 2009 Dudemaine, Montreal, and Alain Belzile, chartered accountant, 690 Iberville Boulevard, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Picard construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 4952-65

Placements Deschênes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond-G. Decary, 5614 Canterbury Ave., Montreal, Claude Leduc, 105 Beverley, Mount-Royal, and Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Deschênes inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$50 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and 290,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at l'Île de Mai, Ste-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5122-65

Les Placements Galaxie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Lafleur, trader, 1426 Bowen South, Roger Lafleur, trader, 1425 Dagenais, Roland Beauré, accountant, 1280 Dorval, and Jean Daigneault, accountant, 296 Salaberry, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Les Placements Galaxie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5032-65

E. G. Plante garage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Paul E. Addison, comptable agréé, 784, 37^e avenue, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41^e avenue, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12^e avenue, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « E. G. Plante garage inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 51, rue St-Louis, LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

4755-65

Presto construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Auguste Bérubé, vendeur, 36, rue Pouliot, Rivière-du-Loup, Alfred Viel, entrepreneur, St-Georges-de-Cacouna, et Camille Rioux, entrepreneur, 14058, Germain, Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Presto construction ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5233-65

Prévost textiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Yves Prévost, vendeur-tailleur, Fernande Sauriol, ménagère, épouse commune en biens d'Alexis Prévost, tous deux de 107, boulevard St-Elzéar est, et Berthe Beauchemin, secrétaire, fille majeure, 2, boulevard Martin, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, sous le nom de « Prévost textiles inc. », avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1754, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5006-65

E. G. Plante garage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul E. Addison, chartered accountant, 784, 37th Ave., Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Ave., and Claudette Martel, secretary, spinster of the full age of majority, 648, 12th Ave., all three of Lachine, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "E. G. Plante garage inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each, 10,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and 20,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 51 St-Louis St., LeMoyne, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4755-65

Presto construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Auguste Bérubé, salesman, 36 Pouliot Street, Rivière-du-Loup, Alfred Viel, contractor, St-Georges-de-Cacouna, and Camille Rioux, contractor, 14058 Germain, Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Presto construction ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5233-65

Prévost textiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Prévost, salesman-tailor, Fernande Sauriol, wife common as to property of Alexis Prévost, both of 107 St-Elzéar Blvd. East, and Berthe Beauchemin, secretary, fille majeure, 2 Martin Blvd., all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of woven materials, natural or synthetic, under the name of "Prévost textiles inc.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1754 des Laurentides Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5006-65

**Les Produits Freddy Itée
Freddy Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Gilles Coulombe, 874, Kennedy nord, Albert Gobeil, 277, Farwell, tous deux avocats, et Nicole Lemelin, secrétaire, fille majeure, 1108, Évangéline, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Les Produits Freddy Itée — Freddy Products Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 790 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 965, Panneton, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

4640-65

Les Projets Cartier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Georges Gastonguay, aubergiste, 600, avenue Laurier, Québec, Jean-Guy Boivin, manufacturier, 430, Chomedey, Charlesbourg, et Léo Beaumont, courtier, 3132, de la Champagne, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Projets Cartier inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 90 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 210 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

3951-65

Provincial Transmission Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Rudolph Brasgold, marchand, 5648, Westluka, Murray Deskin, gérant de ventes, 608, Westluka, tous deux de Côte-St-Luc, Jon Kosorwich, avocat, et Julian Kotler, avocat, ces deux derniers de 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de service et garages, sous le nom de « Provincial Transmission Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 419, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5212-65

**Les Produits Freddy Itée
Freddy Products Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, 874 Kennedy north, Albert Gobeil, 277 Farwell, both advocates, and Nicole Lemelin, secretary, spinster of the full age of majority, 1108 Évangéline, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of food products, under the name of "Les Produits Freddy Itée — Freddy Products Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 790 preferred class "A" shares of \$100 each and 200 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at 965 Panneton, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4640-65

Les Projets Cartier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Gastonguay, inn keeper, 600 Laurier Avenue, Quebec, Jean-Guy Boivin, manufacturer, 430 Chomedey, Charlesbourg, and Léo Beaumont, broker, 3132 de la Champagne, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Projets Cartier inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 90 common shares of a nominal value of \$100 each and 210 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

3951-65

Provincial Transmission Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rudolph Brasglod, merchant, 5648 Westluka, Murray Deskin, sales manager, 608 Westluka, both of Côte-St-Luc, Jon Kosorwich, advocate, and Julian Kotler, advocate, the latter two of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To operate service stations and garages, under the name of "Provincial Transmission Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 419 Rosemont Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5212-65

Ramapti inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Pasquale Colangelo, architecte, 5325, Jean-Talon est, Montréal, Norman C. Denys, avocat, 6915, St-Denis, Mont-Royal, et Lucille Gouin, secrétaire, fille majeure, 1100 rue Laird, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Ramapti inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6915, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5112-65

Résidence Montréal-Nord inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Bruno Bernard, 1240, Lavigerie, Ste-Foy, Pierre Lesage, 772, rue Émile-Côté, Ste-Foy, et Robert Lesage, 120, Plage St-Laurent, Cap-Rouge, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Résidence Montréal-Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3435, boulevard Gouin, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5181-65

Rita fleuriste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Léandre Fradette, fleuriste, Rita Perron, fleuriste, épouse commune en biens dudit Léandre Fradette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 637, St-Alphonse est, et Robert Perron, fleuriste, 746, Marcoux, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Rita fleuriste inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5103-65

Royal Trailers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Roger Roy, mar-

Ramapti inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pasquale Colangelo, architect, 5325 Jean-Talon East, Montreal, Norman C. Denys, lawyer, 6915 St-Denis, Mont-Royal, and Lucille Gouin, secretary, fille majeure, 1100 Laird Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Ramapti inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6915 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5112-65

Résidence Montréal-Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Bernard, 1240 Lavigerie, Ste-Foy, Pierre Lesage, 772 Émile-Côté St., Ste-Foy, and Robert Lesage, 120 Plage St-Laurent, Cap-Rouge, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Résidence Montréal-Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3435 Gouin Blvd., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5181-65

Rita fleuriste inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léandre Fradette, florist, Rita Perron, florist, wife common as to property of the said Léandre Fradette, and duly authorized by him for these presents, both of 637 St-Alphonse east, and Robert Perron, florist, 746 Marcoux, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Rita fleuriste inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5103-65

Royal Trailers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Roy, merchant, 150 Ma-

chand, 150, rue Mariale, Gisèle Paquette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Roy, 150, rue Mariale, tous deux de Laval, et Rosaire Roy, vendeur, 107, rue Giroux, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de remorques de toutes sortes, sous le nom de « Royal Trailers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

4664-65

S. B. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Fernando St-Hilaire, 165, 55e rue, Lauréat Bouchard, 3249, 1ère avenue, et Henri Lavigneur, 1550, chemin Ste-Foy, tous trois industriels, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « S. B. limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1234, Vincent-Massey, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5278-65

S. & S. Cigar Stand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Barney Schwartz, restaurateur, Florence Schwartz, restaurateur, épouse séparée de biens dudit Barney Schwartz, tous deux de 905, rue Trudeau, St-Laurent, et Avrun Cohen, avocat, 4460, 3e rue Laval, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de tabac, sous le nom de « S. & S. Cigar Stand Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5215-65

St. Hilaire Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Gary Moscovitz, 260, St-Aubin, tous deux de Saint-Laurent, et Philip Shaposnick, 5485, Coolbrook, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de véhicules automobiles, et agir en qualité de garagistes, sous le nom de « St. Hilaire Auto Inc. », avec un capital total

riale St., Gisèle Paquette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Roy, 150 Mariale St., both of Laval, and Rosaire Roy, salesman, 107 Giroux St., Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of trailers, under the name of "Royal Trailers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4664-65

S. B. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernando St-Hilaire, 165, 55th St., Lauréat Bouchard, 3249, 1st Ave., and Henri Lavigneur, 1550 Ste-Foy Road, all three industrialists, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of machines, tools and apparatus, under the name of "S. B. limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1234 Vincent-Massey, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5278-65

S. & S. Cigar Stand Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barney Schwartz, restaurateur, Florence Schwartz, restaurateur, wife separate as to property of the said Barney Schwartz, both of 905 Trudeau Street, St-Laurent, and Avrun Cohen, advocate, 4460, 3rd Street, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of tabacconists, under the name of "S. & S. Cigar Stand Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5215-65

St. Hilaire Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Gary Moscovitz, 260 St. Aubin, both of Saint-Laurent, and Philip Shaposnick, 5485 Coolbrook, Montreal, all three attorneys, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "St. Hilaire Auto Inc.", with a total capital stock of

de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352 5136-65

Service de documentation pastorale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Révérend Père Jean Rigaud, prêtre-gérant, 312, rue Sherbrooke est, Montréal, Révérend Père Paul Chalumeaux, prieur, 1238, St-Joseph est, Montréal, Révérend Père Raymond Noël, professeur, 1238, St-Joseph est, Montréal, et Révérend Père Bernard Papillon, curé, East Farnham, pour les objets suivants:

Exploiter un service de diffusion de livres, disques, partitions musicales, images, matériel didactique d'ordre religieux et profane, sous le nom de « Service de documentation pastorale inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 312, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5141-65

Service de location 66 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Suzette Bilodeau, 24, Wolfe, Lévis, Venise Dallaire, 370, Fraser, et Denise Turcotte, 1155, Claire Fontaine, ces deux dernières de Québec, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagèmes, sous le nom de « Service de location 66 inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2441, rue Vitré, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 5117-65

Sheba Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, 5367, Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte-St-Luc, tous deux avocats, de Montréal, et Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la reine, 3733, The Boulevard, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Sheba Holdings Inc. », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune,

\$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5136-65

Service de documentation pastorale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Reverend Father Jean Rigaud, priest manager, 312 Sherbrooke St. East, Montreal, Reverend Father Paul Chalumeaux, prior, 1238 St. Joseph East, Montreal, Reverend Father Raymond Noël, professor, 1238 St. Joseph, East, Montreal, and Reverend Father Bernard Papillon, parish priest, East Farnham, for the following purposes:

To operate a book service distribution, records, musical scores, pictures, didactic religious and profane material, under the name of "Service de documentation pastorale inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 312 Sherbrooke Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5141-65

Service de location 66 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Suzette Bilodeau, 24 Wolfe, Lévis, Venise Dallaire, 370 Fraser, and Denise Turcotte, 1155 Claire Fontaine, the latter two of Quebec, all three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in automobile vehicles and to carry on business as garagemen, under the name of "Service de location 66 inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 2441 Vitre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352 5117-65

Sheba Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barry H. Shapiro, 5367 Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte-St-Luc, both advocates, of Montreal, and Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, 3733 The Boulevard, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sheba Holdings Inc.", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each,

2,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 9,970 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5213-65

Sherhers Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 32, Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, et Yvonne Bélanger, secrétaire, célibataire, 4650, avenue Madison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Sherhers Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5046-65

South Shore Pipe Work Co. Ltd.

La Cie de tuyauterie de la rive Sud Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Bertrand Fournier, douanier, 319, rue Brousseau, Beloeil, Rodrigue Fournier, assistant-gérant, 6805, 21^e avenue, Montréal, et Bernard Lévesque, maître-plombier, 134, rue Caron, McMasterville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « South Shore Pipe Work Co. Ltd. — La Cie de tuyauterie de la Rive Sud Itée », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeurs nominale et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 319, rue Brousseau, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-0

4390-65

Steinberg Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Harry Steinberg, marchand, Mary Steinberg, marchande, épouse séparée de biens dudit Harry Steinberg, tous deux de 7484, chemin Guelph, Côte-St-Luc, et Feivel Wolloch, comptable 3059, chemin Bedford, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, appareils, et marchandises pour hommes femmes et enfants, sous le nom de « Steinberg Agencies Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

2,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 9,970 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5213-65

Sherhers Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate and Queen's Counsel, 32 Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, advocate, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, and Yvonne Bélanger, secretary, spinster, 4650 Madison Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Sherhers Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5046-65

South Shore Pipe Work Co. Ltd.

La Cie de tuyauterie de la rive Sud Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bertrand Fournier, custom-house officer, 319 Brousseau, Beloeil, Rodrigue Fournier, assistant manager, 6805, 21st Ave., Montreal, and Bernard Lévesque, master plumber, 134 Caron St., McMasterville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "South Shore Pipe Work Co. Ltd. — La Cie de tuyauterie de la Rive Sud Itée", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 319 Brousseau St., Beloeil, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4390-65

Steinberg Agencies Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Steinberg, merchant, Mary Steinberg, merchant, wife separate as to property of the said Harry Steinberg, both of 7484 Guelph Road, Côte-St-Luc, and Feivel Wolloch, accountant, 3059 Bedford Road, Montreal, for the following purposes:

To deal in articles of apparel and merchandise, men's, women's and children's, under the name of "Steinberg Agencies Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5130-65

Studio O. Allard photographes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Maurice Michon, photographe professionnel, 1394, rue Mont-Royal est, Montréal, Adrien Richer, comptable, 5795, rue Chabot, Montréal, et Paul-O. Ouimet, avocat, 4372, rue St-André, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Studio O. Allard photographes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

4498-65

Summerlea Industrial Park Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Albert-O. Gadbois, avocat et conseil en Loi de la reine, 234, avenue Redfern, Westmount, Jean-Guy Joannette, avocat, 86, Je Me Souviens, Laval, Mortimer S. Bistrisky, avocat, 4723, rue Fulton, app. 4, Gilles Labelle, commis, 4411, St-Jacques, Ghislaine Desjardins, sténographe, épouse séparée de biens de Jean-Paul Desjardins, 4977, St-Donat, et Jeannette Bourbonnière, sténographe, fille majeure, 4458, De Lorimier, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Summerlea Industrial Park Limited », avec un capital-actions divisé en 400,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

4722-65

Super marché Frontenac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Paul-André Sévigny, comptable, 403, rue London, Lionel Jacques, comptable, 795, Croissant Armitage, et André Charpentier, comptable, 1071, Prospect, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Super marché Frontenac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

5130-65

Studio O. Allard photographes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Michon, professional photographer, 1394 Mont-Royal Street East, Montreal, Adrien Richer, accountant, 5795 Chabot Street, Montreal, and Paul-O. Ouimet, lawyer, 4372 St-André Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Studio O. Allard photographes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4498-65

Summerlea Industrial Park Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert-O. Gadbois, advocate and Queen's Counsel, 234 Redfern Avenue, Westmount, Jean-Guy Joannette, advocate, 86 Je Me Souviens, Laval, Mortimer S. Bistrisky, advocate, 4723 Fulton Street, Apt. 4, Gilles Labelle, clerk, 4411 St. James, Ghislaine Desjardins, stenographer, wife separate as to property of Jean-Paul Desjardins, 4977 St. Donat, and Jeannette Bourbonnière, stenographer, spinster of the full age of majority, 4458 De Lorimier, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Summerlea Industrial Park Limited", with a capital stock divided into 400,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

4722-65

Super marché Frontenac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Sévigny, accountant, 403 London Street, Lionel Jacques, accountant, 795 Croissant Armitage, and André Charpentier, accountant, 1071 Prospect, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Super marché Frontenac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 5066-65

Noël Talarico Orchestra Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Noël Talarico, musicien, Eugénie Esposito, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Noël Talarico, tous deux de 8394, Georges, LaSalle, et Raphaël Esposito, notaire, 319, St Zotique est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Noël Talarico Orchestra Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 550 actions ordinaires de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 59-A, avenue Westminster nord, Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 5179-65

Taverne St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Émile Colas, 25, chemin de Casson, Westmount, Gabriel Lapointe, 1260, avenue McGregor, Montréal, et Richard David, 8102, rue Viau, St-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes et restaurants, sous le nom de « Taverne St-Laurent inc. », avec un capital total de \$225,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,220 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 5139-65

Telbec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1965, constituant en corporation: André Lecompte, 7402, rue Chambord, Montréal, Jean Côté, 31, rue Cavanagh, Repentigny, Maurice Côté, 3625, rue Messier, app. 15, Montréal, tous trois journalistes, et Fernand Lévesque, avocat, 4796, avenue Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une agence de télécommunication, sous le nom de « Telbec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 5059-65

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5066-65

Noël Talarico Orchestra Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Talarico, musician, Eugénie Esposito, housewife, wife contractually separate as to property of said Noël Talarico, both of 8394 Georges, LaSalle, and Raphaël Esposito, notary, 319 St-Zotique East, Montreal, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Noël Talarico Orchestra Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 550 common shares of \$100 each and into 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 59-A Westminster Avenue North, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5179-65

Taverne St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Colas, 25 de Casson Road, Westmount, Gabriel Lapointe, 1260 McGregor Avenue, Montreal, and Richard David, 8102 Viau Street, St-Leonard, all three lawyers, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns and restaurants, under the name of "Taverne St-Laurent inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 2,220 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5139-65

Telbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Lecompte, 7402 Chambord Street, Montreal, Jean Côté, 31 Cavanagh Street, Repentigny, Maurice Côté, 3625 Messier Street, Apt. 15, Montreal, all three journalists, and Fernand Lévesque, lawyer, 4796 Victoria Avenue, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a telecommunication agency, under the name of "Telbec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5059-65

Télé-publicité (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Guy Rolland, publiciste, Claire Williams, vendeuse, fille majeure, tous deux de 2455, boulevard Henri-Bourassa, est, Montréal, et Adénias Tardif, publiciste, 7576, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Télé-publicité (Montréal) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2455, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

4580-65

The Townships Playhouse Guild Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1965, pour constituer en corporation la compagnie « The Townships Playhouse Guild », constituée en corporation le 18^e jour de juin 1964, en vertu de la Loi des clubs de récréation, comme une corporation sans capital-actions, sous le nom de « The Townships Playhouse Guild Incorporated », pour les objets suivants:

Construire, exploiter et administrer un théâtre.

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la nouvelle corporation sera à North Hatley, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

1928-65 — 1274/33

Trebor Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Paul E. Addison, comptable agréé, 784, 37^e avenue, Lachine, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41^e avenue, Lachine, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12^e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Trebor Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2991, rue Sherbrooke, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5098-65

Télé-publicité (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Rolland, publicist, Claire Williams, saleslady, fille majeure, both of 2455 Henri-Bourassa Blvd. East, Montréal, and Adénias Tardif, publicist, 7576 Berri, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicists, under the name of "Télé-publicité (Montréal) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2455 Henri-Bourassa Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4580-65

The Townships Playhouse Guild Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of April, 1965, to constitute "The Townships Playhouse Guild", incorporated on 18th day of June, 1964, under the Amusement Clubs Act, as a corporation without share capital, under the name of "The Townships Playhouse Guild Incorporated", for the following purposes:

To build, exploit and operate a theatre.

The amount to which the immoveable property which may be owned or held by the new corporation is limited, is \$100,000.

The head office of the new corporation will be at North Hatley, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

1928-65 — 1274/33

Trebor Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul E. Addison, chartered accountant, 784, 37th Avenue, Lachine, Jacques Lamoureux, lawyer, 343, 41st Avenue, Lachine, and Claudette Martel, secretary, fille majeure, 648, 12th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Trebor Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 2991 Sherbrooke Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5098-65

Valiant Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat et conseil en loi de la reine, 17, Normandy, Mont Royal, Madeleine Iknejian, secrétaire, fille majeure, 7311, 9e avenue, St-Michel, et Dorothy Gunston, secrétaire, fille majeure, 1433, Towers, Montréal, pour les objets suivants: Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Valiant Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5155-65

Vincent plomberie - chauffage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1965, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, 10580, Grande-Allée, Montréal, Guy Beaulac, comptable agréé, 1980, de la Régence, St-Bruno-de-Montarville, et Paule Lamontagne, secrétaire, veuve non remariée de François Gobeil, 2615, rue Beaubien, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Vincent plomberie - chauffage inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4503, rue de la Fabriques, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-0 5241-65

West Island Promotions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Raymond A. Cartwright, 71, chemin Devon, Baie d'Urfé, Ian G. W. Lundie, 45, avenue Claude, Beaconsfield, et Donald Kujan, 3480, Côte-de-Liesse, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de toutes activités se rapportant au marché, aux ventes à promotions, aux relations publiques et publicitaires, sous le nom de « West Island Promotions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1015, côte du Beaver Hall, suite 405, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 5000-65

Valiant Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate and Queen's Counsel, 17 Normandy, Mount Royal, Madeleine Iknejian, secretary, fille majeure, 7311, 9th Avenue, St-Michel, and Dorothy Gunston, secretary, fille majeure, 1433 Towers, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Valiant Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5155-65

Vincent plomberie - chauffage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, 10580 Grande-Allée, Montréal, Guy Beaulac, chartered accountant, 1980, de la Régence, St-Bruno-de-Montarville, and Paule Lamontagne, secretary, unmarried widow of François Gobeil, 2615 Beaubien St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Vincent plomberie - chauffage inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 4503, de la Fabrique Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 5241-65

West Island Promotions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond A. Cartwright, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, Ian G. W. Lundie, 45 Claude Avenue, Beaconsfield, and Donald Kujan, 3480 Côte-de-Liesse, Mount Royal, all three barristers, for the following purposes:

To deal in and with any activities relating to marketing, sales promotions, advertising and public relations, under the name of "West Island Promotions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1015 Beaver Hall Hill, suite, 405, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 5000-65

Wilson's Funeral Home Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, tous deux de Côte-St-Luc, Abraham Gurman, avocat, 485, McGill, et Meta Csirinyi, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, un commerce de directeurs funéraires, sous le nom de « Wilson's Funeral Home Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5120-65

Young Casuals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Morris Zipkin, manufacturier, Carol Zipkin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Zipkin, tous deux de 1074, Parkview, Laval, et Lawrence Capelovitch, avocat, 4660, chemin Souvenir, Laval, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, sous le nom de « Young Casuals Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1485, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

5134-65

Wilson's Funeral Home Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, both of Côte-St-Luc, Abraham Gurman, advocate, 485 McGill, and Meta Csirinyi, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of funeral directors, under the name of "Wilson's Funeral Home Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5120-65

Young Casuals Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Zipkin, manufacturer, Carol Zipkin, housewife, wife separate as to property of the said Morris Zipkin, both of 1074 Parkview, Laval, and Lawrence Capelovitch, advocate, 4660 Souvenir Road, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Young Casuals Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1485 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

13352-0

5134-65

Lettres patentes supplémentaires**Supplementary Letters Patent****Aluminium Building Products (Montreal) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour de novembre 1965, à la compagnie « Alcon Building Products Inc. — Matériaux de construction Alcon inc. », constituée par lettres patentes en date du 7^e jour d'octobre 1963, changeant son nom en celui de « Aluminium Building Products (Montreal) Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-0

4210-63 — 1299/107

Bardou limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de novembre 1965, à la compagnie « Bardou limi-

Aluminium Building Products (Montreal) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Alcon Building Products Inc. — Matériaux de construction Alcon inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of October, 1963, changing its name to that of "Aluminium Building Products (Montreal) Ltd."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

4210-63 — 1299/107

Bardou limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bardou limitée", increasing its

lée », augmentant son capital de \$99,000 à \$149,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 6744-45 — 1299/43

Belgrave Press Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1965, à la compagnie « Belgrave Press Limited », 1° redésignant ses 200 actions en actions ordinaires; 2° subdivisant ses 200 actions ordinaires en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 2359-27 — 1299/114

Cameo Crafts Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1965, à la compagnie « Cameo Crafts Investment Corp. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 4599-44 — 1299/116

Centre du pneu Victoriaville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1965, à la compagnie « Centre du pneu Victoriaville inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352-o 135-65 — 1299/120

**Empire Minerals Inc.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de novembre 1965, à la compagnie « Empire Oil and Minerals Inc. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de janvier 1952, 1° changeant son nom en celui de « Empire Minerals Inc. » (No Personal Liability); 2° diminuant son capital de \$5,000,000 à \$1,042,031, le capital-actions annulé étant divisé en 3,957,969 actions de \$1 chacune, augmentant son capital de \$1,042,031 à \$5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,957,969 actions de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13352 2810-52 — 1299/128

capital stock from \$99,000 to \$149,000, the additional shares capital being divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 6744-45 — 1299/43

Belgrave Press Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Belgrave Press Limited", 1. redesignating its 200 shares into common shares; 2. subdividing its 200 common shares into 2,000 common shares of \$10 each; 3. increasing its capital from \$20,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 16,000 preferred shares of \$5 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 2359-27 — 1299/114

Cameo Crafts Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cameo Crafts Investment Corp.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 4599-44 — 1299/116

Centre du pneu Victoriaville inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Centre du pneu Victoriaville inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000, the additional capital shares being divided into 100 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352 135-65 — 1299/120

**Empire Minerals Inc.
(No Personal Liability)**

Notice is given that, under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Empire Oil & Minerals Inc." (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 31st day of January, 1952, 1. changing its name to that of "Empire Minerals Inc." (No Personal Liability); 2. reducing its capital from \$5,000,000 to \$1,042,031, the capital stock annulled being divided into 3,957,969 shares of \$1 each, increasing its capital from \$1,042,031 to \$5,000,000, the additional capital stock being divided into 3,957,969 shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13352-o 2810-52 — 1299/128

Harrods of Peel St. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de novembre 1965, à la compagnie « Savile Row of Peel St. Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4^e jour de juin 1955, changeant son nom en celui de « Harrods of Peel St. Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352

11576-55 — 1299/132

**Les Investissements Rocan inc.
Rocan Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17^e jour de novembre 1965, à la compagnie « Les Investissements Rocan inc.—Rocan Investments Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$240,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

1716-64 — 1299/135

Lécuyer & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de novembre 1965, à la compagnie « Soucy & Lécuyer Itée », constituée par lettres patentes en date du 24 avril 1956, 1^o changeant son nom en celui de « Lécuyer & fils Itée »; 2^o augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

11334-56 — 1299/69

Les Placements Saint-Michel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22^e jour de novembre 1965, à la compagnie « Les Placements Saint-Michel inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 70 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,593 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

2652-63 — 1299/86

P. H. Plourde limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de novembre 1965, à la compagnie « P. H. Plourde limitée », augmentant son capital de \$40,000 à \$125,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13352-o

5587-47 — 1299/87

Harrods of Peel St. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Savile Row of Peel St. Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1955, changing its name to that of "Harrods of Peel St. Inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352-o

11576-55 — 1299/132

**Les Investissements Rocan inc.
Rocan Investments Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Investissements Rocan inc.—Rocan Investments Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$240,000, the additional capital shares being divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

1716-64 — 1299/135

Lécuyer & fils Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Soucy & Lécuyer Itée", incorporated by letters patent dated April 24th, 1956, 1. changing its name into that of "Lécuyer & fils Itée"; 2. increasing its capital from \$20,000 to \$60,000, the additional capital shares being divided into 300 preferred class "A" shares of \$100 each and 1,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

11334-56 — 1299/69

Les Placements Saint-Michel inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Saint-Michel inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$200,000, the additional capital shares being divided into 70 common shares of \$10 each and into 1,593 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

2652-63 — 1299/86

P. H. Plourde limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "P. H. Plourde limitée", increasing its capital stock from \$40,000 to \$125,000 the additional share capital being divided into 100 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13352

5587-47 — 1299/87

Raysem Consultants Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1965, à la compagnie « Raysem Construction Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour d'août 1961, 1° changeant son nom en celui de « Raysem Consultants Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 13352 14385-61 — 1299/90

Tower Equipment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1965, à la compagnie « Tower Development Corporation », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mai 1959, 1° changeant son nom en celui de « Tower Equipment Corporation »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 13352-0 12783-59 — 1299/95

Raysem Consultants Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Raysem Construction Corp.", incorporated by letters patent dated the 30th day of August, 1961, 1. changing its name to that of "Raysem Consultants Corp."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 13352-0 14385-61 — 1299/90

Tower Equipment Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tower Development Corporation", incorporated by letters patent dated the 12th day of May, 1959, 1. changing its name to that of "Tower Equipment Corporation"; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 13352 12783-59 — 1299/95

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
 Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2463

Québec, le 22 décembre 1965.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des rentes du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des finances:

QUE soit approuvé, suivant ses versions française et anglaise, et sous l'autorité de l'article 59 de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (13-14 Elizabeth II, chapitre 25), le règlement général adopté par la Régie des rentes à sa séance du 14 décembre 1965.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Orders in Council

**Order in Council
 Executive Council Chamber**

Number 2463

Québec, December 22, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Quebec Pension Board.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT, following the French and English versions, and under the authority of section 59 the Supplemental Pension Act (13-14 Elizabeth II, chapter 25), the general by-law adopted by the Pension Board at its meeting on December 14, 1965, be approved.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

RÈGLEMENT ADOPTÉ SOUS L'AUTORITÉ DE LA LOI DES RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RENTES (13-14 Elizabeth II, ch. 25)

SECTION I

Définitions et application

1.01. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « comptable »: une personne autorisée par la Loi des comptables agréés à pratiquer comme comptable public, ou, en dehors de la province, une personne que la Régie considère dûment qualifiée;

b) « actuariaire »: une personne qui possède le titre de « fellow » de l'Institut canadien des actuaires;

c) « déficit actuariel initial »: un montant à capitaliser pour que le régime soit entièrement

QUEBEC PENSION BOARD

REGULATION MADE UNDER THE SUPPLEMENTAL PENSION PLANS ACT (13-14 Elizabeth II, ch. 25)

DIVISION I

Definitions and application

1.01. In this Regulation, the following expressions mean:

(a) "accountant": a person authorized by the Chartered Accountants Act to practise the profession of Public Accountant or, outside the Province, any person the Board considers as duly qualified;

(b) "actuary": a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries;

(c) "initial unfunded liability": an amount to be funded to ensure that the plan is fully

capitalisé lors de son enregistrement ou lors d'une modification, s'il est déjà enregistré;

d) « déficit actuariel courant »: un montant à capitaliser, autre qu'un déficit actuariel initial ou une contribution impayée, pour que le régime soit entièrement capitalisé;

e) « contribution spéciale »: un versement annuel requis pour amortir un déficit actuariel initial ou courant;

f) « contribution supplémentaire spéciale »: un versement volontaire, en plus d'une contribution spéciale, destiné à l'amortissement d'un déficit actuariel initial ou courant;

g) « service courant »: le service pendant l'année financière courante du régime;

h) « régime à prestations indéterminées »: un régime où la rente de retraite pour chaque participant est fixée d'après le montant de contribution à son crédit;

i) « régime à prestations partiellement déterminées »: un régime où la rente de retraite pour chaque participant est fixée d'après un pourcentage de sa rémunération;

j) « régime à prestations complètement déterminées »: un régime où la rente de retraite pour chaque participant est fixée à un montant déterminé, sans égard à sa rémunération;

k) « régime de rente avec participation différée aux bénéfices »: un régime où les contributions de l'employeur dépendent chaque année des bénéfices courants de l'entreprise, à l'exception des plans visés aux articles 79 ou 79C de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada;

l) « régime entièrement capitalisé »: un régime dont l'actif à une date déterminée est au moins égal à la valeur actuelle des créances de rente, prestations et remboursements à l'égard du service des participants avant cette date;

m) « régime partiellement capitalisé »: un régime dont l'actif est insuffisant pour qu'il soit entièrement capitalisé, mais qui contient des stipulations pour l'amortissement du déficit actuariel initial ou courant conformément au présent règlement;

n) « période d'amortissement »: une période décrite à l'article 5.03;

o) « caisse commune »: une caisse établie par une corporation légalement autorisée à cet effet, où sont déposées les contributions d'un régime non assuré et où l'actif de ce régime perd son identité propre;

p) « caisse distincte »: une caisse établie par une corporation légalement autorisée à cet effet, où sont déposées les contributions d'un régime non assuré et où l'actif de ce régime conserve son identité propre.

1.02. L'exécution par un comité paritaire institué en vertu de la Loi des décrets de convention collective des obligations de l'employeur et du comité de retraite pour tout ce qui concerne un régime établi par décret, affranchit l'employeur et le comité de retraite de leurs obligations à cet égard.

1.03. L'année civile est l'année financière du régime, si cette dernière n'y est pas autrement déterminée.

L'année financière d'un régime ne peut dépasser douze mois, sans l'approbation de la Régie.

1.04. L'invalidité physique ou mentale en raison de laquelle un régime peut, suivant le paragraphe b) de l'article 38 de la loi, permettre à un participant de remplacer la rente différée par un paiement ou une série de paiements, est une invalidité telle qu'elle réduit considérablement son expectative de vie. Cette définition ne s'appli-

quée lorsqu'elle est soumise à l'enregistrement ou, lorsqu'elle est amendée, si elle est déjà enregistrée;

(d) "experience deficiency": an amount to be funded other than an initial unfunded liability or an unpaid contribution to ensure that the plan is fully funded;

(e) "special contribution": an annual contribution required to liquidate an initial unfunded liability or an experience deficiency;

(f) "special supplementary contribution": a voluntary payment, in addition to a special contribution, intended to liquidate an initial unfunded liability or experience deficiency;

(g) "current service": service during the current fiscal year of the plan;

(h) "money purchase plan": a plan under which each member's retirement pension is determined according to the amount of contributions to his credit;

(i) "unit benefit plan": a plan under which each member's retirement pension is determined according to a percentage of his remuneration;

(j) "flat benefit plan": a plan under which each member's retirement pension is a fixed amount determined without reference to his remuneration;

(k) "deferred profit sharing plan": a plan under which the employer's contributions depend each year on the current profits of the business, except any plan covered by sections 79 or 79C of the Income Tax Act (Canada);

(l) "fully funded plan": a plan whose assets, at any particular time, are at least equal to the commuted value of the pension benefits, other benefits and rights of refund with respect to the members' service prior to that time;

(m) "provisionally funded plan": a plan that has not assets sufficient to make it fully funded but has made provision to liquidate the initial unfunded liability or experience deficiency, in accordance with this regulation;

(n) "amortization period": a period described in section 5.03;

(o) "pooled fund": a fund, established by a corporation legally authorized for such purpose, in which contributions to an uninsured plan are deposited, and where the assets of such plan do not retain their particular identity;

(p) "segregated fund": a fund, established by a corporation legally authorized for such purpose, in which contributions to an uninsured plan are deposited, and where the assets of such plan retain their particular identity;

1.02. If a parity committee established under the Collective Agreement Decree's Act carries out any of the employer's and retirement committee's obligations in any matter relating to a plan established by decree, the employer and the retirement committee are freed from such obligations.

1.03. The calendar year is the fiscal year of the plan, unless otherwise determined in the plan.

Without the approval of the Board, the fiscal year of a plan shall not exceed twelve months.

1.04. The physical or mental disability for which a plan may, within the meaning of paragraph (b) of section 38 of the Act, allow a member to replace the deferred annuity by a payment or a series of payments, is disability of such a nature as to considerably shorten his life expectancy. This definition does not apply to the

que pas au remplacement de la rente différée par une rente viagère d'invalidité.

1.05. Le transfert d'un crédit de rente résultant de l'application de l'article 33 de la loi, à l'administrateur, à l'assureur et au fiduciaire d'un autre régime, ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, ne peut être effectué que si ce crédit de rente est géré comme une rente différée au sens de l'article 33 de la loi.

1.06. La province d'Ontario est une province qui possède une législation équivalente.

SECTION II

Enregistrement et rapports

2.01. La demande d'enregistrement d'un régime doit être faite sur la formule prescrite et contenir les renseignements suivants:

- a) l'identification de l'employeur;
- b) la nature de l'entreprise;
- c) le nom du régime;
- d) les modalités du régime;
- e) la statistique relative à la participation au régime;
- f) le nom et l'adresse des administrateurs;

g) le mode de capitalisation.

2.02. Chaque demande d'enregistrement doit être complétée par une déclaration en la forme prescrite contenant les renseignements suivants:

a) l'évaluation du coût des créances de rente; prestations et remboursements pour le service courant;

b) la règle de détermination du coût des créances de rente, prestations et remboursements relativement au service courant pour chacune des années subséquentes jusqu'à la date du prochain rapport;

c) le déficit actuariel initial, s'il en est;

d) les contributions spéciales requises pour amortir le déficit actuariel initial conformément aux normes de solvabilité;

e) la date de la dernière analyse actuarielle.

Pour les régimes existant avant le 1er janvier 1966, la déclaration peut s'appuyer sur une analyse actuarielle récente et être produite en tout temps avant le 31 décembre 1966.

2.03. Tout régime soumis pour enregistrement doit contenir en particulier des dispositions écrites relatives:

a) aux conditions d'admissibilité;

b) aux modalités financières destinées à pourvoir à la capitalisation entière des créances de rente, prestations et remboursements;

c) aux éléments constitutifs des prestations;

d) aux conditions d'acquisition du droit aux prestations;

e) à la fixation de l'âge normal de la retraite;

f) à la description qui doit être remise aux participants;

g) à la gestion de la caisse de retraite, si le régime n'est pas assuré.

2.04. La demande d'enregistrement d'un régime non assuré doit être accompagné d'un état financier pour l'année financière précédente, certifié par l'administrateur ou par un comptable. L'état financier doit être accompagné de la liste détaillée des placements, par catégories, avec indication de leur valeur comptable et leur valeur au marché.

2.05. La déclaration produite avec la demande d'enregistrement de tout régime assuré dont la capitalisation est effectuée pour chaque participant par des primes uniformes sur une période qui ne dépasse pas l'âge de la retraite, peut

remplacement de la deferred annuity by a disability life annuity.

1.05. The transfer of a pension credit arising from section 33 of the Act, to the administrator, insurer or trustee of another plan, or to a registered retirement savings plan, shall not be made unless such pension credit is administered as a deferred annuity within the meaning of section 33 of the Act.

1.06. The province of Ontario is a province having similar legislation.

DIVISION II

Registration and returns

2.01. An application for registration of a plan must be made on the prescribed form and contain the following information:

- (a) the identification of the employer;
- (b) the nature of the business;
- (c) the name of the plan;
- (d) the terms and conditions of the plan;
- (e) the statistics concerning membership in the plan;
- (f) the names and addresses of the administrators;
- (g) the funding medium.

2.02. Each application for registration must be completed by a return in prescribed form containing the following information:

(a) the estimated cost of pension benefits, other benefits and rights or refund in respect of current service;

(b) the rule for computing the cost of pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of current service, for each subsequent year up to the date of the next return;

(c) the initial unfunded liability, if any;

(d) the special contributions required to liquidate the initial unfunded liability in accordance with the standards of solvency;

(e) the date of the last actuarial report.

For plans in existence before the 1st of January 1966, the return may be based upon a recent actuarial report and filed at any time before the 31st of December 1966.

2.03. Every plan submitted for registration shall, in particular, contain written provisions respecting:

(a) the qualification requirements;

(b) the financial arrangements to ensure full funding of pension benefits, other benefits and rights of refund;

(c) the benefit formulae;

(d) the vesting provisions;

(e) the determination of normal retirement age;

(f) the description of the plan to be given to the members;

(g) the management of the retirement fund, if the plan is uninsured.

2.04. The application for registration of an uninsured plan must be filed together with the financial statement thereof for the preceding fiscal year, certified by the administrator or an accountant. The financial statement shall be accompanied by a detailed list of the investments, by classes, showing both their book value and their market value.

2.05. The return filed with the application for registration of any insured plan funded with respect to each member by means of level premiums extending not beyond the retirement age, may certify the adequacy of the premiums

attester que les primes sont suffisantes pour capitaliser toutes les créances de rente, prestations et remboursements, au lieu de contenir les renseignements requis à l'article 2.02.

2.06. Toute demande d'enregistrement doit être accompagnée d'une copie certifiée de l'acte de fiducie, du contrat d'assurance, de la convention, du règlement ou autre document qui contient les dispositions du régime.

2.07. L'administrateur d'un régime enregistré doit, dans les trois ans qui suivent la date d'enregistrement, et par la suite à intervalle de trois ans au plus, soumettre à la Régie, sur la formule prescrite, un rapport contenant les renseignements suivants:

a) l'évaluation du coût des créances de rente, prestations et remboursements pour service courant pendant l'année qui suit la date du rapport;

b) la règle de détermination du coût des créances de rente, prestations et remboursements à l'égard du service courant pour chacune des années subséquentes jusqu'à la date du prochain rapport;

c) le surplus ou le déficit actuariel courant, compte tenu de la valeur actuelle des contributions spéciales à venir telles qu'établies par les rapports précédents;

d) les contributions spéciales requises pour amortir, conformément aux normes de solvabilité, le déficit actuariel courant;

e) les opérations financières du régime au cours de la dernière année financière, y compris les contributions pour le service courant et les contributions spéciales;

f) la statistique de la participation au régime;

g) dans le cas d'un régime non assuré, la liste détaillée des placements, par catégories, avec indication de leur valeur comptable et de leur valeur au marché.

2.08. Pour le maintien de l'enregistrement, l'administrateur d'un régime doit fournir chaque année à la Régie, dans les six mois qui suivent la fin de l'année financière, un certificat sur la formule prescrite attestant que toutes les contributions requises au cours de l'année financière ont été versées.

2.09. Les déclarations et rapports mentionnés aux articles 2.02, 2.05 et aux paragraphes a), b), c), d) de 2.07 doivent être certifiés par un actuair.

Cependant, un comptable ou un représentant autorisé de l'assureur du régime, de la compagnie de fidéicommiss chargée de son administration, ou du ministre du Travail du Canada, selon le cas, peuvent certifier les déclarations et rapports relatifs à

a) un régime assuré;

b) un régime à prestations indéterminées, où le coût de toutes les prestations est versé à un assureur à la date de retraite ou auparavant;

c) un régime dont la solvabilité, dans l'opinion de la Régie, ne dépend pas par sa nature de probabilités.

2.10. Un régime peut, avec l'approbation de la Régie, exclure du montant de la rente différée prescrite par l'article 33 de la loi, tout complément de rente prévu pour le paiement d'une rente minimum.

2.11. La Régie peut, à la demande d'une partie, exprimer un avis sur les dispositions relatives à un régime qui figurent dans un projet de convention collective de travail.

2.12. Un régime dont les participants sont en majorité employés dans une province qui possède une législation équivalente est dispensé de l'enre-

to provide for the funding of all pension benefits, other benefits and rights of refund in lieu of the information required under section 2.02.

2.06. Every application for registration shall be accompanied by a certified copy of the trust deed, insurance contract, agreement, regulation or other document containing the provisions of the plan.

2.07. Within three years from the date of registration, and thereafter at intervals of three years or less, the administrator of a registered plan shall submit to the Board a return on the prescribed form containing the following information:

(a) the estimated cost of pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of current service, for the year following the date of the return;

(b) the rule for computing the cost of pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of current service for each subsequent year up to the date of the next return;

(c) the surplus or the experience deficiency, after making allowance for the commuted value of all special contributions to be made the future, as determined by previous returns;

(d) the special contributions required to liquidate the experience deficiency in accordance with the standards of solvency;

(e) the financial operations of the plan during the last fiscal year, including contributions for current service and special contributions;

(f) statistics concerning membership in the plan;

(g) in the case of an uninsured plan, the detailed list, by classes, of the investments, showing both their book value and their market value.

2.08. For the renewal of the registration, the administrator of a plan shall furnish each year to the Board, within the six-month period following the end of the fiscal year, a certificate on the prescribed form certifying that all contributions required during the fiscal year have been made.

2.09. The returns mentioned in sections 2.02, 2.05 and in paragraphs (a), (b), (c), (d) of section 2.07, shall be certified by an actuary.

Nevertheless, an accountant or a representative authorized by the insurer of the plan, by the trust company acting as administrator thereof, or by the Minister of Labour of Canada, as the case may be, may certify the returns in respect of

(a) an insured plan;

(b) a money purchase plan under which the cost of all benefits is paid to an insurer on or before retirement;

(c) a plan under which the solvency does not, in the opinion of the Board, depend by its nature on probabilities.

2.10. With the approval of the Board, a plan may exclude, from the amount of the deferred annuity prescribed by section 33 of the Act, any make-up annuity provided for the payment of a minimum pension.

2.11. At the request of one of the parties, the Board may give an opinion on the provisions concerning a plan as embodied in a draft collective labour agreement.

2.12. Where the plurality of the members of a plan are employed in a province having similar legislation, such plan is exempted from regis-

trement et de l'inspection. Pour le calcul de la majorité, on ne doit pas tenir compte des participants qui ne sont pas employés dans cette province ou dans une province qui possède une législation équivalente.

2.13. La demande d'enregistrement et le certificat pour le maintien de l'enregistrement doivent être accompagnés de la remise des honoraires.

Le montant des honoraires est établi d'après le nombre des participants au régime dans la province et dans une province qui possède une législation équivalente.

Pour un régime qui compte neuf participants ou moins, les honoraires sont de dix dollars; pour un régime qui en compte plus de neuf et moins de cent, les honoraires sont de vingt dollars, et pour un régime qui en compte cent ou plus, les honoraires sont de cent dollars.

2.14. Tout régime soumis pour enregistrement doit avoir un nom sous lequel il est désigné. Ce nom ne doit pas être susceptible de confusion avec celui d'un autre régime. Pour les régimes établis à compter du 1er janvier 1966, ce nom doit comprendre l'expression « régime de rentes » ou « pension plan » jointe au nom de l'employeur ou de l'association.

Lorsque le régime ne s'applique qu'à une catégorie de salariés, la désignation du régime peut contenir l'identification de cette catégorie.

Si le régime exige l'établissement d'une caisse de retraite, cette dernière est désignée suivant la même méthode.

2.15. Toute demande de révision d'un refus d'enregistrement d'un régime par la Régie en vertu de l'article 18 de la loi, doit être faite par écrit et contenir un bref exposé des motifs.

Cette demande doit être transmise au secrétaire de la Régie.

2.16. Sur réception d'une demande de révision, la Régie informe celui qui l'a faite de la date, du lieu et de l'heure de l'audition.

tration and inspection. To ascertain where the plurality of the members are employed, members not employed in this Province or in a province having similar legislation shall not be counted.

2.13. The application for registration and the certificate for renewal thereof must be accompanied by payment of the fee.

The amount of the fee is established according to the number of the plan's members in the Province and in a province having similar legislation.

If a plan has nine members or less, the fee is ten dollars; if a plan has more than nine members but less than a hundred, the fee is twenty dollars, and if a plan has a hundred members or more, the fee is one hundred dollars.

2.14. Any plan submitted for registration must have a name by which it is designated. Such name must not be liable to be confused with that of another plan. Where a plan is established after the 1st of January 1966, such name shall include the expression "pension plan" or "régime de rentes" together with the name of the employer or association.

Where the plan applies to only one class of employees, the name of the plan may include the identification of such class.

Where the plan requires the establishment of a retirement fund, such fund shall be designated in the same manner.

2.15. Every application for review of the Board's refusal to register a plan under section 18 of the Act shall be made in writing and briefly state the reasons therefore.

Such application shall be sent to the secretary of the Board.

2.16. Upon receipt of an application for review, the Board shall inform the applicant of the date, place and time of the hearing.

SECTION III

Modifications

3.01. Sans restreindre la portée de l'article 10 de la loi, les changements relatifs aux matières suivantes constituent des modifications au sens de la loi, même si elles ne sont pas prévues au régime:

a) la formule des contributions régulières ou spéciales;

b) la cessation des contributions;

c) les catégories de personnes susceptibles d'être assujetties;

d) les conditions du droit aux prestations;

e) la base de calcul des prestations ou rentes;

f) les catégories de placements permis;

g) les fonctions de l'administrateur ou du comité de retraite;

h) une entente relative au transfert de créances de rente;

i) le remplacement de la rente différée dans les cas prévus à l'article 38 de la loi;

j) le nom du régime ou la substitution d'employeur.

3.02. Le rapport visé aux paragraphes a), b), c) et d) de l'article 2.07 doit accompagner toute demande d'approbation d'une modification qui touche une des matières visées à ces paragraphes.

DIVISION III

Amendments

3.01. Without restricting the scope of section 10 of the Act, any change concerning the following matters is an amendment within the meaning of the Act, even if such amendment is not provided for in the plan:

(a) the formula for regular or special contributions;

(b) the cessation of contributions;

(c) the classes of persons who may be covered;

(d) the conditions under which the right to benefits is vested;

(e) the basis for computing the benefits or pensions;

(f) the classes of permissible investments;

(g) the duties of the administrator or of the retirement committee;

(h) an agreement pertaining to the transfer of pension benefits;

(i) the replacement of the deferred annuity in the cases provided for in section 38 of the Act;

(j) the name of the plan or the substitution of the employer.

3.02. The return contemplated in paragraphs (a), (b), (c) and (d) of section 2.07 shall accompany any application for approval of an amendment concerning one of the matters referred to in these paragraphs.

3.03. La cessation des contributions de l'employeur à un régime après le 31 décembre 1965 par suite de l'adoption d'un nouveau régime n'est pas censée être la cessation des contributions visées à l'article 40 de la loi. Les créances de rente, prestations et remboursements en vertu de l'ancien régime sont, en ce cas, censées être des créances de rente, prestations et remboursements eu égard aux services des participants avant la date de cessation, même si l'actif ou le passif de l'ancien régime n'ont pas été fusionnés avec ceux du nouveau.

3.04. Au cas de cessation des contributions de l'employeur à un régime, à la date d'inscription ou subséquemment, sans qu'il y ait adoption d'un régime, il ne peut y avoir retour à l'employeur d'aucune partie de l'actif avant que le régime ait pourvu pleinement au paiement des rentes, prestations et remboursements eu égard aux services des participants, jusqu'à la date de cessation des contributions.

L'ordre de priorité est celui du régime ou à défaut celui qui est prévu à l'article 7.02.

SECTION IV

Contributions et prestations

4.01. La formule de rente pour chaque année de service futur doit être uniforme. La Régie peut cependant approuver toute formule variable qu'elle juge raisonnable.

4.02. La participation à un régime peut être volontaire ou obligatoire. Toutefois, la Régie peut refuser ou annuler l'enregistrement d'un régime, s'il permet à un participant de retirer, sans qu'il y ait cessation de service et du droit de participation, des contributions pour son service après la date d'inscription.

4.03. Dans le cas d'un régime assuré par contrats individuels à prime uniforme délivrés avant la date d'inscription, le montant de la rente différée mentionné au premier alinéa de l'article 34 de la loi, peut être égal à la rente acquise prévue au contrat, relative aux contributions effectuées depuis la date d'inscription, pourvu que les contributions spéciales requises pour la constitution de cette rente aient été versées ou continuent de l'être.

SECTION V

Solvabilité

5.01. Tout régime doit contenir des dispositions prévoyant la capitalisation des créances de rente, prestations et remboursements.

5.02. Seul un régime entièrement ou partiellement capitalisé peut être certifié conforme aux normes de solvabilité.

5.03. La période d'amortissement d'un déficit actuariel initial qui existe le premier janvier 1966, est la période qui se termine le 31 décembre 1990.

La période d'amortissement d'un déficit actuariel initial qui est le résultat de l'établissement d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime enregistré est la période qui se termine le 31 décembre 1990 ou quinze ans après la mise en vigueur du nouveau régime ou la modification.

La période d'amortissement d'un déficit actuariel courant est la période qui se termine cinq ans après la date où le déficit a été déterminé.

5.04. Le montant de tout déficit actuariel initial ou courant doit être capitalisé au moyen

3.03. If an employer ceases to make contributions to a plan after the 31st of December 1965, due to the adoption of a new plan, he shall not be deemed to have ceased to make the contributions within the meaning of section 40 of the Act. The pension benefits, other benefits and rights of refund under the former plan shall, in such case, be deemed to be the pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of the service of members before the date of such cessation, even if the assets or liabilities of the former plan are not merged with those of the new plan.

3.04. In the event of an employer ceasing to make contributions to a plan on or after the qualification date, without a new plan being adopted, no part of the assets of the plan shall revert to the employer until the plan has made full provision for the payment of the pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of the service of the members up to the date the contributions ceased.

The order of priority shall be that of the plan or, failing such order, that provided for in section 7.02.

DIVISION IV

Contributions and benefits

4.01. The formula for the pension benefit for each year of future service shall be uniform. The Board, however, may approve any variable formula it deems reasonable.

4.02. Membership in a plan may be optional or compulsory. Nevertheless, the Board may refuse or cancel the registration of a plan, if such plan permits a member whose employment and right to membership in the plan are not terminated, to withdraw contributions for his service after the qualification date.

4.03. Where a plan is insured by level premium individual contracts issued prior to the qualification date, the amount of the deferred annuity mentioned in the first paragraph of section 34 of the Act may be equal to the paid up annuity under the contract with respect to contributions made since the qualification date, provided that the special contributions required for the constitution of such annuity have been made or shall continue to be made.

DIVISION V

Solvency

5.01. Every plan shall contain provisions for funding of pension benefits, other benefits and rights of refund.

5.02. Only a fully or provisionally funded plan may be certified to be in compliance with the standards of solvency.

5.03. The amortization period for an initial unfunded liability existing on the 1st of January 1966, is the period terminating on the 31st of December, 1990.

The amortization period for an initial unfunded liability resulting from the establishment of a new plan or from the amendment of a registered plan is the period terminating on the 31st of December 1990 or fifteen years after the coming into force of the new plan or the amendment.

The amortization period for an experience deficiency is the period terminating five years after the date when such deficiency was determined.

5.04. The amount of any initial unfunded liability or experience deficiency shall be funded

de contributions spéciales réparties sur une période qui n'excède pas la période d'amortissement. La contribution spéciale d'une année ne doit pas être inférieure au montant requis annuellement pour amortir le solde du déficit actuariel initial ou courant durant le reste de la période d'amortissement.

Si une année financière a moins de douze mois, le montant de la contribution spéciale est en proportion du nombre de mois.

La contribution spéciale d'une année est payable avant le dernier jour de l'année financière.

5.05. Le montant de tout déficit actuariel initial ou courant peut être capitalisé au moyen d'une ou plusieurs contributions supplémentaires spéciales. Ces contributions ont pour effet de diminuer par la suite le montant requis annuellement pour amortir le déficit.

5.06. Le régime doit stipuler que l'employeur doit verser au cours de chaque année financière ou dans les cent vingt jours qui suivent la fin de l'année financière, des contributions qui, ajoutées à celles des salariés, couvrent le coût des créances de rente, prestation et remboursements pour le service courant.

5.07. Tout régime assuré, établi avant la date d'inscription et dont la capitalisation est effectuée pour chaque participant par des primes uniformes sur une période qui ne dépasse pas l'âge de la retraite, est censé satisfaire aux exigences de l'article 5.04 à la date d'inscription.

5.08. Tout surplus déterminé par une évaluation actuarielle peut être utilisé pour réduire les contributions requises en vertu du régime, à condition que cette évaluation soit au préalable soumise à la Régie.

5.09. Les normes de solvabilité de la présente section ne s'appliquent pas aux caisses spéciales, autres que des caisses de retraite, établies en vertu de la Loi des syndicats professionnels.

5.10. Le régime enregistré dans une province qui possède une législation équivalente peut se conformer aux normes de solvabilité de cette législation équivalente, pourvu que le déficit actuariel tienne compte des services des salariés de cette province et de la province.

5.11. Dans le cas d'un régime établi par un agent de Sa Majesté du chef de la province, les contributions spéciales relatives à un déficit actuariel initial existant le 1er janvier 1966 peuvent se limiter au montant annuel nécessaire pour prévenir toute augmentation de ce déficit.

Le présent article s'applique à un régime administré ou totalement garanti par la Ville de Montréal pour ses salariés.

by means of special contributions spread over a period not exceeding the amortization period. The special contribution in any year shall not be less than the annual amount required to liquidate the remaining initial unfunded liability or experience deficiency during the remainder of the amortization period.

If a fiscal year is less than twelve months, the amount of the special contribution is proportional to the number of months.

The special contribution for a year is payable before the last day of the fiscal year.

5.05. The amount of any initial unfunded liability or experience deficiency may be funded by means of one or more special supplementary contributions. The effect of these contributions is to reduce thereafter the annual amount required to liquidate the initial unfunded liability or experience deficiency.

5.06. It shall be stipulated in the plan that, during each fiscal year or within one hundred and twenty days from the end of the fiscal year, the employer shall pay the contributions which, together with the employees' contributions, will cover the cost of pension benefits, other benefits and rights of refund for current service.

5.07. Any insured plan established before the qualification date and which is funded, in respect of each member of the plan, by means of level premiums over a period not exceeding retirement age, is deemed to meet the requirements of section 5.04 on the qualification date.

5.08. Any surplus determined by an actuarial valuation may be used to reduce the contributions required under the plan, provided such valuation is previously submitted to the Board.

5.09. The standards of solvency in this division do not apply to special funds, other than funds for superannuation, established under the Professional Syndicates Act.

5.10. A plan registered in a province having similar legislation may comply with the standards of solvency of such similar legislation, provided that the initial unfunded liability takes account of the service of the employees of such province and of the Province.

5.11. In the case of a plan established by an agent of the Crown in right of the Province, the special contributions in respect of an initial unfunded liability existing on the 1st of January 1966 may be limited to the annual amount required to prevent any increase in such liability.

This section applies to a plan administered or fully guaranteed by the city of Montreal for its employees.

SECTION VI

Placements

6.01. Le placement de l'actif d'un régime non assuré doit être conforme aux articles 154 à 158k de la Loi des assurances, sous réserve de la présente section.

6.02. Les dispositions suivantes de la Loi des assurances ne s'appliquent pas aux placements d'un régime non assuré:

- a) le paragraphe 2 de l'article 158;
- b) le sous-paragraphe b) du deuxième alinéa de l'article 158b;
- c) les articles 158c, 158d, 158g et 158j.

6.03. Toutes les contributions à un régime doivent, jusqu'à ce qu'elles soient investies, être

DIVISION VI

Investments

6.01. Subject to this division, the investment of the assets of an uninsured plan must comply with sections 154 to 158k of the Insurance Act.

6.02. The following provisions of the Insurance Act to not apply to the investments of an uninsured plan:

- (a) paragraph 2 of section 158;
- (b) subparagraph (b) of the second paragraph of section 158b;
- (c) sections 158c, 158d, 158g and 158j.

6.03. As they are collected and until they are invested, all contributions to a plan must be

déposées au fur et à mesure de leur perception, dans un compte spécial, au nom du régime, dans une banque ou dans une caisse d'épargne et de crédit.

Ces contributions peuvent également être confiées, en tout ou en partie, à une compagnie d'assurance-vie ou de fidéicommiss.

6.04. Un régime peut acquérir et détenir un bien-fonds, à condition que ce bien-fonds, dans chacune des trois années précédentes, ait rapporté un revenu net qui, s'il se maintenait dans l'avenir, serait suffisant pour produire un intérêt raisonnable sur le montant investi et pour rembourser au moins quatre-vingt-cinq pour cent de ce montant pendant une période de quarante ans ou pendant le reste de la durée normale des améliorations apportées au bien-fonds, si cette dernière période est plus courte.

6.05. Nonobstant l'article 6.04, un régime peut acquérir et détenir un bien-fonds dont un bail est fait et garanti par

(a) le gouvernement du Canada ou d'une province ou un agent de la Couronne ou une corporation municipale, ou

(b) une corporation dont les actions privilégiées ou ordinaires, au moment du placement, pourraient faire l'objet d'un placement en vertu du présent règlement, pourvu que ce bail rapporte un revenu net suffisant pour produire un intérêt raisonnable sur le montant investi et pour rembourser au moins quatre-vingt-cinq pour cent de ce montant pendant une période de trente ans ou la durée du bail, si elle est plus courte.

6.06. L'investissement total d'un régime dans chaque bien-fonds formant une même exploitation ne doit pas excéder deux pour cent de l'actif du régime.

6.07. L'actif d'un régime ne peut faire l'objet d'un prêt au conjoint ou à l'enfant de l'employeur ou si l'employeur est une corporation, à un administrateur ou à un officier de cette corporation, à son conjoint ou à son enfant.

6.08. L'actif d'un régime ne peut faire l'objet d'un prêt à une corporation dont plus de la moitié du capital-actions appartient, individuellement ou collectivement, au conjoint ou à l'enfant de l'employeur ou, si l'employeur est une corporation, à un administrateur ou à un officier de cette corporation, à son conjoint ou à son enfant.

6.09. L'actif d'un régime ne peut faire l'objet d'un prêt à un administrateur de la caisse de retraite ou à l'un de ses salariés. Il ne peut en outre faire l'objet d'un prêt au syndicat ou à l'association qui représente les salariés de l'employeur, ou à un officier ou à un salarié de ce syndicat ou de cette association.

L'interdiction stipulée au présent article s'étend également au conjoint ou à l'enfant d'une personne y mentionnée.

6.10. Nonobstant les articles 6.07, 6.08 et 6.09, l'actif d'un régime peut cependant faire l'objet d'un prêt hypothécaire sur l'habitation d'un salarié de l'employeur, du conjoint ou de l'enfant de ce salarié, pourvu que cette habitation soit principalement pour son usage personnel.

6.11. L'actif d'un régime peut faire l'objet d'un placement non autorisé par la présente section, à condition

(a) que le montant total de ces placements ne dépasse pas sept pour cent de l'actif total du régime,

deposited in a special account, in the name of the plan, in a bank or in a savings and credit union.

These contributions may also be deposited in whole or in part with a life insurance company or a trust company.

6.04. A plan may acquire and hold real estate, provided such real estate has produced, in each of the three preceding years, a net revenue that if continued in future years, would be sufficient to yield a reasonable interest return on the amount invested and to repay at least eighty-five percent of that amount within forty years, or within the remaining economic lifetime of the improvements to the real estate if the latter period is shorter.

6.05. Notwithstanding section 6.04, a plan may acquire and hold real estate, a lease of which is made to or guaranteed by

(a) the government of Canada or of a province or an agent of the Crown or a municipal corporation, or

(b) a corporation, the preferred shares or common shares of which could be, at the date of investment, authorized as investments by this regulation, provided such lease produces a net revenue sufficient to yield a reasonable interest return on the amount invested and to repay at least eighty-five per cent of such amount during a thirty-year period, or during the period of the lease of the latter is shorter.

6.06. A plan's total investments in the real estate constituting a single undertaking shall not exceed two per cent of the assets of the plan.

6.07. The assets of a plan shall not be lent to the spouse or child of the employer or, where the employer is a corporation, to a director or officer of such corporation or to his spouse or child.

6.08. The assets of a plan shall not be lent to a corporation of which more than half the shares of the capital stock are owned by the spouse or a child of the employer, or any combination thereof or, where the employer is a corporation, by a director or an officer of such corporation or his spouse or child, or any combination thereof.

6.09. The assets of a plan shall not be lent to an administrator of the retirement fund or one of his employees. Moreover, they shall not be lent to the syndicate or the association representing the employees of the employer or to an officer or an employee of such syndicate or such association.

The prohibition stipulated in this section also applies to the spouse or child of any person mentioned therein.

6.10. Notwithstanding sections 6.07, 6.08 and 6.09, the assets of a plan may be lent on the security of a hypothec on the residential property of an employer's employee or of the spouse or child of such employee provided such residential property be primarily for his own use.

6.11. The assets of a plan may be invested otherwise than as authorized by this division, provided

(a) that the total amount of such investments does not exceed seven per cent of the plan's total assets;

b) que ce placement ne déroge pas aux restrictions stipulées au sous-paragraph *a*) du deuxième alinéa de l'article 158*b* de la Loi des assurances.

c) que dans le cas d'un placement en bien-fonds, l'investissement total dans chaque bien-fonds formant une même exploitation ne dépasse pas un pour cent de l'actif total du régime.

6.12. Il n'est pas permis d'investir plus de dix pour cent de l'actif total d'un régime en prêts à une même personne, ou en placements dans une même corporation, une même société ou une même association. L'investissement total doit, dans chaque cas, être établi en tenant compte de tous les prêts et placements ayant pour objet des bien-fonds et outillages utilisés par cette même personne, corporation, société ou association.

Les restrictions du présent article ne s'appliquent pas à des obligations garanties par le gouvernement du Canada ou d'une province.

6.13. L'actif d'un régime peut faire l'objet d'un placement dans une caisse distincte ou une caisse commune, ainsi que dans les actions d'une compagnie de placement, pourvu que les placements de la caisse ou de la compagnie soient conformes aux normes de la présente section.

Une compagnie de placement, au sens du présent article, est une compagnie qui ne peut avoir de dette obligataire, dont l'actif est constitué dans une proportion d'au moins quatre-vingt-dix-huit pour cent en numéraire, placements et prêts, et dont les revenus proviennent dans la même proportion de placements et de prêts.

L'article 6.12 ne s'applique pas aux placements effectués en vertu du présent article.

6.14. Tout les placements, dépôts et prêts d'un régime doivent être effectués au nom du régime.

Aucune des personnes ci-après mentionnées ne peut accepter ou recevoir, directement ou indirectement, un horaire ou courtage, une commission ou autre considération à l'égard d'un prêt, d'un dépôt, d'un achat, d'un paiement, d'un échange ou d'une vente effectués par un régime ou pour son compte:

- a) le fiduciaire ou l'administrateur;
- b) l'employeur;
- c) un syndicat ou une association de salariés dont les membres participent au régime;
- d) un officier ou employé d'une personne mentionnée aux paragraphes a), b), et c).

6.15. Le régime dont les placements ne sont pas conformes aux normes, à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement, doit s'y conformer avant le 1er janvier 1971.

6.16. Le régime enregistré dans une province qui possède une législation équivalente peut se conformer aux normes de placement établies par la législation équivalente.

SECTION VII

Tutelle

7.01. Le curateur désigné par la Régie doit recouvrer les créances dues au régime, payer les dettes et déterminer si, dans l'intérêt des participants, il doit soumettre à la Régie une modification du régime où constituer des rentes.

7.02. Si le curateur décide que dans l'intérêt des participants il est préférable de constituer des rentes avec l'actif du régime, il doit, sous réserve de l'article 40 de la loi, suivre l'ordre de constitution déterminé par le régime. Si celui-ci ne contient pas de dispositions de cette nature

(b) that such investments do not derogate from the restrictions imposed by subparagraph (a) of the second paragraph of section 158*b* of the Insurance Act;

(c) that, in the case of investment in real estate, the total investment in the real estate constituting a single undertaking does not exceed one per cent of the plan's total assets.

6.12. Not more than ten per cent of the total assets of a plan shall be lent to any one person or invested in any one corporation, partnership or association. In each case, the aggregate of loans and investments shall be established by taking into account all the loans and investments on real estate or equipment used by such same person, corporation, partnership or association.

The restrictions imposed by this section do not apply to bounds guaranteed by the government of Canada or of a province.

6.13. The assets of a plan may be invested in a segregated or a pooled fund, or in the shares of an investment company, provided that the investments of the fund or company comply with the standards of this division.

An investment company, within the meaning of this section, is a company which cannot have debt obligations and the assets of which are at least ninety-eight per cent cash, investments and loans and whose income is obtained in the same proportion from investments and loans.

Section 6.12 does not apply to investments made under this section.

6.14. All investments, deposits and loans of a plan shall be made in the name of the plan.

None of the persons mentioned hereunder shall accept or be the beneficiary of, either directly or indirectly, any fee, brokerage, commission or other consideration for or on account of any loan, deposit, purchase, payment, exchange or sale made by or on behalf of the plan:

- (a) the trustee or the administrator;
- (b) the employer;
- (c) a union or association of employees whose members are covered by the plan;
- (d) an officer or an employee of a person mentioned in paragraphs (a), (b) and (c).

6.15. Where, on the coming into force of this regulation, the investments of a plan do not comply with the standards, they shall be brought into conformity therewith before the 1st of January, 1971.

6.16. A plan registered in a province having similar legislation may comply with the investment standards established by such similar legislation.

DIVISION VII

Trusteeship

7.01. The curator appointed by the Board shall recover the amounts due to the plan, pay the debts of the plan and determine whether, in the interests of the members of the plan, he should submit to the Board an amendment to the plan or constitute pensions.

7.02. If the curator deems it is in the interests of the members of the plan to constitute pensions with the assets of the plan, he shall, subject to section 40 of the Act, follow the order of constitution determined by the plan. If the plan has no provisions to that effect or if its provisions

ou si ses dispositions ne sont pas conformes à l'article 3.04, la constitution de rentes doit s'effectuer par catégories dans l'ordre de priorité suivant :

a) la constitution, à l'égard des anciens salariés et des salariés actuels, de la rente ou de la rente différée qui résulte de leurs contributions volontaires additionnelles;

b) la constitution, à l'égard des anciens salariés et des salariés actuels, de la rente ou de la rente différée qui résulte de leurs propres contributions;

c) la constitution des rentes en cours de paiement et de la rente de retraite des salariés qui ont opté pour une retraite retardée;

d) la constitution de la rente de retraite des salariés qui ont atteint l'âge de la retraite anticipée et qui ont droit à une rente différée en vertu du régime;

e) la constitution de la rente de retraite des autres salariés qui ont droit à une rente différée en vertu du régime;

f) la constitution, à l'égard des anciens salariés et des salariés actuels, de toute autre prestation en vertu du régime, eu égard à leurs services jusqu'à la cessation des contributions, comme si toutes les conditions donnant droit à ces prestations étaient réalisées.

Si après avoir pourvu à la constitution des rentes et autres prestations pour une ou plusieurs catégories dans l'ordre prévu ci-dessus, le solde de l'actif est inférieur au montant des obligations dans une catégorie, chaque salarié ou bénéficiaire de cette catégorie a droit au prorata de sa créance de rente ou prestation.

7.03. Les rentes et autres prestations constituées doivent être totalement assurées ou garanties, soit par le gouvernement du Canada ou d'une province, soit par une compagnie ou société d'assurance enregistrée dans la province.

7.04. Le curateur doit adresser copie de l'ordre de constitution à tous les participants du régime et ensuite faire publier dans la *Gazette Officielle de Québec* un avis avec les renseignements suivants :

a) son nom;

b) le nom du régime dont l'actif est utilisé pour la constitution de rentes;

c) le lieu où les participants peuvent obtenir des explications sur l'ordre de constitution.

7.05. Trente jours après la publication de l'avis mentionné à l'article 7.04, l'ordre de constitution doit être soumis à la Régie pour approbation.

Le curateur fournit la description des méthodes et facteurs utilisés pour le calcul des crédits de rente, des rentes et des rentes différées.

7.06. Lorsque l'ordre de constitution est approuvé par la Régie, le curateur doit remettre à l'employeur le solde de l'actif non utilisé pour la constitution des rentes et autres prestations.

SECTION VIII

Régimes des corporations municipales et des commissions scolaires

8.01. Un régime établi par une corporation municipale ou par une commission scolaire pour ses salariés ne peut être enregistré avant que la Régie ne se soit assurée l'approbation de la Commission municipale ou du ministre de l'éducation, selon le cas.

8.02. Notwithstanding l'article 6.12, 25% de l'actif d'un régime d'une corporation municipale ou d'une commission scolaire peut être investi dans les obligations émises par elles.

do not comply with section 3.04, such pensions shall be constituted by classes in the following order of priority:

(a) the constitution, with respect to former and present employees, of the pension or deferred annuity arising from their voluntary additional contributions;

(b) the constitution, with respect to former and present employees, of the pension or deferred annuity arising from their own contributions;

(c) the constitution of pensions already being paid and of the retirement pension of employees who have opted for deferred retirement;

(d) the constitution of the retirement pension of employees who have reached early retirement age and who are entitled to a deferred annuity under the plan;

(e) the constitution of the retirement pension of other employees who are entitled to a deferred annuity under the plan;

(f) the constitution, with respect to former and present employees, of any other benefit under the plan, in respect of their service up to the date the contributions ceased, as if all the conditions giving right to such benefits were fully met.

Should the remaining assets be insufficient to meet the obligations of a class, after provision has been made for the constitution of pensions and other benefits in one or more of the classes in the order prescribed above, each employee or beneficiary in the class is entitled to his proportionate share of his pension benefits or other benefits.

7.03. The pensions and other benefits which are constituted must be fully insured or guaranteed either by the government of Canada or that of any province, or by an insurance company or association registered in the Province.

7.04. Copies of the order of constitution shall be sent to all the members of the plan by the curator, who shall also publish in the *Quebec Official Gazette* a notice containing the following information:

(a) his name;

(b) the name of the plan whose assets are used to constitute pensions;

(c) the place where members may obtain details concerning the order of constitution.

7.05. Thirty days after publication of the notice mentioned in section 7.04, the order of constitution shall be submitted to the Board for approval.

The curator shall furnish the description of the methods and factors used for computing pension credits, pensions and deferred annuities.

7.06. When the order of constitution has been approved by the Board, the curator shall remit to the employer the remaining assets not used for the constitution of pensions and other benefits.

DIVISION VIII

Pension plans of municipal corporations and school boards

8.01. A plan established by a municipal corporation or a school board for its employees shall not be registered until the Board is satisfied that the plan has been approved by the Municipal Commission or the Minister of Education, as the case may be.

8.02. Notwithstanding section 6.12, the plan of a municipal corporation or school board may invest 25% of its assets in the bonds issued by such municipal corporation or school board.

Copie conforme du règlement intitulé « Règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes » adopté par la Régie des rentes du Québec à une séance tenue le 14 décembre 1965.

Signée à Sillery, ce 20e jour de décembre 1965.

13390-o

Le Secrétaire,
GILL FORTIER, C.R.

Certified copy of regulation entitled "Regulation made under the Supplemental Pension Plans Act" adopted by the Québec Pension Board at a sitting held on December 14, 1965.

Signed at Sillery, this 20th day of December 1965.

13390-o

GILL FORTIER, Q.C.,
Secretary.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2477

Québec, le 22 décembre 1965.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de la statue de Notre-Dame du Saguenay, située à Cap Trinité, appartenant à la Société historique du Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme objet mobilier et artistique, fait par résolution de la Commission des Monuments historiques du Québec, en date du 29 novembre 1965, du consentement du propriétaire, de l'objet mobilier suivant:

la statue de Notre-Dame du Saguenay, située au Cap Trinité, mesurant trente (30'0") pieds de hauteur et huit (8'0") pieds de largeur, sculptée par Louis Jobin en 1881.

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et ait force de loi à compter de la date de sa publication.

Copie conforme.

13402-o

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2478

Québec, le 22 décembre 1965.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de l'épave du Marquis de Malauze située à Ristigouche, appartenant aux Pères Capucins.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme objet mobilier historique, fait par résolution de la Commission des Monuments historiques du Québec, en date du 29 novembre 1965, du consentement du propriétaire, de l'objet mobilier suivant:

l'épave du transport « Le Marquis de Malauze », mesurant quatre-vingt-seize (96'0") pieds de longueur, coulé dans la baie de Ristigouche lors de la bataille navale de juin 1760 et récupéré par les Pères Capucins.

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et ait force de loi à compter de la date de sa publication.

Copie conforme.

13402-o

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2477

Quebec, December 22, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the statue of Notre-Dame du Saguenay, situated in Cap Trinité, belonging to the "Société historique du Saguenay".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification as a moveable and artistic object, made by resolution of the Quebec Historic Monuments Commission on November 29, 1965, with the consent of the proprietor, of the following moveable object, be approved:

the statue of Notre-Dame du Saguenay, situated in Cap Trinité, measuring thirty (30'0") feet in height and eight (8'0") in width, carved by Louis Jobin in 1881.

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette*, and that it have the force of law from and after the date of its publication.

True copy.

13402

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2478

Quebec, December 22, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the wreckage of Marquis de Malauze situated at Ristigouche, belonging to the Capuchin Fathers.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification as a moveable historic object, passed by a resolution of the Quebec Historical Monuments Commission, dated November 29, 1965, and the consent of the proprietor of the following moveable object be approved:

The transportation of the wreckage of "Le Marquis de Malauze", measuring ninety-six (96'0") feet in length, sunk in the bay of Ristigouche during a naval battle in June 1760 and salvaged by the Capuchin Fathers.

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette* and that it be in force from and after the date of its publication.

True copy.

13402

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2482

Québec, le 22 décembre 1965.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement aux règlements déterminant les indemnités payables aux jurés (règlements édictés le 13 mai 1959, par l'arrêté en conseil numéro 454).

ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 454, du 13 mai 1959, des règlements ont été adoptés pour fixer les indemnités payables aux jurés, en vertu de l'article 59 de la Loi des jurés (S.R.Q. 1964, chapitre 26);

ATTENDU qu'en vertu des règlements plus haut mentionnés, tout juré a droit à une indemnité de dix (\$10.00) dollars pour chaque jour entier d'absence de son domicile, les dimanches et jours de fête exceptés, et, lorsque l'absence ne dure qu'une demi-journée, cinq (\$5.00) dollars pour cette demi-journée;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier ce règlement de façon à accorder aux jurés une indemnité de dix (\$10.00) pour chaque jour ou partie de jour d'absence de son domicile.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE les règlements adoptés en vertu de l'arrêté en conseil numéro 454, du 13 mai 1959, soient modifiés de façon à remplacer la clause A de ce règlement par la suivante:

« A. Dix (\$10.00) dollars pour chaque jour ou fraction de jour d'absence de son domicile, les dimanches et jours de fête exceptés. »

QUE cet amendement prenne effet, à compter du 13 décembre 1965;

QUE le présent arrêté en conseil et l'amendement ci-dessus mentionné soient publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
13403-o JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2485

Québec, le 23 décembre 1965.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction à la prospection et au jalonnement en claims miniers de l'Ile Petite Basque, canton Letellier, district électoral de Duplessis.

ATTENDU QUE divers projets d'établissements d'industrie sur l'Ile aux Basques à l'entrée du Port de Sept-Iles sont en voie de réalisation;

ATTENDU QUE l'Ile Petite Basque, éloignée de l'Ile aux Basques par un bras de mer d'à peine cent pieds (100') est également appelée à faire partie d'un parc industriel;

ATTENDU QUE le piquetage sur l'Ile Petite Basque, à ce stade-ci du développement de la région de Sept-Iles, pourrait éloigner les industries intéressées et causer de ce fait un tort considérable au développement économique de la région;

ATTENDU QUE l'article 227, paragraphe 7 de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q. 1964, chap. 89) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de réserver et soustraire au jalonnement en

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2482

Québec, December 22, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the regulation determining allowances payable to juniors (regulation enacted on May 13, 1959, by Order in Council number 454).

WHEREAS pursuant to Order in Council number 454, dated May 13, 1959, regulation were adopted to fix the allowances payable to jurors under section 59 of the Jury Act (R.S.Q. 1964, chapter 26);

WHEREAS under the above-mentioned regulation, all juniors have a right to an allowance of ten (\$10.00) dollars for each day of absence from his home, Sundays and holidays excepted, and, when the absence is only one-half day, five (\$5.00) dollars for said half day;

WHEREAS it is deemed expedient to amend regulation in such a way as to grant jurors an allowance of ten dollars (\$10.00) for each day or part of each day of absence from his home.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the regulation adopted under Order in Council number 454, dated May 13, 1959, be amended in such a way as to replace clause A of said regulation by the following:

"A. Ten (\$10.00) dollars for each day or fraction of each day of absence from his home, Sundays and holidays excepted."

THAT this amendment take effect from and after December 13, 1965;

THAT the present Order in Council and the above-mentioned amendment be published in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
13403 Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2485

Quebec, December 23, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from prospecting and staking of mining claims of Ile Petite Basque, township of Letellier, electoral district of Duplessis.

WHEREAS various projects of industrial establishments on the Ile aux Basques at the entrance of Port de Sept-Iles are being carried out.

WHEREAS Ile Petite Basque, separated from Ile aux Basques by an arm of the sea of scarcely one hundred feet (100') is also marked to form part of an industrial park;

WHEREAS Ile Petite Basque, distant from Ile Petite Basque, at this stage of the development of the region of Sept-Iles, could banish interested the industries and from this cause a considerable loss to the economical development of the region;

WHEREAS section 227, paragraph 7 of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1964, chapter 89) permits the Lieutenant-Governor in Council to reserve or withdraw from staking of mining

claims miniers des terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires pour les fins y spécifiées et autres fins;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

QUE le règlement suivant soit adopté:

QUE soit réservé et soustrait au piquetage en claims miniers à compter de la date de la publication du présent arrêté en conseil dans la *Gazette officielle de Québec* le terrain ci-après décrit:

L'île Petite Basque, faisant partie du canton de Letellier, district électoral de Duplessis, ainsi que le lit du Golfe St-Laurent, sur une largeur de 2,000 pieds autour de ladite île.

le tout tel qu'indiqué en rouge sur les deux copies de la carte de claims du canton Letellier, à être initialées par le sous-ministre du ministère des richesses naturelles, pour être déposées aux archives dudit ministère.

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il ait force de loi dès après cette publication.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

13404-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2491

Section « A »

Québec, le 23 décembre 1965.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prorogation du décret relatif au commerce de détail dans la région de Chicoutimi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 193 du 11 février 1960 et amendements, relatif au commerce de détail dans la cité de Chicoutimi, la ville de Chicoutimi-Nord et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, à l'exclusion de la cité d'Arvida, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1966.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

13405-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2491

Section « B »

Québec, le 23 décembre 1965.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2234 (B) du 12 décembre 1963, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1966, aux mêmes taux et conditions.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

13405-0

claims of the lands which, in his opinion may be required or necessary for the specified purposes and other purposes.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the following regulation be adopted:

THAT the land hereafter described be reserved and withdrawn from the staking out and pegging of mining claims from and after the date of the publication of the present Order in Council in the *Quebec Official Gazette*.

Île Petite Basque, being a part of the township of Letellier, electoral district of Duplessis, as well as the bed of Golfe St-Laurent, on a width of 2,000 feet around the said island.

the whole as indicated in red on both copies of the claim map of the township of Letellier, to be initialed by the assistant minister of Natural Resources, to be deposited in the Archives of the said Department.

THAT this regulation be published in the *Quebec Official Gazette* and that it be in force after this publication.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

13404

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2491

Section "A"

Québec, December 23, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Retail Trade in the Chicoutimi region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 193 of February 11, 1960 and amendments (Retail Trade in the city of Chicoutimi, the town of Chicoutimi-Nord and a radius of five (5) miles from their limits, with the exception of the city of Arvida) be extended until March 31, 1966.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

13405-0

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2491

Section "B"

Québec, December 23, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi (authorized by a by-law approved by Order in Council number 2234 (B) of December 12, 1963) be extended until March 31, 1966, at the same rates and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Associations coopératives**L'Association coopérative d'aqueduc du Vieux Fort***(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative d'aqueduc du Vieux Fort ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Sept-Iles, Québec, dans le district électoral de Duplessis.

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

13354-o

RAYMOND DOUVILLE.

Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Thomas Didyme, association coopérative*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat Coopératif Forestier de St-Thomas Didyme » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de venir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Thomas Didyme, association coopérative ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

13355-o

RAYMOND DOUVILLE.

Coop radio taxi cité St-Léonard, association coopérative*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop radio taxi cité St-Léonard, association coopérative ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 7205, rue Blondin, cité de St-Léonard, Québec, dans le district électoral de Bourget.

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

13356-o

RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative forestière de Dupuy*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative forestière de Dupuy ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Dupuy, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 14 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

13394-o

RAYMOND DOUVILLE.

Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Antoine Daniel (Association coopérative)*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Antoine Daniel (Association coopérative) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Daniel, Québec, dans le district électoral de Mégantic.

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

13395-o

RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations**L'Association coopérative d'aqueduc du Vieux Fort***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association coopérative d'aqueduc du Vieux Fort".

The head office of this cooperative association is situated at Sept-Iles, Quebec, in the electoral district of Duplessis.

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

13354

*Assistant Secretary of the Province.***Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Thomas Didyme, association coopérative***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the Cooperative Syndicate "Syndicat Coopératif Forestier de St-Thomas Didyme", to cease to be governed by the Cooperative Syndicates Act of Quebec, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Thomas Didyme, association coopérative".

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

13355

*Assistant Secretary of the Province.***Coop radio taxi cité St-Léonard, association coopérative***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Coop radio taxi cité St-Léonard, association coopérative".

The head office of this cooperative association is situated at 7205 Blondin Street, City of St-Léonard, Quebec, in the electoral district of Bourget.

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

13356

*Assistant Secretary of the Province.***Association coopérative forestière de Dupuy***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative forestière de Dupuy".

The head office of this cooperative association is situated in Dupuy, Quebec, in the electoral district of Abitibi-West.

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

13394

*Assistant Secretary of the Province.***Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Antoine Daniel (Association coopérative)***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Antoine Daniel (Association coopérative)".

The head office of this cooperative association is situated in St-Daniel, Quebec, in the electoral district of Mégantic.

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

13395

Assistant Secretary of the Province.

Avis

Notices

Mark Birjariu

Avis est donné que Mark Birjariu, vendeur, résidant à 2940, Brighton, app. No 4, Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom en celui de « Mark Began »; ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse, née Charna Hitzig, de la même adresse.

Montréal, 20 décembre 1965.

13334-53-2 *Le Notaire du demandeur,*
ABBY MALKINSON.

Mark Birjariu

Notice is hereby given that Mark Birjariu, Salesman, residing at 2940 Brighton, Apt. No 4, Montreal, Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Mark Began"; said change of name shall also benefit his wife, née; Charna Hitzig, of the same address.

Montreal, December 20, 1965.

13334-53-2-o *ABBY MALKINSON,*
Notary for applicant.

Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec

Avis est par les présentes donné que les amendements, dont vous trouverez le texte ci-joint, aux règlements de la Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie de la Province de Québec dont le siège social est en la cité de Québec, seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration de 30 jours suivant la date de la présente publication, le tout conformément aux dispositions de l'article 10 de ladite Loi des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, S.R. 1964, ch. 155.

Corporation of Master Pipe Mechanics of Quebec

Notice is hereby given that the amendments, the text of which is annexed hereto, to the regulations of the Corporation of Master Pipe Mechanics of Quebec, the head office of which is situated in the city of Quebec, will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council, 30 days following the date of this publication, the whole in accordance with the provisions of section 10 of the said Quebec Master Pipe-Mechanics Act, R.S. 1964, chapter 155.

R-63

CHAPITRE IX

Classification des spécialités de la corporation

136. *Catégorie:* Les membres de la Corporation sont groupés en les catégories suivantes selon leur spécialité:

- A) Climatisation (air chaud)
- B) Brûleur à l'huile
- C) Chauffage (autre forme que air chaud) plomberie et gaz
- R) Réfrigération
- S) Arroseur automatique (sprinkler)

137. *Buts et fins:* Chacune des catégories a pour buts et fins:

- a) meilleur service au public
- b) justice et protection pour chacun
- c) meilleure compréhension mutuelle
- d) représentation adéquate des métiers

138. *Carte de membres:* Chaque membre en règle possède une carte d'identification, attestant par une lettre ou code apparaissant à l'article 136, sa ou ses spécialités, lui permettant de pratiquer le ou les métiers pour lequel ou lesquels il est qualifié.

139. *Examens:* Tout candidat, qui veut être admis dans la Corporation, doit subir avec succès l'examen d'admission préparé par le Comité des Membres pour l'une ou l'autre des catégories mentionnées à l'article 136.

Le présent article ne modifie ni ne restreint toutes autres conditions d'admission prescrites par les règlements de la Corporation.

140. *Droits acquis:* À partir du moment de la ratification par l'Assemblée Générale de cette classification, tous les membres de la Corporation sans exception, ont un délai de 90 jours, à compter de la publication, dans la *Gazette officielle*, d'un avis de l'entrée en vigueur des présents règlements pour rapporter au Comité des Membres, la ou les spécialités qu'ils pratiquent au moment de cette ratification.

Après cette date, tous ceux qui ne se sont pas prévalus de leurs droits doivent subir les examens

R-63

CHAPTER IX

Classification of specialties of the corporation

136. *Category:* The members of the corporation are grouped into the following categories according to their specialty:

- (A) Air conditioning (hot air)
- (B) Oil Burner
- (C) Heating (other than by hot air) plumbing and gas
- (R) Refrigeration
- (S) Automatic sprinkler

137. *Objects and ends:* Each category has the following objects and ends:

- (a) better service to the public
- (b) justice and protection for each
- (c) better mutual understanding
- (d) adequate representation of the trades

138. *Membership cards:* Each member in good standing owns an identification card, certifying either by a letter or code appearing in section 136, his specialty or specialties permitting him to practise his trade or trades for which he is qualified.

139. *Examinations:* Every candidate who wishes to be admitted to the Corporation must successfully pass an admission exam prepared by the Committee of Members for one or the other of the categories mentioned in section 136.

The present section does not amend nor restrain all other conditions for admission prescribed by the regulations of the Corporation.

140. *Rights acquired:* From the moment of ratification of this classification by the General Assembly, all members of the Corporation, without exception, have a period of 90 days from and after publication in the *Quebec Official Gazette*, of a notice of the coming into force of these regulations, to report to the Committee of Members, the specialty or specialties which they practise at the moment of this ratification.

After this date, all those who have not availed themselves of their rights, must pass the exams

exigés par le Comité des Membres pour se qualifier dans la ou les spécialités qu'ils veulent pratiquer.

141. *Représentants*: Chacune des catégories suivantes, en autant qu'elles groupent au moins 50 membres inscrits dans ses rangs, a droit à deux représentants sur le Conseil (sous réserve et sans affecter les règlements existants concernant la composition dudit Conseil):

- a) Climatisation (air chaud)
- b) Brûleur à l'huile
- c) Réfrigération.

142. Lorsqu'une catégorie groupe moins de 50 membres dans ses rangs, un membre du Comité Exécutif de la Corporation est délégué pour assister aux réunions de la Commission de telle spécialité.

143. *Commissions*: composition et pouvoir:

a) Chaque spécialité dépend d'une Commission formée de 5 membres incluant les 2 représentants au Conseil dans le cas des Commissions qui ont droit à une telle représentation.

Au cours de l'Assemblée Générale Annuelle, les membres de chaque catégorie se réunissent pour discuter des affaires qui les intéressent particulièrement, désigner leurs représentants au Conseil de la Corporation, s'ils y ont droit, élire les membres de leur Commission respective.

b) Ces Commissions ont le devoir d'étudier, préparer et soumettre tout projet de code, résolutions, règlements de régie interne ou autres, aux Comités Provinciaux concernés qui, après étude, les transmettent au Conseil Provincial. Le travail de ces Commissions dans chaque spécialité, tout en étant dans l'intérêt de leurs membres respectifs, doit s'orienter dans le sens de l'article 137.

c) Chaque spécialité est représentée au Comité des Membres par au moins 2 personnes possédant les qualifications requises lors de l'examen d'admission des membres dans cette spécialité.

144. *Réunions des Commissions et leurs membres*: Toutes les spécialités sont inscrites sur la liste de convocation des réunions de sections et sont convoquées aux assemblées mensuelles de leur section, comme membre des M.M.T.

Une liste de chaque spécialité est préparée. Elle sert à convoquer tel ou tel groupe à une assemblée générale de leur spécialité, si des circonstances l'exigent.

145. *Sanction*: Tout membre de la Corporation, qui exerce les activités d'une spécialité sans être régulièrement inscrit dans la catégorie concernée, commet une infraction passible des peines disciplinaires prévues par les présents règlements.

Je, soussigné, secrétaire-exécutif de la Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec, atteste par les présentes que les règlements ci-dessus sont un extrait fidèle et conforme desdits amendements tels qu'adoptés par le Conseil de ladite Corporation en assemblée tenue à Sherbrooke, le 20 novembre 1965 en foi de quoi, j'ai signé.

(Sceau)
13353-0

Le Secrétaire-exécutif,
ADRIEN LEMIRE.

Ville de Québec-Ouest

Avis est par les présentes donné, que la « Ville de Québec-Ouest », comté de St-Sauveur, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article

required by the Committee of Members to qualify in the specialty or specialties they wish to practise.

141. *Representatives*: Each of the following categories, inasmuch as there are at least 50 members inscribed in its ranks, has a right to two representatives on the Council (under reserve of and without affecting the existing regulations concerning the composition of the said Council):

- (a) Air conditioning (hot air)
- (b) Oil Burner
- (c) Refrigeration

142. When any one category has less than 50 members in its ranks, one member of the Executive Committee of the Corporation is delegated to assist at meetings of the Commission of such specialty.

143. *Commissions*: composition and power:

(a) Each specialty depends on a commission formed of 5 members including the 2 representatives on the Council in the case of Commissions which have the right to such representation.

At the annual general meeting, the members of each category join together to discuss the affairs which are of particular interest to them, to designate their representatives to the Council of the Corporation if they have a right thereto, to elect the members of their respective Commission.

(b) These Commissions have the right to study, draw up and submit all code plans, resolutions regulations of internal rule or others, to the Provincial Committees concerned which, after study, transmits them to the Provincial Council. The work of these Commissions in each specialty, while being in the interest of the respective members, must be directed toward the accomplishment of the ends mentioned in section 137.

(c) Each specialty is represented on the Committee of Members by at least 2 persons having the qualifications required for the admission exam of the members in this specialty.

144. *Reunions of the Commissions and their members*: All the specialties are inscribed on the list of convocation of section reunions and are convoked to monthly meetings of their section, as a member of the M.P.M.

A list of each specialty is drawn up. It serves to convoke such or such a group to a general meeting of their specialty, if the circumstances so require.

145. *Sanction*: All members of the corporation who exercise the activities of a specialty without having been inscribed in the regular manner in the category concerned, commits and infraction and is liable to disciplinary penalties provided for in these regulations.

I, the undersigned, executive secretary of the Corporation of Master Pipe Mechanics of Quebec, do hereby attest that the above regulations are a true and certified copy of the said amendments as adopted by the Council of the said Corporation at a meeting held in Sherbrooke on November 20, 1965, in testimony of which, I have signed.

(Seal)
13353

ADRIEN LEMIRE,
Executive Secretary.

Town of Quebec-West

Notice is hereby given that the "Town of Quebec-West", county of St-Sauveur, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 2

2 de la Loi des cités et villes, pour l'obtention de lettres patentes aux fins de changer son nom en celui de Ville Vanier.

Québec-Ouest, le 29 décembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

ROGER GAUVIN.

13414-o

of the Cities and Towns Act, for the obtainment of letters patent changing its name to that of Ville Vanier.

Quebec-West, December 29, 1965.

ROGER GAUVIN,

Secretary-Treasurer.

13414

Bills — Assemblée législative

Bills privés, présentation

Avis de l'Assemblée législative

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Au terme du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 4 janvier 1966 et présentés avant le 15 février 1966, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 4 février 1966 et reçues avant le 9 février 1966, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 1er mars 1966.

Le Greffier,

ANTOINE LEMIEUX.

13037-49-8-o

Bills — Legislative Assembly

Private bills, introduction

Notice of the Legislative Assembly

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before January 4, 1966, and introduced before February 15, 1966, petitions for private bills shall be presented before February 4, 1966, and received before February 9, 1966, and reports from select committees charged with the examination of private bills must be received before March 1, 1966.

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk.

13037-49-8

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie Kipawa Credit Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie Kipawa Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les membres de l'International Brotherhood of Pulp, Sulphite & Paper Mill Workers, Local 233, et leurs familles.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Témiscaming, Québec, dans le district électoral de Témiscamingue.

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13396-o

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie Kipawa Credit Union

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie Kipawa Credit Union".

The group from which the union will recruit its members will be the members of the International Brotherhood of Pulp, Sulphite & Paper Mill Workers, Local 233, and their families.

The head office of this savings and credit union is situated in Témiscaming, Quebec, in the electoral district of Témiscamingue.

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13396

Caisse d'Économie des employés de Domtar « Windsor »

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de Domtar « Windsor ».

Le group dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Domtar Pulp and Paper Limited Kraft and Box Board Division, Windsor, et les employés de Domtar Packaging Limited Bell Kilgours Division, Windsor.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Windsor, Québec, dans le district électoral de Richmond.

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

13397-o

Caisse d'Économie des employés de Domtar «Windsor»

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des employés de Domtar «Windsor»".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of Domtar Pulp and Paper Limited Kraft and Box Board Division, Windsor, and the employees of Domtar Packaging Limited Bell Kilgours Division, Windsor.

The head office of this savings and credit union is situated in Windsor, Quebec, in the electoral district of Richmond.

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

13397

Caisse d'Économie Shawinigan

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne

Caisse d'Économie Shawinigan

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the

et de crédit « Caisse d'Économie Shawinigan ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Consolidated Paper Corporation Limited (Belgo Division) et leurs familles.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Shawinigan, Québec, dans le district électoral de St-Maurice.

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province.

13398-o

RAYMOND DOUVILLE.

savings and credit union "Caisse d'Économie Shawinigan".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of Consolidated Paper Corporation Limited (Belgo Division) and their families.

The head office of this savings and credit union is situated in Shawinigan, Quebec, in the electoral district of St-Maurice.

Québec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

13398

Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

National Quarries Limited

Avis est donné que la compagnie « National Quarries Limited », s'adressera à l'honorable Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à St-Michel, Québec, ce 2^e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire,

13357

D. P. CASSIDY.

Nor Charm Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Nor Charm Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 7^e jour de décembre 1965.

Le Président,

13358

B. TEPNER.

Taverne J. J. Henri Inc.

Avis est donné que les directeurs de la compagnie incorporée par lettres patentes sous le nom de « Taverne J. J. Henri Inc. », dont le siège social est situé à St-Michel dans le district de Montréal, désirant abandonner leur charte et feront sous peu une demande à cet effet au Secrétaire de la Province de Québec.

Donné à Montréal, ce 28^e jour de décembre 1965.

Le Procureur,

13359-o

GÉRARD HÉBERT.

Hi-Poultry Farm Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Hi-Poultry Farm Ltd. », constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Lennoxville demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Lennoxville, ce 21^e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire,

13360-o

W.-H. BRADLEY, C.R.

Foley Brothers (Quebec) Inc.

Avis est donné par la présente que « Foley Brothers (Quebec) Inc. », une corporation ainsi constituée en vertu de la Loi des Compagnies du Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera la permission au Secrétaire Provincial de la Province de Québec d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies du Québec.

Charters — Surrender of

National Quarries Limited

Notice is hereby given that "National Quarries Limited", will make application to the Honorable the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at St. Michel, Quebec, this 2nd day of December, 1965.

D. P. CASSIDY,

13357-o

Secretary.

Nor Charm Ltd.

Notice is hereby given that "Nor Charm Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1965.

B. TEPNER,

13358-o

President.

Taverne J. J. Henri Inc.

Notice is hereby given that the directors of the company incorporated by letters patent under the name of "Taverne J. J. Henri Inc.", whose head office is situated at St-Michel, in the district of Montreal, wish to abandon their charter and will, in a short time, make a request to this effect to the Provincial Secretary.

Given at Montreal, this 28th day of December, 1965.

GÉRARD HÉBERT,

13359

Attorney.

Hi-Poultry Farm Ltd.

Notice is hereby given that "Hi-Poultry Farm Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office at the town of Lennoxville will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Lennoxville, this 21st day of December 1965.

W.-H. BRADLEY, Q.C.,

13360-o

Secretary.

Foley Brothers (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that "Foley Brothers (Quebec) Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Daté à Montréal, ce 29e jour de décembre 1965.

13378-o

Le Secrétaire,
A. J. LAFLEUR.

Halifax-Triton Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Halifax-Triton Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21e jour de décembre 1965.

13379

Le Secrétaire,
JOSEPH H. PORTEOUS.

Anbar Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Anbar Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

13399

Le Secrétaire,
GORDON FOX.

Brotherhood Centre Inc.

Avis est par les présentes donné que « Brotherhood Centre Inc. », une corporation incorporée sous l'Acte des Compagnies de la province de Québec et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de l'acte des Compagnies de la province de Québec.

Daté à Ottawa, ce 21e jour de juin 1965.

13406-o

Le Secrétaire-Trésorier,
D. N. SECORD.

Lake Resorts Investment Company

Prenez avis que « Lake Resorts Investment Company », s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 2 décembre 1965.

13407-o

Les Procureurs de
Lake Resorts Investment Company,
N. A. LEVITSKY, C.R.

Transbec Securities Corporation Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Transbec Securities Corporation Ltd. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 30 décembre 1965.

13416

Les Procureurs de la compagnie,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT, L'EMERY.

Skyline Realty Inc.

Avis est donné que la compagnie « Skyline Realty Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal,

Dated at Montreal, this 29 day of December, 1965.

13378-o

A. J. LAFLEUR,
Secretary.

Halifax-Triton Ltd.

Notice is hereby given that "Halifax-Triton Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of December 1965.

13379-o

JOSEPH H. PORTEOUS,
Secretary.

Anbar Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Anbar Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the Provisions of the Quebec Companies Act.

13399-o

GORDON FOX,
Secretary.

Brotherhood Centre Inc.

Notice is hereby given that "Brotherhood Centre Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Ottawa, this 21st day of June, 1965.

13406-o

D. N. SECORD,
Secretary-Treasurer.

Lake Resorts Investment Company

Take notice that "Lake Resorts Investment Company", will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, December 2, 1965.

13407-o

N. A. LEVITSKY, Q.C.,
Attorney for
Lake Resorts Investment Company.

Transbec Securities Corporation Ltd.

Notice is hereby given that "Transbec Securities Corporation Ltd.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, December 30, 1965.

13416

BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT, L'EMERY,
Attorneys for the company.

Skyline Realty Inc.

Notice is hereby given that "Skyline Realty Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the

s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 29^e jour de décembre 1965.

13415

Le Secrétaire,
LOUIS RITCHIE.

Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of December, 1965.

13415-0

LOUIS RITCHIE,
Secretary.

Divers Compagnies

Hi-Poultry Farm Ltd.

Sommaire du règlement 19

Il est décrété que la compagnie est autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au prorata entre les actionnaires et subséquemment procéder à la dissolution en abandonner sa charte.

Lennoxville, P.Q., 21 décembre 1965.

Le Secrétaire,
W.-H. BRADLEY, C.R.

13360-0

10736-54

J. M. Wilson Inc.

Règlement de distribution de l'actif de la compagnie

Les biens et l'actif de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux dans la compagnie, cette distribution ne pouvant avoir lieu que quinze (15) jours après la publication du règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie certifiée conforme du règlement adopté par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 1^{er} décembre 1965 et approuvé, confirmé et ratifié par tous les actionnaires présents et représentant toutes les actions émises de la compagnie, à une assemblée générale spéciale tenue le même jour aux bureaux de la compagnie, au 84 ouest, rue Notre-Dame, dans la cité et district de Montréal.

Le Secrétaire,
M. H. ÉMILIE OUMET.

13361-0

L'École progressive inc.

Avis est donné que « L'École progressive inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
JEANNE NORMANDIN LOISELLE.

13380-0

12888-56

Lintone Electronics Corp.

Avis est donné que « Lintone Electronics Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
GEORGES STRAUSS.

13381

14734-62

Loisirs St-Albert-le-Grand

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 décembre 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) des « Loisirs St-Albert-le-Grand », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13382-0

4482-65

Miscellaneous Companies

Hi-Poultry Farm Ltd.

Summary of By-law 19

It is enacted that the company be authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably amongst its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of its charter.

Lennoxville, P.Q., December 21, 1965.

W.-H. BRADLEY, C.C.,
Secretary.

13360-0

10736-54

J. M. Wilson Inc.

By-law of the distribution of the assets of the company

The property and assets of the company shall be distributed amongst its shareholders at pro-rata of the number of shares held by each one in the company, this distribution must take place only fifteen (15) days after the publication of the by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Certified true copy of the by-law adopted by the directors of the company at a meeting held on December 1st, 1965, and approved, confirmed and ratified by all the shareholders present and representing all the issued shares of the company at a general special meeting held on the same day at the offices of the company, at 84, Notre-Dame Street, West, in the city and district of Montreal.

M. H. ÉMILIE OUMET,
Secretary.

13361

L'École progressive inc.

Notice is given that « L'École progressive inc. », has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEANNE NORMANDIN LOISELLE,
President.

13380

12888-56

Lintone Electronics Corp.

Notice is given that « Lintone Electronics Corp. », has changed the number of its directors from 3 to 4.

GEORGES STRAUSS,
Secretary.

13381-0

14734-62

Loisirs St-Albert-le-Grand

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 20, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of « Loisirs St-Albert-le-Grand », and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13382

4482-65

**Les Placements Bio inc.
Bio Investments Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Bio inc.—Bio Investments Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le Secrétaire,
ODIAS GOYETTE,
14790-58

13383-0

**Club de chasse « Clear Brook » d'Ormstown
Clear Brook Game Club of Ormstown**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 décembre 1965, approuvé les règlements généraux du « Club de chasse « Clear Brook » d'Ormstown — Clear Brook Game Club of Ormstown », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
5186-64

13408-0

**Club de chasse « Clear Brook » d'Ormstown
Clear Brook Game Club of Ormstown**

Avis est donné que le « Club de chasse « Clear Brook » d'Ormstown — Clear Brook Game Club of Ormstown », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
JULES DUPRÉ,
5186-64

13408-0

**Murray Bay Festivals Inc.
Festivals de Murray Bay inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 décembre 1965, approuvé le règlement numéro 13 modifiant les règlements 2 et 3 de « Murray Bay Festivals Inc.—Festivals de Murray Bay inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
13231-60

13409-0

**Les Placements Bio inc.
Bio Investments Inc.**

Notice is given that "Les Placements Bio inc.—Bio Investments Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 8.

ODIAS GOYETTE,
Secretary,
14790-58

13383

**Club de chasse "Clear Brook" d'Ormstown
Clear Brook Game Club of Ormstown**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 22, 1965 approved the general by-laws of "Club de chasse "Clear Brook" d'Ormstown — Clear Brook Game Club of Ormstown", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
5186-64

13408

**Club de chasse "Clear Brook" d'Ormstown
Clear Brook Game Club of Ormstown**

Notice is hereby given that "Club de chasse "Clear Brook" d'Ormstown — Clear Brook Game Club of Ormstown", has changed the number of its directors from 3 to 7.

JULES DUPRÉ,
Secretary,
5186-64

13408

**Murray Bay Festivals Inc.
Festivals de Murray Bay inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 23, 1965, approved by-law number 13 amending by-laws 2 and 3 of "Murray Bay Festivals Inc.—Festivals de Murray Bay inc.", and such, pursuant to the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
13231-60

13409

Lettres patentes

Home-Frocks Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger la date des lettres patentes de constitution de la compagnie « Home-Frocks Limited », au lieu de « en date du 28 octobre 1965 » prière de lire: « en date du 3 avril 1964 ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
1859-33

13352-0

Letters Patent

Home-Frocks Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the province has been pleased to correct the date of the letters patent incorporating "Home-Frocks Limited", instead of "dated October 28, 1965", please read: "dated April 3, 1964".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
1859-33

13352

Sièges sociaux

**Centre de Renovation Pincourt Inc.
Pincourt Renovation Center Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Centre de Renovation Pincourt Inc.—Pincourt Renovation Center Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datée du 20 octobre 1965 a son bureau chef à Ste-Justine de Newton, Province de Québec.

Head Offices

**Centre de Renovation Pincourt Inc.
Pincourt Renovation Center Inc.**

Notice is given that "Centre de Renovation Pincourt Inc.—Pincourt Renovation Center Inc.", incorporated by letters patent dated October 20, 1965, have its head office at Ste-Justine de Newton, province of Quebec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Montréal, ce 9^e jour de décembre 1965.

MAURICE ARSENAULT,
13362-o 4688-65

Fletcher Securities Limited

Avis est donné que la compagnie « Fletcher Securities Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 avril 1930, a établi son siège social à suite 720, 800, carré Victoria, Montréal 3, Québec.

Daté à Montréal, ce 17^e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire,
A. B. CULVER,
13363 669-30

13363

Édifice des Arts Graphiques Limitée Graphic Arts Building Limited

Avis est donné que « Édifice des Arts Graphiques Limitée — Graphic Arts Building Limited », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 15^e jour de juin 1946, et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, a établi son bureau à 1875, 52^e avenue, Lachine, Québec.

Daté à Montréal, ce 13^e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire,
LOUIS A. LITVACK,
13364 4464-46

13364

Georges M. Gribeauval Inc.

Avis est donné que « Georges M. Gribeauval Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 30^e jour d'août 1965, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1384 avenue Green, Montréal 6, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7^e jour de septembre 1965.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
S. GRIBEAUVAL,
13365-o 3760-65

13365-o

Hôtel National St-Jean Inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôtel National St-Jean Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le douzième jour de juillet 1965, et ayant son siège social à Saint-Jean, district d'Iberville, a établi son bureau au numéro 185 de la rue Jacques-Cartier, à Saint-Jean, Québec.

Daté à St-Jean, ce 15^e jour de décembre, 1965.

(Sceau) Le Secrétaire,
ERNEST LÉGER,
13366-o 3033-65

13366-o

Quebec Sportservice Inc.

Avis est donné que la compagnie « Quebec Sportservice Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30^e jour de

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 9th day of December, 1965.

MAURICE ARSENAULT,
13362 4688-65

Fletcher Securities Limited

Notice is hereby given that "Fletcher Securities Limited", incorporated by letters patent dated April 10, 1930, has established its head office at suite 720, 800 Victoria Square, Montreal 3, Quebec.

Dated at Montreal, this 17th day of December, 1965.

A. B. CULVER,
Secretary,
13363-o 669-30

13363-o

Édifice des Arts Graphiques Limitée Graphic Arts Building Limited

Notice is hereby given that "Édifice des Arts Graphiques Limitée — Graphic Arts Building Limited", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 15th day of June, 1946, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 1875, 52nd Avenue, Lachine, Quebec.

Dated at Montreal, this 13th day of December, 1965.

LOUIS A. LITVACK,
Secretary,
13364-o 4464-46

13364-o

Georges M. Gribeauval Inc.

Notice is hereby given that "Georges M. Gribeauval Inc.", incorporated by letters patents under the provisions of the Quebec Companies Act on the 30th day of August, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established his office at 1384 Green Avenue, Montreal 6, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of September, 1965.

(Seal) S. GRIBEAUVAL,
Secretary-Treasurer,
13365-o 3760-65

13365-o

Hôtel National St-Jean Inc.

Notice is given that "Hôtel National St-Jean Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the twelfth day of July, 1965, and having its head office at St-John, district of Iberville, has established its office at number 185 of Jacques-Cartier Street, at St-John, Quebec.

Dated at St-John, this 15th day of December, 1965.

(Seal) ERNEST LÉGER,
Secretary,
13366 3033-65

13366

Quebec Sportservice Inc.

Notice is hereby given that "Quebec Sportservice, Inc.", incorporated by letters patent granted pursuant to the Quebec Companies

novembre 1965 et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son bureau au numéro 231 ouest rue St-Jacques, chambre 1100, Montréal.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Buffalo, New York, ce 7e jour de décembre 1965.

Le Président,
LOUIS M. JACOBS.
13368-o 5282-65

Leo, Limitée
Leo, Limited

Avis est donné que « Leo, Limitée — Leo, Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, P.Q. s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 20e jour de décembre 1965.

Les Procureurs de la compagnie,
STEWART, CRÉPAULT & MCKENNA.
13367 665-36

S. V. Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « S. V. Construction Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 13e jour de novembre 1964, et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, a établi son bureau à suite 3635, 1, Place Ville Marie, Montréal 2, Québec.

Daté à Montréal, ce 21e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
EILEEN DAWSON.
13369 5115-64

Sago Associates Incorporated

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Sago Associates Incorporated », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 15e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800 Carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 16e jour de décembre 1965.

(Sceau) *Le Président,*
GEORGES GOTTLIEB.
13370 5508-65

Sarnel Associates Incorporated

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Sarnel Associates Incorporated », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 15e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

Act on the 30th day of November, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Buffalo, New York, this 7th day of December, 1965.

LOUIS M. JACOBS,
President.
13368-o 5282-65

Leo, Limitée
Leo, Limited

Notice is hereby given that "Leo, Limitée — Leo, Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, P.Q., will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 20th day of December, 1965.

STEWART, CRÉPAULT & MCKENNA,
Attorneys for the company.
13367-o 665-36

S. V. Construction Ltd.

Notice is hereby given that "S. V. Construction Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 13th day of November, 1964, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 3635, 1 Place Ville Marie, Montreal 2, Quebec.

Dated at Montreal, this 21st day of December, 1965.

EILEEN DAWSON,
Secretary-Treasurer.
13369-o 5115-64

Sago Associates Incorporated

Notice is hereby given that "Sago Associates Incorporated", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 15th day of December, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of December, 1965.

(Seal) GEORGES GOTTLIEB,
President.
13370-o 5508-65

Sarnel Associates Incorporated

Notice is hereby given that "Sarnel Associates Incorporated", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 15th day of December, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 16^e jour de décembre 1965.

(Sceau)

Le Président,
NELSON STOLL.

13371

5509-65

Sportfair Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Sportfair Inc. » constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12^e jour de mai 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 9200, rue Meilleur.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20^e jour d'octobre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LIONEL ZIMMERMAN.

13372

2122-64

Tanzer Industries Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Tanzer Industries Ltd. », constitué en corporation par lettres patentes en date du 26^e jour d'octobre 1965, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans les districts de Beauharnois et Montréal, a établi son bureau à Vaudreuil, route numéro 2, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 4^e jour de novembre 1965.

Le Président,
ROBERT J. HIGMAN.

13373-o

4698-65

Les Placements Bio inc. Bio Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Bio inc.—Bio Investments Inc. », a changé son siège social du numéro 950, Ogilvy, à Montréal, au numéro 2323, Montée St-Aubin, à Chomedey.

Le Secrétaire,
ODIAS GOYETTE.

13383-o

14790-58

Les Entreprises Château Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Château Itée », a transporté son siège social de 5549, avenue Lyndale, Côte-St-Luc, à 75, chemin Cleve, Hampstead.

Le Secrétaire,
NORMAN SHADOWITZ.

13384

3257-64

Matigé inc.

Avis est donné que la compagnie « Matigé inc. », a changé son siège social du numéro 1405, rue Peel, suite 300, à Montréal, au numéro 5500, avenue Royalmount, à ville Mont-Royal.

Le Secrétaire,
JEANNE VALENTINE.

13385-o

11835-58

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of December, 1965.

(Seal)

NELSON STOLL,
President.

13371-o

5509-65

Sportfair Inc.

Notice is hereby given that "Sportfair Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 12th day of May, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at 9200 Meilleur Street.

From and after the 9th day of August, 1965, the company has considered the said office as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of October, 1965.

LIONEL ZIMMERMAN,
Secretary-Treasurer.

13372-o

2122-64

Tanzer Industries Ltd.

Notice is hereby given that "Tanzer Industries Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 26th day of October, 1965, and having its head office in the districts of Beauharnois and Montreal, has established its office at Highway number 2, Vaudreuil, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 4th day of November, 1965.

ROBERT J. HIGMAN,
President.

13373-o

4698-65

Les Placements Bio inc. Bio Investments Inc.

Notice is given that "Les Placements Bio inc.—Bio Investments Inc.", has changed its head office from number 950 Ogilvy, in Montreal, to number 2323 Montée St-Aubin, in Chomedey.

ODIAS GOYETTE,
Secretary.

13383

14790-58

Les Entreprises Château Itée

Notice is given that "Les Entreprises Château Itée", has transferred its head office from 5549 Lyndale Avenue, Côte-St-Luc, to 75 Cleve Road, Hampstead.

NORMAN SHADOWITZ,
Secretary.

13384-o

3257-64

Matigé inc.

Notice is given that "Matigé inc.", has transferred its head office from 1405 Peel Street, suite 300, Montreal, to 5500 Royalmount Avenue, in the town of Mount Royal.

JEANNE VALENTINE,
Secretary.

13385-o

11835-58

R. C. construction inc.

Avis est donné que la compagnie « R. C. construction inc. », a changé son siège social de ville d'Anjou, au numéro 2235, rue Sherbrooke, est, à Montréal.

Le Président,
ROGER CLOUTIER.
2844-63

13386-o

Dougale Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dougale Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de novembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 5680, rue St-Dominique.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 23e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
I. POMERANTZ.
4800-65

13410

Gaétan Montreuil Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gaétan Montreuil Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er décembre 1965, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au 10,124 de la rue Millen.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 22 décembre 1965.

Le Président,
GAÉTAN MONTREUIL.
5075-65

13411-o

Sherhers Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Sherhers Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 15e jour de novembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 6220, De Vimy, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18e jour de novembre 1965.

Le Secrétaire,
P. F. VINEBERG.
5046-65

13412

R. C. construction inc.

Notice is hereby given that "R. C. construction inc.", has moved its head office from town of Anjou to number 2235 Sherbrooke St., East, in Montreal.

ROGER CLOUTIER,
President.
2844-63

13386

Dougale Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Dougale Investments Ltd.", incorporated under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 3rd day of November 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 5680 St. Dominique Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 23rd day of December, 1965.

I. POMERANTZ,
Secretary-Treasurer.
4800-65

13410-o

Gaétan Montreuil Inc.

Notice is given that "Gaétan Montreuil Inc.", incorporated by letters patent dated December 1, 1965, and having its principal office in Montreal, has established its office at 10,124 Millen Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Montréal, December 22, 1965.

GAÉTAN MONTREUIL,
President.
5075-65

13411

Sherhers Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Sherhers Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 15th day of November, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 6220 De Vimy Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of November, 1965.

P. F. VINEBERG,
Secretary.
5046-65

13412-o

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau de Québec — Bar of Quebec

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Surname	Prénom Given name	Age	Résidence Residence	Collège College
Papillon.....	Danielle.....	21	Cap Santé, cté de- cty of Portneuf, Qué.....	Collège N.-D. de Bellevue, Québec.

Québec, 28 décembre 1965. — Quebec, December 28, 1965.

13417-o

Le Secrétaire-trésorier adjoint,
LUCIEN LORTIE, C.R.
Associate Secretary Treasurer.

Nomination**Conseil en loi de la Reine**

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 2371, en date du 1^{er} décembre 1965, M. Jean-Baptiste Crépeau, avocat et membre du Barreau de la province, de Montréal, conseil en loi de la reine.

Le Sous-secrétaire de la province,
13352-0 RAYMOND DOUVILLE.

Appointment**Queen's Counsel**

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 2371, dated December 1st, 1965, M. Jean-Baptiste Crépeau, advocate and member of the Bar of the Province, of Montreal, Queen's Counsel.

RAYMOND DOUVILLE,
13352 Assistant Secretary of the Province.

Demandes à la Législature**Claudine Drolet**

Avis est par les présentes donné que Rémi Morneau, comptable, et son épouse Gisèle Langlais, tous deux de la cité de Beauport, district de Québec, d'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi validant l'adoption de « Claudine Drolet », fille légitime de Roger Drolet et de Marguerite Morneau décédée, et changeant son nom en celui de Claudine Drolet Morneau.

Beauport, 8 décembre 1965.

Les Pétitionnaires,
13147-51-4-0 RÉMI MORNEAU
GISELE LANGLAIS.

Applications to Legislature**Claudine Drolet**

Notice is hereby given that Rémi Morneau, accountant, and his wife Gisèle Langlais, both of the city of Beauport, district of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act validating the adoption of "Claudine Drolet", legitimate child of Roger Drolet and of Marguerite Morneau, deceased, and changing her name in the name of Claudine Drolet Morneau.

Beauport, December 8, 1965.

RÉMI MORNEAU
13147-51-4-0 GISELE LANGLAIS,
Petitioners.

Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier

La corporation dite « Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier », créée par la Loi 4 Edouard VII, chapitre 104, amendée par la Loi 2 Georges VI, chapitre 132, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, en vue de lui octroyer des pouvoirs plus appropriés.

Québec, 3 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,
13148-51-4-0 GUÉRARD ET PELLAND.

Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier

"Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier", a corporation constituted by 4 Edouard VII, chapter 104, as amended by 2 George VI, chapter 132, will apply to the Legislature of Quebec, at its next sitting, to obtain an Act amending their charter, in order to give them more appropriate powers.

Québec, December 3, 1965.

GUÉRARD AND PELLAND,
13148-51-4-0 Attorneys for the petitioners.

Commission Hydroélectrique de Murdochville

Avis est par les présentes donné que la « Commission Hydroélectrique de Murdochville », dûment autorisée par le conseil de la corporation municipale de Murdochville, s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour autoriser ladite Commission:

1° à vendre le réseau électrique municipal de Murdochville à la Commission Hydroélectrique du Québec;

2° à disposer de tous ses biens après avoir discontinué toutes ses opérations et après avoir payé toutes ses dettes;

3° à abandonner sa charte constitutive créée en vertu de la Loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 107.

Murdochville, ce septième (7^e) jour du mois de décembre, mil neuf cent soixante-cinq (1965). Commission Hydroélectrique

de Murdochville,
Par le Notaire,
13185-51-4-0 GABRIEL BERNARD.

Murdochville Hydroelectric Commission

Public notice is given by these presents to the effect that the "Murdochville Hydroelectric Commission", duly authorized by the municipal council of Murdochville, will make a request to the Legislature of the Province of Quebec in order that during the next session a Bill be adopted to authorize the said Commission:

1. to sell its electricity distribution system to Quebec Hydroelectric Commission;

2. to dispose of all its assets after having discontinued its operations and also after having paid all its debts and obligations;

3. to abandon its charter created in virtue of Bill 3-4, Elizabeth II, chapter 107.

Murdochville, this seventh (7th) day of December, nineteen hundred and sixty-five (1965). Murdochville Hydroelectric

Commission,
Per: GABRIEL BERNARD,
13185-51-4-0 Notary.

Cité des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité des Trois-Rivières », s'adressera à la Législature de Québec, lors de la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 5, George V, chapitre 90, aux fins suivantes:

City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that the corporation of the "City of Trois-Rivières", will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5, George V, chapter 90, for the following purposes:

1° Autoriser le pouvoir d'adopter des règlements pour la construction, la réparation, l'entretien des chaînes de trottoirs, et d'imposer une taxe, en répartissant le coût sur les propriétaires riverains;

2° Accorder à la corporation de la cité des Trois-Rivières le pouvoir d'adopter des règlements pour l'attribution de subventions en raison de la réfection des devantures d'immeubles ayant vue sur la Place de l'Hôtel de Ville;

3° Accorder à la corporation de la cité des Trois-Rivières le pouvoir s'acheter et revendre des lots aux propriétaires d'immeubles faisant l'objet d'expropriation, en raison du tracé des autoroutes;

4° Amender sa charte, de façon que la votation se fasse le premier dimanche de novembre;

5° Modification de la charte, quant à la contribution des échevins au fonds de pension;

6° Ratification des résolutions accordant des pensions à certains employés;

7° Amender sa charte pour accorder le pouvoir de constituer un comité exécutif.

8° Et pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, le 9 décembre 1965.

Le Procureur de la requérante,

13194-51-4-0 LUDOVIC LAPERRIÈRE.

1. To authorize the power of adopting regulating regulations for the construction, repair, maintenance of curb-stones, and of imposing a tax, dividing the cost among riverain proprietors;

2. To grant to the corporation of the city of Trois-Rivières the power of adopting regulations for the awarding of contracts for the restoration of the frontage of the immoveables facing City Hall Square;

3. To grant to the Corporation of the city of Trois-Rivières the power to buy and resell lots to proprietors of immoveables whose properties have been expropriated for the laying out of autoroutes;

4. To amend its charter in such a way that elections take place on the first Sunday in November;

5. To amend its charter with respect to the contribution made by the aldermen to the pension fund;

6. To ratify resolutions granting pensions to certain employees;

7. Amend its charter to grant the power to form a executive committee.

8. And for all other purposes.

Trois-Rivières, December 9, 1965.

LUDOVIC LAPERRIÈRE,

13194-51-4 Attorney for the petitioner.

Cimetière de l'est de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Cimetière de l'est de Montréal » s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant d'augmenter et modifier certains pouvoirs, certains droits et la constitution du conseil d'administration, et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 13 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,

13203-51-4-0 MONETTE, FILION ET CLERK.

Cimetière de l'est de Montréal

Notice is hereby given that the corporation « Cimetière de l'est de Montréal », will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act permitting it to augment and modify certain of its powers and rights and the constitution of its board of directors and for any other powers.

Montreal, December 13, 1965.

MONETTE, FILION AND CLERK,

13203-51-4-0 Attorneys for the petitioner.

Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge

Avis est, par les présentes, donné que « Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge », s'adresseront à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi leur permettant de créer une nouvelle corporation avec les pouvoirs habituels des corporations religieuses, particulièrement le droit d'incorporer des maisons, pour valider certains actes et certains titres de propriété, et pour tous autres pouvoirs, et pour transporter certains biens à la nouvelle corporation.

Montréal, le 7 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,

13204-51-4-0 MONETTE, FILION ET CLERK.

Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge

Notice is hereby given that "Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act allowing it to create a new corporation with the powers pertaining ordinarily to religious corporations, to give it the right to incorporate houses, to validate certain acts and titles of property, and for any other powers, and to authorize it to transfer certain properties to the new corporation.

Montreal, December 7, 1965.

MONETTE, FILION AND CLERK,

13204-51-4-0 Attorneys for the petitioners.

Succession Charles Séraphin Rodier

Avis est par les présentes donné que Paul G. Rodier, de la cité de Westmount, André Morin, avocat et conseiller de la Reine, de la cité d'Outremont et M. Rodier Merrill, de la cité de Montréal qui ont été nommés exécuteurs testamentaires de la succession de l'« Honorable Charles Séraphin Rodier », par la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 135, sanctionnée le 22 mai 1963, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, afin de faire voter une loi pour prolonger leurs pouvoirs jusqu'au 2 avril 1971, pour différer au 2 avril 1971 le droit des légataires

Estate Charles Séraphin Rodier

Notice is hereby given that Paul G. Rodier, of the city of Westmount, André Martin, advocate and Queen's Counsel, of the city of Outremont and M. Rodier Merrill, of the city of Montreal who were appointed testamentary executors of the estate of the "Honorable Charles Séraphin Rodier", by the act 11-12 Elizabeth II, chapter 135, sanctioned on the 22nd of May, 1963, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act in order to prolong their powers till the 2nd of April, 1971, to demand the partition of the property com-

appelés de provoquer le partage des biens de la succession et pour pourvoir à leur remplacement au cas de décès, de démission ou d'incapacité.

Québec, le 14 décembre 1965.

Les Procureurs des pétitionnaires,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13214-51-4-o

La Cité de Salaberry-de-Valleyfield

Avis public est par les présentes donné que « La Cité de Salaberry-de-Valleyfield », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale amendant sa charte pour les fins suivantes:

1^o Ratifier et confirmer le règlement No 577 de ladite cité pour autoriser l'élargissement de la rue Chaussée, la signature de contrats à cet effet, et un emprunt de \$225,000 pour l'exécution de ces travaux;

2^o Et pour autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 15^e jour de décembre 1965.

Le Maire,
ROBERT CAUCHON.
Le Greffier,

13228-52-4-o

CHARLES CODEBECQ.

La Fédération des Commissions Scolaires Catholiques de Québec

Avis public est donné que « La Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec », s'adressera à la Législature du Québec, à sa prochaine session, en vue de modifier la Loi concernant « La Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec » sanctionnée le vingt-quatre mars mil neuf cent soixante et un (9-10 Elis. II ch. 140) dans le but de remplacer comme membres de la Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec, les Associations Diocésaines des Commissions Scolaires Catholiques par les Commissions Scolaires Catholiques elles-mêmes: l'appartenance des Commissions Scolaires Catholiques à « La Fédération des Commissions Scolaires Catholiques de Québec » ne devant pas être obligatoire.

Demande sera donc faite à la Législature aux fins de modifier la loi susdite dans ses buts et pour autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1965.

*La Fédération des Commissions
Scolaires Catholiques du Québec,*

Par le Procureur dûment autorisé,
13255-52-4-o MARIO DU MESSIL, avocat.

La Corporation des diététistes du Québec

Avis est par les présentes donné que « La Corporation des diététistes du Québec » présentera une requête à la législature de la province de Québec au cours de la session commençant le 25 janvier 1966, en vue de l'obtention d'une loi modifiant la loi constituant l'Association de diététique du Québec (1956, 4-5 Eliz. II, chapitre 156), et pour autres fins utiles que droit.

Montréal, P.Q., le 17 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,
RIEL, LE DAIN, BISSONNETTE,
13264-52-4-o VERMETTE & RYAN.

Congregation Shaar Hashomayim (Gate of Heaven)

Avis public est donné que « Congrégation Shaar Hashomayim (Gate of Heaven) », corps

prising the estate and to provide for their replacing.

Quebec, December 14, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioners.

13214-51-4-o

The City of Salaberry-de-Valleyfield

Public notice is hereby given that "The City of Salaberry-de-Valleyfield", will make an application before the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to have a special law enacted to amend its charter for the following purposes:

1. Ratify and confirm by-law No. 577 of the said city to authorize the widening of Chaussée street, the signature of agreements to this effect, and the borrowing of \$225,000 for the execution of this work;

2. And for other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, this 15th day of December 1965.

ROBERT CAUCHON,
Mayor.

13228-52-4-o

CHARLES CODEBECQ.
City Clerk.

The Quebec Federation of Catholic School Commissions

Public notice is hereby given that "The Quebec Federation of Catholic School Commissions", will make application to the Quebec Legislature, during its next session, to have amended the Act respecting The Quebec Federation of Catholic School Commissions, assented to on the twenty-fourth day of March, one thousand nine hundred and sixty-one (9-10 Elis. II, ch. 140), for the purpose of replacing as members of The Quebec Federation of Catholic School Commissions, the Diocesan Associations of the Catholic School Commissions by the Catholic School commissions themselves. The Catholic School Commissions should not be obliged to belong to "The Quebec Federation of Catholic School Commissions".

Application will be made, therefore, to the Legislature, for the purposes of amending the aforementioned Act for its ends and other reasons.

Montreal, December 15, 1965.

*The Quebec Federation of
Catholic School Commissions,*

By: MARIO DU MESSIL, avocat,
13255-52-4 *Duly Authorized Attorney.*

The Corporation of Dietitians of Quebec

Notice is hereby given that "The Corporation of Dietitians of Quebec", will petition the Legislature of the Province of Quebec during the Session beginning January 25, 1966, in order to secure the enactment of an Act amending the Act respecting the Quebec Dietetic Association (1956, 4-5 Eliz. II, chapter 156), and for all other purposes pertaining thereto.

Montreal, P.Q., December 17, 1965.

RIEL, LE DAIN, BISSONNETTE,
VERMETTE & RYAN,
13264-52-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Congregation Shaar Hashomayim (Gate of Heaven)

Public notice is hereby given that "Congregation Shaar Hashomayim (Gate of Heaven)", a

politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption de la constitution de Congregation Shaar Hashomayim (Gate of Heaven), aux fins d'autoriser une augmentation dans la valeur maxima de la propriété immobilière que la corporation peut détenir.

Montréal, 17 décembre 1965.

Le Procureur de la requérante,

13269-52-4 PHILIP MEYEROVITCH, C.R.

La Compagnie Trust Royal

On fait savoir que « La Compagnie Trust Royal », 105 St-Jacques ouest, Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant sa charte de façon à supprimer l'exigence de l'évaluation annuelle de ses actions par ses actionnaires et les restrictions au transfert de ses actions et de façon à restreindre le droit de vote quand une seule personne ou un groupe d'associés détiennent ou contrôlent plus d'une certaine proportion des actions en cours de la compagnie.

Québec, 20 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

BIENVENUE, PRICE, DELISLE

13276-52-4-0 & LARUE.

Hôpital Général de Québec

Avis public est par les présentes donné que la corporation « Hôpital Général de Québec », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant sa charte pour la rendre plus conforme à la Loi des Hôpitaux, aux règlements adoptés en vertu de cette loi et aux autres lois connexes, pour préciser ses pouvoirs et les étendre à certains points de vue et pour autres fins connexes.

Daté à Québec, le 22e jour de décembre 1965.

*Les Procureurs de
l'Hôpital Général de Québec,*

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,

13319-53-2-0 JACQUES, LESSARD & LEMAY.

Village de Senneville

Avis est par les présentes donné que le « Village de Senneville », comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant le paragraphe 2 de la Loi 25-26 Geo. V, chapitre 147, telle qu'amendée par les Lois 10-11 Elizabeth II, chapitre 85 et 11-12 Elizabeth II, chapitre 96, pour les raisons suivantes:

Autoriser l'établissement d'un centre de recherches dans le domaine des sciences naturelles ou appliquées (ci-après appelé le « Centre de Recherches ») sur un emplacement situé dans le Village de Senneville;

Limiter l'exercice du droit du propriétaire du Centre de Recherches de voter dans les référendums tenus afin de changer les règlements de zonage du Village de Senneville aux référendums tenus afin de changer les règlements de zonage de la Zone « A » du Village de Senneville;

Limiter et déterminer l'évaluation du Centre de Recherches pour les fins de l'exercice du droit de vote dans les référendums tenus afin de changer les règlements de zonage de la Zone « A » du Village de Senneville;

body politic and corporate with its head office in the city of Westmount, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its forth coming session for the passing to incorporate Congregation Shaar Hashomayim (Gate of Heaven), to authorized an increase in the maximum value of immoveable property which the said corporation may hold.

Montreal, December 17, 1965.

PHILIP MEYEROVITCH, Q.C.,

13269-52-4-0 Attorney for the petitioner.

The Royal Trust Company

Notice is hereby given that "The Royal Trust Company", 105 St. James Street West, Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act amending its charter so as to remove the requirement for an annual valuation of its shares by its shareholders and the restrictions of the transfer of its shares and so as to restrict voting rights where more than a certain percentage of the outstanding shares of the company is held or controlled by a single person or a group of associated persons.

Quebec, December 20, 1965.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

BIENVENUE, PRICE, DELISLE

& LARUE,

13276-52-4-0 Attorneys for the petitioners.

Hôpital Général de Québec

Public notice is hereby given that the corporation "Hôpital Général de Québec", shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a private act amending its charter in accordance with the provisions of the Quebec Hospital Act, of the by-laws adopted thereunder and of other related legal provisions, to extend and determine more precisely its powers and for other related purposes.

Dated at Québec, this 22nd day of December, 1965.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
JACQUES, LESSARD & LEMAY,

13319-53-2-0 Attorneys for
Hôpital Général de Québec.

Village of Senneville

Notice is hereby given that the "Village of Senneville", Jacques-Cartier county, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act modifying Section 2 of the Act 25-26 Geo. V, chapter 147, as amended by the Acts 10-11 Elizabeth II, chapter 85 and 11-12 Elizabeth II, chapter 96, for the following purposes:

To authorize the establishment of a centre for the carrying on of research in the field of natural or applied sciences (hereinafter called the "Research Centre") on an emplacement in the Village of Senneville;

To limit the right of the owner of the Research Centre to vote in referendums to change the zoning by-laws of the Village of Senneville to referendums held to change the zoning by-laws of Zone "A" of the Village of Senneville;

To limit and determine the valuation of the Research Centre for the purpose of voting in any referendums to change the zoning by-laws of Zone "A" of the Village of Senneville;

Décréter que tous les terrains sur lesquels est autorisé l'établissement du Centre de Recherches demeureront sujets aux règlements de zonage du Village de Senneville, sauf que des constructions non résidentielles pourront être érigées sur lesdits terrains pour des fins de recherches dans le domaine des sciences naturelles ou appliquées;

Décréter que si toute parcelle ou portion des terrains sur lesquels a été autorisé l'établissement du Centre de Recherches est vendue par leur propriétaire, ladite parcelle ou portion de terrains deviendra immédiatement et sans qu'il y ait exception sujette aux règlements de zonage du Village de Senneville en vigueur au moment de la vente.

Montréal, P.Q., le 17 décembre 1965.

Les Procureurs du Village de Senneville,

HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,

McMASTER, MEIGHEN & MINNION.

13320-53-2-o

Trust Général du Canada

On fait savoir que la compagnie « Trust Général du Canada », dont le siège social est situé à 84 ouest, Notre-Dame, Montréal 1, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant la saisie et la vente par le shérif de Montréal, en 1931, de la partie du lot 438 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe, dans la division d'enregistrement de Montréal, qui est décrite à l'acte de vente du shérif à Antoine Pigeon en date du 2 avril 1931, enregistré sous le numéro 274385 dans la division d'enregistrement de Hochelaga et Jacques Cartier.

Québec, 22 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE.

13321-53-4-o

La Corporation de Montréal Métropolitain

Avis est par les présentes donné que « La Corporation de Montréal Métropolitain », ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

1° Autoriser la cité de la Pointe-aux-Trembles, la cité de Saint-Michel et la cité de Montréal-Nord à emprunter afin de rembourser à la Corporation de Montréal Métropolitain le solde dû sur certains billets échéant le 1er novembre 1966 et souscrits par lesdites cités et afin de couvrir les dépenses contingentes occasionnées par ces emprunts;

2° Autoriser la Corporation de Montréal Métropolitain à renouveler pour un montant n'excédant pas \$1,423,543.00 incluant les dépenses contingentes et à un taux d'intérêt ne dépassant pas 6% l'an l'emprunt décrété par résolution du 13 juin 1951 de la Commission Métropolitaine de Montréal pour le reste du terme autorisé par les résolutions 24, 26, 27, 28 et 29 de ladite Commission.

Montréal, ce 22^e jour de décembre 1965.

*Le Procureur de La Corporation de
Montréal Métropolitain,*

MARCEL TRUDEAU.

13329-53-4-o

Aylmer Racing Association

Avis est par les présentes donné que Connaught Park Jockey Club of Ottawa, corporation constituée en vertu de la deuxième partie

To provide that all lands pertaining to the Research Centre shall remain subject to the zoning by-laws of the Village of Senneville with the exception that non residential buildings may be erected thereon for purposes of research in the field of natural or applied sciences;

To provide that if any unbuilt-on parcel or portion of the Research Centre be sold by the owner of the Research Centre, such unbuilt-on parcel or portion will then, immediately and without exception, be subject to the zoning by-laws of the Village of Senneville in force at the time of sale.

Montreal, P.Q., December 17, 1965.

HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF,

McMASTER, MEIGHEN & MINNION,

Attorneys for the Village of Senneville.

13320-53-2-o

Trust Général du Canada

Take notice that "Trust Général du Canada", whose head office is situated at 84 Notre-Dame West, Montreal 1, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for an Act confirming the validity of the seizure and sale by the Montreal Sheriff in 1931 of that part of lot 438 on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe, in the registration division of Montreal, which is described in the deed of sale from the Sheriff to Antoine Pigeon dated April 2, 1931, registered under number 274385 in the registration division of Hochelaga and Jacques Cartier.

Quebec, December 22, 1965.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,

BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE,

Attorneys for the petitioner.

13321-53-4-o

The Montreal Metropolitan Corporation

Notice is hereby given that "The Montreal Metropolitan Corporation", having its head office in the city of Montreal shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an act so as:

1. To authorize the city of Pointe-aux-Trembles, the city of Saint-Michel and the city of Montreal-North to borrow in order to reimburse the Montreal Metropolitan Corporation the balance due on certain notes maturing November 1, 1966 and subscribed by said cities and to cover the contingent expenses of said borrowings;

2. To authorize the Montreal Metropolitan Corporation to renew for an amount not exceeding \$1,423,543.00 including the contingent expenses and at a rate of interest not exceeding 6% per annum the loan enacted by the resolution of June 13, 1951 of the Montreal Metropolitan Commission for the balance of the term authorized by resolutions 24, 26, 27, 28 and 29 of said Commission.

Montreal, this 22th day of December, 1965.

MARCEL TRUDEAU,

Attorney for The Montreal Metropolitan

Corporation.

13329-53-4-o

Aylmer Racing Association

Notice is hereby given that Connaught Park Jockey Club of Ottawa, a joint stock company incorporated under Part II of the Quebec Com-

de la Loi des compagnies de Québec, par la loi 2 George V, chapitre 132, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Aylmer Racing Association ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
13338-53-4-o PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Chelsea Racing Association

Avis est par les présentes donné que Connaught Park Jockey Club of Ottawa, corporation constituée en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, par la loi 2 George V, chapitre 132, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Chelsea Racing Association ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
13338-53-4-o PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Gatineau County Racing Association

Avis est par les présentes donné que Connaught Park Jockey Club of Ottawa, corporation constituée en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, par la loi 2 George V, chapitre 132, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Gatineau County Racing Association ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
13338-53-4-o PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Hull Racing Association

Avis est par les présentes donné que Connaught Park Jockey Club of Ottawa, corporation constituée en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, par la loi 2 George V, chapitre 132, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Hull Racing Association ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
13338-53-4-o PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Kingsmere Racing Association

Avis est par les présentes donné que Connaught Park Jockey Club of Ottawa, corporation constituée en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, par la loi 2 George V, chapitre 132, s'adressera à la Législa-

panies Act by the Act 2 George V, chapter 132, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Aylmer Racing Association".

Québec, December 24, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
13338-53-4-o Attorneys for the petitioner.

Chelsea Racing Association

Notice is hereby given that Connaught Park Jockey Club of Ottawa, a joint stock company incorporated under Part II of the Quebec Companies Act by the Act 2 George V, chapter 132, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Chelsea Racing Association".

Québec, December 24, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
13338-53-4-o Attorneys for the petitioner.

Gatineau County Racing Association

Notice is hereby given that Connaught Park Jockey Club of Ottawa, a joint stock company incorporated under Part II of the Quebec Companies Act by the Act 2 George V, chapter 132, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Gatineau County Racing Association".

Québec, December 24, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
13338-53-4-o Attorneys for the petitioner.

Hull Racing Association

Notice is hereby given that Connaught Park Jockey Club of Ottawa, a joint stock company incorporated under Part II of the Quebec Companies Act by the Act 2 George V, chapter 132, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Hull Racing Association".

Québec, December 24, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
13338-53-4-o Attorneys for the petitioner.

Kingsmere Racing Association

Notice is hereby given that Connaught Park Jockey Club of Ottawa, a joint stock company incorporated under Part II of the Quebec Companies Act by the Act 2 George V, chapter 132, will apply to the Legislature of the Province of

ture de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Kingsmere Racing Association ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
13338-53-4-o PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Lucerne Racing Association

Avis est par les présentes donné que Connaught Park Jockey Club of Ottawa, corporation constituée en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, par la loi 2 George V, chapitre 132, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Lucerne Racing Association ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
13338-53-4-o PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Western Quebec Racing Association

Avis est par les présentes donné que Connaught Park Jockey Club of Ottawa, corporation constituée en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, par la loi 2 George V, chapitre 132, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Western Quebec Racing Association ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
13338-53-4-o PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Federation of Jewish Community Service of Montreal

Avis est donné que la « Federation of Jewish Community Services of Montreal », constituée en corporation par la loi de la Législature de la province de Québec, 6 George V, chap. 101, telle qu'amendée par la loi 15-16 George VI, chap. 123, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins de changer son nom et ses objets.

Montréal, Québec, 23 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
13339-53-4 PHILLIPS & ROTHMAN.

La Commission des écoles catholiques de Montréal

Avis public est par les présentes donné que « La Commission des écoles catholiques de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

1^o prolonger et généraliser l'application de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, modifiée par

Québec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Kingsmere Racing Association".

Québec, December 24, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
13338-53-4-o Attorneys for the petitioner.

Lucerne Racing Association

Notice is hereby given that Connaught Park Jockey Club of Ottawa, a joint stock company incorporated under Part II of the Quebec Companies Act by the Act 2 George V, chapter 132, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Lucerne Racing Association".

Québec, December 24, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
13338-53-4-o Attorneys for the petitioner.

Western Quebec Racing Association

Notice is hereby given that Connaught Park Jockey Club of Ottawa, a joint stock company incorporated under Part II of the Quebec Companies Act by the Act 2 George V, chapter 132, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Western Quebec Racing Association".

Québec, December 24, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
13338-53-4-o Attorneys for the petitioner.

Federation of Jewish Community Service of Montreal

Notice is hereby given that the "Federation of Jewish Community Services of Montreal", incorporated by Act of the Legislature of the Province of Quebec, 6 George V, chap. 101, as amended by the Act 15-16 George VI, chap. 123, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act amending its charter to change its name and to change its objects.

Montreal, Quebec, December 23, 1965.

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
PHILLIPS & ROTHMAN,
13339-53-4-o Attorneys for the petitioner.

The Montreal Catholic School Commission

Notice is hereby given that "The Montreal Catholic School Commission", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the passing of a law for the following purposes:

1. to extend and to generalize the application of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, amended

la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 88, en attendant les recommandations des diverses commissions d'enquête chargées d'étudier le problème de la fiscalité;

2° modifier l'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, remplacé par l'article 1 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, modifié par l'article 19 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, modifié par l'article 4 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 88, concernant la taxe des neutres;

3° préciser que le taux de la taxe des neutres continue à s'appliquer à la période s'étendant du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante dans les cités de Verdun et de Saint-Laurent et dans la Ville de Montréal-Est;

Et pour autres fins.

Montréal, le 23 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,

13340-53-4-0

POIRIER & MARCOUX.

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Montréal » s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la sixième session de la vingt-septième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un projet de loi ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

- 1° L'identification des électeurs;
- 2° L'éclairage des ruelles;
- 3° La rénovation urbaine;
- 4° La taxe de l'eau;
- 5° L'homologation et l'expropriation;
- 6° Les rôles d'améliorations locales;
- 7° Les subdivisions;
- 8° Les rôles des taxes personnelles;

et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, Montréal, le 31 décembre 1965.

Le Greffier de la ville,

13341-53-4-0

GABRIEL MORIN.

**St. Mary's Orthodox Church
Église Orthodoxe Sainte-Marie**

Avis est donné par les soussignés qu'ils présenteront à la prochaine session de la Législature de Québec, un bill autorisant: M. Frank Chamandy, M. Joseph Chamandy, M. William Cook, M. Albert Courey, M. John Lutfy, M. Wilfrid Howick, M. Albert Majdell, M. Lucien Michel, M. George Rossy, M. Wallace Saad, M. Ernest Saykaly, M. Maurice Shamy, à constituer une corporation ecclésiastique sous le nom de « St. Mary's Orthodox Church — Église Orthodoxe Sainte-Marie », une congrégation de pratiquants de la religion Orthodoxe Orientale.

Le Procureur des requérants,

13342-53-4-0

EDWARD TANNAGE, C.R.

**Twelve Hundred and One Dorchester
Street Inc.
Dorchester-Stanley Development
Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Twelve Hundred and One Dorchester Street Inc. », un corps politique et incorporé et la compagnie « Dorchester-Stanley Development Corporation », un corps politique et incorporé, toutes deux ayant leur place d'affaires en la ville de Montréal s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir d'une Loi devant rectifier certaines irrégularités dans les titres desdites compagnies « Twelve Hundred

by the act 13-14 Elizabeth II, chapter 88, pending the recommendations of the various inquiry commissions charged with the study of the fiscal problem;

2. to amend section 16 of the act 15 George V, chapter 45, replaced by section 1 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 74, amended by section 19 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, amended by section 4 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 88, regarding the neutral tax;

3. to specify that the rate of the neutral tax shall continue to apply to the period from the July 1st of one year to the June 30th of the next year in the cities of Verdun and Saint-Laurent and in the Town of Montreal East;

And for other purposes.

Montreal, 23 December 1965.

POIRIER & MARCOUX,

13340-53-4-0

Attorneys for the petitioner.

City of Montreal

Notice is hereby given that the "City of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the sixth session of the twenty-seventh Legislature to request the authorization to present a Bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters:

- 1. Identification of electors;
- 2. Lighting of lanes;
- 3. Urban renewal;
- 4. The water tax;
- 5. Homologations and expropriations;
- 6. Local improvement rolls;
- 7. Subdivisions;
- 8. Personal tax rolls;

and all other matters useful for the good administration of the City's business.

City Hall, Montreal, December 31, 1965.

GABRIEL MORIN,

13341-53-4-0

City Clerk.

**St. Mary's Orthodox Church
Église Orthodoxe Sainte-Marie**

Notice is hereby given by the undersigned that they shall present at the next session of the Quebec Legislature a Bill to authorize: Mr Frank Chamandy, Mr. Joseph Chamandy, Mr. William Cook, Mr. Albert Courey, Mr. John Lutfy, Mr. Wilfrid Howick, Mr. Albert Majdell, Mr. Lucien Michel, Mr. George Rossy, Mr. Wallace Saad, Mr. Ernest Saykaly, Mr. Maurice Shamy, to constitute an ecclesiastical corporation under the name of "St. Mary's Orthodox Church — Église Orthodoxe Sainte-Marie", a congregation for the practice of the Eastern Orthodox Religion.

EDWARD TANNAGE, Q.C.,

13342-53-4

Attorney for petitioners.

**Twelve Hundred and One Dorchester
Street Inc.
Dorchester-Stanley Development
Corporation**

Notice is hereby given that "Twelve Hundred and One Dorchester Street Inc.", a body politic and corporate, and "Dorchester-Stanley Development Corporation", a body politic and corporate, both having their place of business in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act to rectify certain defects in the title of the said "Twelve Hundred and One Dorchester Street Inc.", and "Dorchester-Stanley

and One Dorchester Street Inc. » et « Dorchester-Stanley Development Corporation » concernant une certaine ruelle de la ville de Montréal, étant le lot 1506-10 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine.

Montréal, Québec, 23 décembre 1965.

Les Procureurs des requérantes,

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
PHILLIPS & ROTHMAN.

13343-53-4-o

**Le Club de Courses Laval Inc.
Laval Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Laval Inc. » et en anglais, de « Laval Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Dorval Inc.
Dorval Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Dorval Inc. » et en anglais, de « Dorval Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Laurentien Inc.
Laurentian Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Laurentien Inc. » et en anglais, de « Laurentian Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Mont-Tremblant Inc.
Mont-Tremblant Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des

Development Corporation", to a certain lane in the city of Montreal, being lot 1506-10 on the Official Plan and in the Book of Reference for the St. Antoine Ward.

Montreal, Quebec, December 23, 1965.

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
PHILLIPS & ROTHMAN.

13343-53-4-o

**Laval Racing Club Inc.
Le Club de Courses Laval Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Laval Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Laval Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

**Dorval Racing Club Inc.
Le Club de Courses Dorval Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Dorval Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Dorval Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

**Laurentian Racing Club Inc.
Le Club de Courses Laurentien Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Laurentian Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Laurentien Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

**Mont-Tremblant Racing Club Inc.
Le Club de Courses Mont-Tremblant Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec

compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Mont-Tremblant Inc. » et en anglais, de « Mont-Tremblant Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Grand-Pré Inc.
Grand-Pré Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Grand-Pré Inc. » et en anglais, de « Grand-Pré Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Nouvelle Inc.
Nouvelle Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Nouvelle Inc. » et en anglais, de « Nouvelle Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Gaspésien Inc.
Gaspesian Racing club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Gaspésien Inc. » et en anglais, de « Gaspesian Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-o

Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Mont-Tremblant Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Mont-Tremblant Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

**Grand-Pré Racing Club Inc.
Le Club de Courses Grand-Pré Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Grand-Pré Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Grand-Pré Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

**Nouvelle Racing Club Inc.
Le Club de Courses Nouvelle Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Nouvelle Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Nouvelle Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

**Gaspesian Racing Club Inc.
Le Club de Courses Gaspésien Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Gaspesian Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Gaspésien Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Lounan Inc.
Lounan Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Lounan Inc. » et en anglais, de « Lounan Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-0

**Le Club de Courses Alpin Inc.
Alpine Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Alpin Inc. » et en anglais, de « Alpine Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-0

**Le Club de Courses Terrebonne Inc.
Terrebonne Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Terrebonne Inc. » et en anglais, de « Terrebonne Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-0

**Le Club de Courses Métropolitain Inc.
Metropolitan Racing Club Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure

**Lounan Racing Club Inc.
Le Club de Courses Lousan Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Lounan Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Lounan Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-0

**Alpine Racing Club Inc.
Le Club de Courses Alpin Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Alpine Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Alpin Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-0

**Terrebonne Racing Club Inc.
Le Club de Courses Terrebonne Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Terrebonne Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Terrebonne Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-0

**Metropolitan Racing Club Inc.
Le Club de Courses Métropolitain Inc.**

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the

par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Métropolitain Inc. » et en anglais, de « Metropolitan Racing Club Inc. ».

name of "Metropolitan Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Métropolitain Inc.", in French.

Montreal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Montreal, December 21, 1965.
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Mont-Bruno Inc.
Mont-Bruno Racing Club Inc.**

**Mont-Bruno Racing Club Inc.
Le Club de Courses Mont-Bruno Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Mont-Bruno Inc. » et en anglais, de « Mont-Bruno Racing Club Inc. ».

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Mont-Bruno Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Mont-Bruno Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Montreal, December 21, 1965.
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Trans-Canada Inc.
Trans-Canada Racing Club Inc.**

**Trans-Canada Racing Club Inc.
Le Club de Courses Trans-Canada Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Trans-Canada Inc. » et en anglais, de « Trans-Canada Racing Club Inc. ».

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Trans-Canada Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Trans-Canada Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Montreal, December 21, 1965.
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Victoria Inc.
Victoria Racing Club Inc.**

**Victoria Racing Club Inc.
Le Club de Courses Victoria Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Victoria Inc. » et en anglais, de « Victoria Racing Club Inc. ».

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Victoria Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Victoria Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Montreal, December 21, 1965.
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,
Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-o

13346-53-4-o

**Le Club de Courses Ville-Marie Inc.
Ville-Marie Racing Club Inc.**

**Ville-Marie Racing Club Inc.
Le Club de Courses Ville-Marie Inc.**

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec

compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Ville-Marie Inc. », et en anglais, de « Ville-Marie Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-0

Le Club de Courses Maplewood Inc. Maplewood Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donné que Blue Bonnets Raceway Inc., corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom, en français, de « Le Club de Courses Maplewood Inc. » et en anglais, de « Maplewood Racing Club Inc. ».

Montréal, le 21 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

13346-53-4-0

Corporation de Gaz Naturel du Québec

Avis est par les présentes donné que la « Corporation de Gaz Naturel du Québec », s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant que les servitudes réelles créées en vertu des actes ci-après décrits affectent les fonds servants y décrits pour l'utilité des lignes de transmission de gaz et des systèmes de distribution de gaz de ladite Corporation et leurs accessoires et que lesdites lignes, systèmes et accessoires sont les fonds dominants pour telles servitudes:

Acte du 5 août 1955, Claude Beauregard, notaire, de Federal Construction Limited à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1151704 affectant les Pts. 175-23 à 29 paroisse de Montréal;

Acte du 17 avril 1957, Guy Brissette, notaire, de Parkdale Homes Development Corporation à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le numéro 1268193, affectant les Pts. 40-250 à 258, paroisse de Longue-Pointe;

Acte du 27 février 1957, Claude Beauregard, notaire, de Enveloppe Internationale Limitée à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1257436, affectant les Pts. 325-114, 326-11 et 327-7, paroisse de Longue-Pointe;

Acte du 14 mars 1957, Claude Beauregard, notaire, de Johnson & Johnson Ltd. à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1260434, affectant la Pt. 331-19, paroisse de Longue-Pointe;

Acte du 28 septembre 1934, J. A. Pérodeau, notaire, de William A. English et Louis Galle à Montréal Light Heat & Power Company, enregistré à Montréal sous le no 361475, affectant les Pts. 346-68 à 72, 74 à 78, paroisse de St-Laurent;

Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Ville-Marie Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Ville-Marie Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-0

Le Club de Courses Maplewood Inc. Maplewood Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Blue Bonnets Raceway Inc., a joint stock company incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Maplewood Racing Club Inc.", in English, and "Le Club de Courses Maplewood Inc.", in French.

Montreal, December 21, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

Attorneys for the petitioner.

13346-53-4-0

Quebec Natural Gas Corporation

Notice is hereby given that "Quebec Natural Gas Corporation", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act declaring that the real servitudes created by the following deeds affect the servient lands therein described for the benefit of the said Corporation's gas transmission lines and distribution systems and their accessories and that the said lines, systems and accessories are the dominant lands for such servitudes:

Deed of August 5, 1955, Claude Beauregard, Notary, from Federal Construction Limited to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1151704, affecting Pts. 175-23 to 29, parish of Montreal;

Deed of April 17, 1957, Guy Brissette, Notary, from Parkdale Homes Development Corporation to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1268193, affecting Pts. 40-250 to 258, parish of Longue-Pointe;

Deed of February 27, 1957, Claude Beauregard, Notary, from Enveloppe Internationale Limitée to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1257436, affecting Pts. 325-114, 326-11 and 327-7, parish of Longue-Pointe;

Deed of March 14, 1957, Claude Beauregard, Notary, from Johnson & Johnson Ltd. to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1260434, affecting Pt. 331-19, parish of Longue-Pointe;

Deed of September 28, 1934, J. A. Pérodeau, Notary, from William A. English and Louis Galle to Montreal Light Heat & Power Company, registered at Montreal under number 361475, affecting Pts. 346-68 to 72, 74 to 78, parish of St. Laurent;

Acte du 17 octobre 1934, J. A. Pérodeau, notaire, de J. R. Bonhomme Limitée à Montréal Light Heat & Power Company, enregistré à Montréal sous le no 363230, affectant Pt. 346-1, paroisse de St-Laurent;

Acte du 22 août 1927, E. Cholette, notaire, de William T. Heney à Montreal Light Heat & Power Company et Montreal Light Heat & Power Consolidated, enregistré à Montréal sous le no 152581, affectant les Pts. 262-258, 283, 728 et 761, paroisse du Sault-au-Récollet;

Acte du 26 septembre 1927, J. A. Pérodeau, notaire, de Henry J. Waldorf, Jr. à Montréal Light Heat & Power Company et Montreal Light Heat & Power Consolidated, enregistré à Montréal sous le no 155830, affectant Pt. 262-768, paroisse du Sault-au-Récollet;

Acte du 13 mai 1952, P. A. Blondin, notaire, de The Outremont Curling Club Inc. à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 950695, affectant les Pts. 36-196 et 197, paroisse de Montréal;

Actes du 29 mai 1953 et du 26 août 1953, J. R. Miquelon, notaire, de Maxwell Cummings à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistrés à Montréal sous les nos 1010756 et 1026747, affectant les Pts. 86-181, 86-182-1 à 3, 86-184-3 à 5, paroisse de Montréal;

Acte du 13 juillet 1953, Claude Beaugard, notaire, de Harold Y. I. Fanaberia à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1020079, affectant les Pts. 153A-41 à 45 et 153-98, paroisse de Montréal;

Acte du 1er mars 1954, Claude Beaugard, notaire, de Benjamin Cummings à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1059067, affectant les Pts. 324-8-2 et 4, paroisse de Montréal;

Acte du 25 mai 1955, Claude Beaugard, notaire, de Hélène Tarte à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1137693, affectant les Pts. 324-8-1 à 3, paroisse de Montréal;

Acte du 25 mars 1954, Claude Beaugard, notaire, des Syndics de J. Marcelin Wilson à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1062559, affectant les Pts. 2, 4, 5 et 6, paroisse de St-Laurent et Pts. 310, 325, 328 et 331, paroisse du Sault-au-Récollet;

Acte du 5 novembre 1952, Claude Beaugard, notaire, de Maxwell K. Kalman à la Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 979566, affectant Pt. 239-9, paroisse de St-Laurent;

Acte du 9 août 1943, G. C. Bray, notaire, de Sa Majesté le Roi du Canada à Montreal Light Heat & Power Consolidated, enregistré à Montréal sous le no 558054, affectant les Pts. 344-592 à 623, 657, 658, 679, 691, 712, 724, 745, 757 à 778, 790 et 345-752, 764, 785, 797, 818 et 830, paroisse de St-Laurent;

Acte du 30 avril 1953, J. R. Miquelon notaire, de R. M. Cummings et J. L. Cummings à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1005529, affectant les Pts. 367-13 et 15, paroisse de St-Laurent;

Acte du 7 avril 1954, J. R. Miquelon, notaire, de H. A. Layton à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1065105, affectant Pt. 291-151, paroisse du Sault-au-Récollet;

Deed of October 17, 1934, J. A. Pérodeau, Notary, from J. R. Bonhomme Limitée to Montreal Light Heat & Power Company, registered at Montreal under number 363230, affecting Pt. 346-1, parish of St. Laurent;

Deed of August 22, 1927, E. Cholette, Notary, from William T. Heney to Montreal Light Heat & Power Company and Montreal Light Heat & Power Consolidated, registered at Montreal under number 152581, affecting Pts. 262-258, 283, 728 and 761, parish of Sault-au-Récollet;

Deed of September 26, 1927, J. A. Pérodeau, Notary, from Henry J. Waldorf, Jr. to Montreal Light Heat & Power Company and Montreal Light Heat & Power Consolidated, registered at Montreal under number 155830, affecting Pt. 262-768, parish of Sault-au-Récollet;

Deed of May 13, 1952, P. A. Blondin, Notary, from The Outremont Curling Club Inc. to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 950695, affecting Pts. 36-196 and 197, parish of Montreal;

Deed of May 29, 1953 and August 26, 1953, J. R. Miquelon, Notary, from Maxwell Cummings to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1010756 and 1026747, affecting Pts. 86-181, 86-182-1 to 3, 86-184-3 to 5, parish of Montreal;

Deed of July 13, 1953, Claude Beaugard, Notary, from Harold Y. I. Fanaberia to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1020079, affecting Pts. 153A-41 to 45 and 153-98, parish of Montreal;

Deed of March 1, 1954, Claude Beaugard, Notary, from Benjamin Cummings to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1059067, affecting Pts. 324-8-2 and 4, parish of Montreal;

Deed of May 25, 1955, Claude Beaugard, Notary, from Hélène Tarte to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1137693, affecting Pts. 324-8-1 to 3, parish of Montreal;

Deed of March 25, 1954, Claude Beaugard, Notary, from Trustees of J. Marcelin Wilson to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1062559, affecting Pts. 2, 4, 5 and 6, parish of St. Laurent and Pts. 310, 325, 328 and 331, parish of Sault-au-Récollet;

Deed of November 5, 1952, Claude Beaugard, Notary, from Maxwell K. Kalman to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 979566, affecting Pt. 239-9, parish of St. Laurent;

Deed of August 9, 1943, G. C. Bray, Notary, from His Majesty the King in right of Canada to Montreal Light Heat & Power Consolidated, registered at Montreal under number 558054, affecting Pts. 344-592 to 623, 657, 658, 679, 691, 712, 724, 745, 757 to 778, 790 and 345-752, 764, 785, 797, 818 and 830, parish of St. Laurent;

Deed of April 30, 1953, J. R. Miquelon, Notary, from R. M. Cummings and J. L. Cummings to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1005529, affecting Pts. 367-13 and 15, parish of St. Laurent;

Deed of April 7, 1954, J. R. Miquelon, Notary, from H. A. Layton to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1065105, affecting Pt. 291-151, parish of Sault-au-Récollet;

Acte du 12 octobre 1953, J. R. Miquelon, notaire, de Edmond Lepine et M. G. Assaly à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1035388, affectant Pt. 308, paroisse du Sault-au-Récollet;

Acte du 20 novembre 1963, J. R. Miquelon, notaire, de B. L. Louis à la Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1043510, affectant les Pts 326 et 327, paroisse du Sault-au-Récollet;

Acte du 9 janvier 1954, J. R. Miquelon, notaire, de Land Holdings Ltd. à la Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1050968, affectant les Pts 58 E-38 et 41, village de la Côte-des-Neiges;

Acte du 17 décembre 1952, Claude Beaugard, notaire, de Gustav Levinschi à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 986530, affectant les Pts 164-1 à 4 et 6 à 9, village de la Côte-des-Neiges;

Acte du 19 octobre 1948, Isidore Coupal, notaire, de Canadian Pacific Railway Company à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 758157, affectant les Pts 9, 15 et 20, paroisse de Longue-Pointe;

Acte du 25 mars 1924, J. A. Pérodeau, notaire, de Sir Hugh Montagu Allan à Montréal Light Heat & Power Company, enregistré à Montréal sous le no 45280, affectant Pt 45, paroisse de Montreal;

Acte du 4 août 1924, E. Cholette, notaire, des Exécuteurs de Andrew Frederick Gault à Montreal Light Heat & Power Company, enregistré à Montréal sous le no 56707, affectant Pts 68-244, 331, 556 et 649, paroisse de Montréal;

Acte du 3 avril 1930, E. Cholette, notaire, des Exécuteurs de Andrew Frederick Gault et Alexander Hamilton Gault à Montreal Light Heat & Power Consolidated, enregistré à Montréal sous le no 243792, affectant les Pts 68 et 68-244, paroisse de Montréal;

Acte du 10 juillet 1929, J. A. Pérodeau, notaire, des Exécuteurs de C. W. Penniston à Montreal Light Heat & Power Company, enregistré à Montréal sous le no 218021, affectant Pt. 999, paroisse de Lachine;

Acte du 29 octobre 1942, J. W. Lévesque, notaire, de Stanislas Christin à Montreal Light Heat & Power Consolidated, enregistré à Montréal sous le no 536783, affectant Pt. 47-37, paroisse de Montréal et Pt. 137-68, village de la Côte-des-Neiges.;

Acte du 11 septembre 1952, Claude Beaugard, notaire, de Canadian Allis-Chalmers (1951) Limited à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 970010, affectant les Pts 922-209 et 938-1, paroisse de Lachine;

Acte du 6 juin 1958, Claude Beaugard, notaire, de Domaine Estria Corporation à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1207133, affectant les Pts. 40-131 à 169, paroisse de Longue-Pointe;

Acte du 27 septembre 1956, Claude Beaugard, notaire, de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1230333, affectant Pt. 331, paroisse de Longue-Pointe;

Acte du 6 juillet 1956, Raphael Esposito, notaire, de Ferro Metal Limited à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1213482, affectant Pt. 344-1016, paroisse de St-Laurent;

Deed of October 12, 1953, J. R. Miquelon, Notary, from Edmond Lepine and M. G. Assaly to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1035388, affecting Pt. 308, parish of Sault-au-Récollet;

Deed of November 20, 1963, J. R. Miquelon, Notary, from B. L. Louis to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1043510, affecting Pts. 326 and 327, parish of Sault-au-Récollet;

Deed of January 9, 1954, J. R. Miquelon, Notary, from Land Holdings Ltd. to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1050968, affecting Pts. 58E-38 and 41, village of Côte des Neiges;

Deed of December 17, 1952, Claude Beaugard, Notary, from Gustav Levinschi to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 986530, affecting Pts. 164-1 to 4 and 6 to 9, village of Côte des Neiges;

Deed of October 19, 1948, Isidore Coupal, Notary, from Canadian Pacific Railway Company to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 758157, affecting Pts. 9, 15 and 20, parish of Longue-Pointe;

Deed of March 25, 1924, J. A. Pérodeau, Notary, from Sir Hugh Montagu Allan to Montreal Light Heat & Power Company, registered at Montreal under number 45280, affecting Pt. 45, parish of Montreal;

Deed of August 4, 1924, E. Cholette, Notary, from Executors of Andrew Frederick Gault to Montreal Light Heat & Power Company, registered at Montreal under number 56707, affecting Pts. 68-244, 331, 556 and 649, parish of Montreal;

Deed of April 3, 1930, E. Cholette, Notary, from Executors of Andrew Frederick Gault and Alexander Hamilton Gault to Montreal Light Heat & Power Consolidated, registered at Montreal under number 243792, affecting Pts. 68 and 68-244, parish of Montreal;

Deed of July 10, 1929, J. A. Pérodeau, Notary, from Executors of C. W. Penniston to Montreal Light Heat & Power Company, registered at Montreal under number 218021, affecting Pt. 999, parish of Lachine;

Deed of October 29, 1942, J. W. Lévesque, Notary, from Stanislas Christin to Montreal Light Heat & Power Consolidated, registered at Montreal under number 536783, affecting Pt. 47-37, parish of Montreal, and Pt. 137-68, village of Côte des Neiges;

Deed of September 11, 1952, Claude Beaugard, Notary, from Canadian Allis-Chalmers (1951) Limited to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 970010, affecting Pts. 922-209 and 938-1, parish of Lachine;

Deed of June 6, 1956, Claude Beaugard, Notary, from Domaine Estria Corporation to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1207133, affecting Pts. 40-131 to 169, parish of Longue-Pointe;

Deed of September 27, 1956, Claude Beaugard, Notary, from La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1230333, affecting Pt. 331, parish of Longue-Pointe;

Deed of July 6, 1956, Raphael Esposito, Notary, from Ferro Metal Limited to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1213482, affecting Pt. 344-1016, parish of St. Laurent;

Acte du 25 mars 1954, J. R. Miquelon, notaire, de Marlow Enterprises Limited à La Commission Hydroélectrique de Québec, enregistré à Montréal sous le no 1062108, affectant les Pts. 439-645 et 646 et Pts. 435, 437 et 437A, paroisse du Sault-au-Récollet;

Acte du 16 septembre 1960, Léopold Gaston, notaire de la Cité de Lachine à la Corporation de Gaz Naturel du Québec, enregistré à Montréal sous le no 1494011, affectant Pt. 887-135, paroisse de Lachine;

Acte du 21 février 1961, Claude Beaugard, notaire, de Confederation Life Association, The Manufacturers Life Insurance Company, The Excelsior Life Insurance Company et The Empire Insurance Company à la Corporation de Gaz Naturel du Québec, enregistré à Chambly sous le no 205260, affectant Pt. 32-1127, paroisse de St-Antoine de Longueuil;

Acte du 26 avril 1961, Claude Beaugard, notaire, de Canadian Pratt & Whitney Aircraft Company, Limited à la Corporation de Gaz Naturel du Québec, enregistré à Chambly sous le no 205137, affectant les Pts. 32-1129 et 322-2, paroisse de St-Antoine de Longueuil;

Acte du 28 septembre 1961, Claude Beaugard, notaire, de The Steel Company of Canada Limited à la Corporation de Gaz Naturel du Québec, enregistré à Verchères sous le no 71017, affectant Pt. 249, paroisse de Contrecoeur;

Acte du 20 mars 1928, J. A. Pérodeau, notaire, de Bankers Discount Corporation Limited à Montreal Light Heat & Power Consolidated, enregistré à Montréal sous le no 173083, affectant les Pts. 47-1 à 3, paroisse de Montréal et Pts. 149-11 à 18, village de la Côte-des-Neiges;

Montréal, le 28 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,

13374-1-4-o LAING, WELDON & COURTOIS.

**Bureau Métropolitain des Écoles
Protestantes de Montréal**

Avis est par les présentes donné que le « Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal », s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi concernant l'éducation dans le territoire sous la juridiction du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal, pour les fins suivantes:

- 1° La répartition de la taxe des neutres;
- 2° La division du territoire des commissaires d'écoles protestantes de Lachine en trois quartiers;
- 3° Le paiement d'une indemnité au président des comités permanents;
- 4° Et pour autres fins.

Montréal, le 28 décembre 1965.

Les Procureurs du requérant,

HOWARD, STALKER &

13387-1-4-o McDUGALL.

**La Société des conseillers en relations
industrielles du Québec**

Avis est par les présentes donné que « La Société des conseillers en relations industrielles du Québec », corps politique dûment constitué et ayant son siège social dans la ville de Montréal, présentera une requête à la législature de Québec lors de sa prochaine session pour qu'une loi

Deed of March 25, 1954, J. R. Miquelon, Notary, from Marlow Enterprises Limited to Quebec Hydro-Electric Commission, registered at Montreal under number 1062108, affecting Pts. 439-645 and 646 and Pts. 435, 437 and 437A, parish of Sault-au-Récollet;

Deed of September 16, 1960, Leopold Gaston, Notary, from city of Lachine to Quebec Natural Gas Corporation, registered at Montreal under number 1494011, affecting Pt. 887-135, parish of Lachine;

Deed of February 21, 1961, Claude Beaugard, Notary, from Confederation Life Association, the Manufacturers Life Insurance Company, The Excelsior Life Insurance Company and The Empire Life Insurance Company to Quebec Natural Gas Corporation, registered at Chambly under number 205260, affecting Pt. 32-1127 parish of St. Antoine de Longueuil;

Deed of April 26, 1961, Claude Beaugard, Notary, from Canadian Pratt & Whitney Aircraft Company, Limited to Quebec Natural Gas Corporation, registered at Chambly under number 205137, affecting Pts. 32-1129 and 322-2, parish of St. Antoine de Longueuil;

Deed of September 28, 1961, Claude Beaugard, Notary, from The Steel Company of Canada Limited to Quebec Natural Gas Corporation, registered at Verchères under number 71017, affecting Pt. 249, parish of Contrecoeur;

Deed of March 20, 1928, J. A. Pérodeau, Notary, from Bankers Discount Corporation Limited to Montreal Light Heat & Power Consolidated, registered at Montreal under number 173083, affecting Pts. 47-1 to 3, parish of Montreal and Pts. 149-11 to 18, village of Côte-des-Neiges.

Montreal, December 28, 1965.

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,

LAING, WELDON & COURTOIS,

13374-1-4-o Attorneys for the applicant.

**The Protestant School Board
of Greater Montreal**

Notice is hereby given that "The Protestant School Board of Greater Montreal", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act concerning education in the territory of the Protestant School Board of Greater Montreal for the following purposes:

1. The apportionment of the neutral panel tax;
2. The dividing of the territory of the Protestant School Commissioners of Lachine into three wards;
3. The payment of an indemnity to the chairmen of standing committees;
4. And for other purposes.

Montreal, December 28, 1965.

HOWARD, STALKER &

McDUGALL,

13387-1-4-o Attorneys for the petitioner.

**The Society of Industrial Relations
Counselors of Quebec**

Notice is hereby given that "The Society of Industrial Relations Counselors of Quebec", a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office at the city of Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for an act to amend its charter so as

soit décrétée afin d'amender sa charte de façon à changer les initiales que ses membres auront droit de s'attribuer; et pour d'autres fins.

Montréal, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la requérante,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
13388-1-4-0 COPE, PORTEOUS & HANSARD.

**Club de Courses de la Capitale
The Capital Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club de Courses de la Capitale », et en anglais, « The Capital Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les procureurs des requérants,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
13418-1-4-0 BROWN & LARUE.

**Club de Courses Citadelle
Citadel Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club de Courses Citadelle » et en anglais, « Citadel Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les Procureurs des requérants,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
13418-1-4-0 BROWN & LARUE.

**Club de Courses Laurentien
Laurentian Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club de Courses Laurentien », et en anglais, « Laurentian Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les Procureurs des requérants,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
13418-1-4-0 BROWN & LARUE.

to change the initials which its members are entitled to assume; and for other purposes.

Montreal, December 29, 1965.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
COPE, PORTEOUS & HANSARD,
13388-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

**Club de Courses de la Capitale
The Capital Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name, in French of "Club de Courses de la Capitale", and in English, "The Capital Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE,
13418-1-4 Attorneys for the petitioners.

**Club de Courses Citadelle
Citadel Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name, in French of "Club de Courses Citadelle" and in English, "Citadel Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE,
13418-1-4 Attorneys for the petitioners.

**Club de Courses Laurentien
Laurentian Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name, in French of "Club de Courses Laurentien", and in English, "Laurentian Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE,
13418-1-4 Attorneys for the petitioners.

**Club de Courses Laval
Laval Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club de Courses Laval », et en anglais, « Laval Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les Procureurs des requérants,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE.

13418-1-4-0

**Club de Courses Montcalm
Montcalm Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club de Courses Montcalm », et en anglais, « Montcalm Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les Procureurs des requérants,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE.

13418-1-4-0

**Club de Courses Murdock
Murdock Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club de Courses Murdock », et en anglais, « Murdock Raceways Club » avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les Procureurs des requérants,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE.

13418-1-4-0

**Club de Courses Québécois
Québécois Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club

**Club de Courses Laval
Laval Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name, in French of "Club de Courses Laval", and in English, "Laval Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE,
Attorneys for the petitioners.

13418-1-4

**Club de Courses Montcalm
Montcalm Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name, in French of "Club de Courses Montcalm", and in English, "Montcalm Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE,
Attorneys for the petitioners.

13418-1-4

**Club de Courses Murdock
Murdock Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name, in French of "Club de Courses Murdock", and in English, "Murdock Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE,
Attorneys for the petitioners.

13418-1-4

**Club de Courses Québécois
Québécois Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name in French of "Club de Courses

de Courses Québécois », et en anglais, « Québécois Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les Procureurs des requérants.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE.

13418-1-4-0

BROWN & LARUE.

**Club de Courses St-Laurent
St. Lawrence Raceways Club**

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel, domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin-Gomin, Sillery et Gérard Lapointe, gérant, domicilié à 1300 Avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français, de « Club de Courses St-Laurent », et en anglais, « St. Lawrence Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

29 décembre 1965.

Les Procureurs des requérants.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE.

13418-1-4-0

BROWN & LARUE.

Compagnie du club de courses Kénogami

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Saguenay Ltée, compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 11 mars 1952, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari-mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses Kénogami ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13419-1-4-0

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Compagnie du club de courses Marquis

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Saguenay Ltée, compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 11 mars 1952, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari-mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses Marquis ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13419-1-4-0

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Compagnie du club de courses Richard

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Saguenay Ltée, compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 11 mars 1952, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine

Québécois", and in English, "Québécois Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE.

BROWN & LARUE.

13418-1-4

Attorneys for the petitioners.

**Club de Courses St-Laurent
St. Lawrence Raceways Club**

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain their incorporation under the name, in French of "Club de Courses St-Laurent", and in English, "St. Lawrence Raceways Club", with the power to operate a horse race track, to hold racing meetings and a pari-mutuel system and for all other purposes.

December 29, 1965.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE.

BROWN & LARUE.

13418-1-4

Attorneys for the petitioners.

Compagnie du club de courses Kénogami

Notice is hereby given that Le Club de Courses Saguenay Ltée, a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 11 of March 1952, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses Kénogami".

Quebec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13419-1-4-0

Attorneys for the petitioner.

Compagnie du club de courses Marquis

Notice is hereby given that Le Club de Courses Saguenay Ltée, a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 11 of March 1952, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses Marquis".

Quebec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13419-1-4-0

Attorneys for the petitioner.

Compagnie du club de courses Richard

Notice is hereby given that Le Club de Courses Saguenay Ltée, a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 11 of March 1952, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption

session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses Richard ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13419-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Compagnie du club de courses St-François

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Saguenay Ltée, compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 11 mars 1952, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses St-François ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13419-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

**Compagnie du club de courses
Yvonne Bergeron**

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Saguenay Ltée, compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 11 mars 1952, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses Yvonne Bergeron ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13419-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

**Compagnie du club de courses
Coeur du Québec**

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Laviolette Inc, corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 15 décembre 1959, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses Coeur du Québec ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13420-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Compagnie du club de courses Lajoie

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Laviolette Inc, corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 15 décembre 1959, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours

of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses Richard".

Québec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13419-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

Compagnie du club de courses St-François

Notice is hereby given that Le Club de Courses Saguenay Ltée, a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 11 of March 1952, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses St-François".

Québec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13419-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

**Compagnie du club de courses
Yvonne Bergeron**

Notice is hereby given that Le Club de Courses Saguenay Ltée, a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 11 of March 1952, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses Yvonne Bergeron".

Québec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13419-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

**Compagnie du club de courses
Coeur du Québec**

Notice is hereby given that Le Club de Courses Laviolette Inc., a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 15 of December 1959, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses Coeur du Québec".

Québec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,
PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13420-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

Compagnie du club de courses Lajoie

Notice is hereby given that Le Club de Courses Laviolette Inc., a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 15 of December 1959, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption

de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses Lajoi ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13420-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Compagnie du club de courses St-Maurice

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Laviolette Inc. corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 15 décembre 1959, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses St-Maurice ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13420-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Compagnie du club de courses St-Laurent

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Laviolette Inc. corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 15 décembre 1959, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses St-Laurent ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13420-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Compagnie du club de courses des Trois-Rivières

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Laviolette Inc. corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 15 décembre 1959, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Compagnie du club de courses des Trois-Rivières ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13420-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Radisson Racing Club Inc.

Avis est par les présentes donné que Le Club de Courses Laviolette Inc. corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 15 décembre 1959, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une

of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses Lajoi".

Quebec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13420-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

Compagnie du club de courses St-Maurice

Notice is hereby given that Le Club de Courses Laviolette Inc., a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 15 of December 1959, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses St-Maurice".

Quebec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13420-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

Compagnie du club de courses St-Laurent

Notice is hereby given that Le Club de Courses Laviolette Inc., a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 15 of December 1959, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses St-Laurent".

Quebec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13420-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

Compagnie du club de courses des Trois-Rivières

Notice is hereby given that Le Club de Courses Laviolette Inc., a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 15 of December 1959, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and pari-mutuel systems, under the name of "Compagnie du club de courses des Trois-Rivières".

Quebec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13420-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

Radisson Racing Club Inc.

Notice is hereby given that Le Club de Courses Laviolette Inc., a joint stock company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued the 15 of December 1959, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating a joint stock company

loi constituant une compagnie à fonds social avec pouvoirs de tenir des réunions de courses de chevaux et d'exploiter un système de gageure par pari mutuel, sous le nom de « Radisson Racing Club Inc. ».

Québec, le 29 décembre 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

13420-1-4-0 PARENT, CHOQUETTE & LESAGE.

Cité de Côte Saint-Luc

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Côte Saint-Luc », s'adressera à la Législature de Québec, lors de la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 15-16, George VI, chapitre 98, aux fins suivantes:

1. Permettre l'installation de fils sous et au-dessus du sol, avec leurs accessoires, qu'ils appartiennent ou non à la municipalité, sur une lisière de terrain ayant cinq pieds de largeur longeant l'arrière et les côtés des lots subdivisés de la municipalité.

2. Amender sa charte de façon à ce que la nomination des candidats ait lieu le premier jour du mois de mai.

3. Et pour toutes autres fins.

Cité de Côte Saint-Luc, le 3e jour de janvier 1966.

Les Procureurs de la requérante,

DUQUET, MAC KAY, WELDON,

BRONSTETTER, WILLIS & JOHNSTON.

13421-1-4-0

L'Institut des Secrétaires Agréés du Québec

Avis est par les présentes donné que: Clarence Stuart Allin, Président de Compagnie, de la cité de St-Lambert, Arthur Edwards Borlase, Secrétaire-Trésorier, Dudley Stradling Collins, Assistant Secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, Dame Elsie Shirley Henderson, Assistante-Secrétaire, femme commune en biens de Norman Cowan, Acheteur, tous deux de la ville de l'Île Cadieux, James William Cunningham, Secrétaire et Contrôleur, de la ville de Châteauguay Centre, John Grafton Harper, Secrétaire de Compagnie, de la cité de Westmount, Gordon Arthur Holmes, Directeur des Octrois de Recherches, de la ville de Montréal-Ouest, Harone Meer Kattan, Gérant de Services Immobiliers, de la cité de Hampstead, Gilbert Alfred La Tour, Gérant Général, de la ville de Prévile, René Labrosse, Président de Compagnie, Oliver Nicholson, Gérant, tous deux de la cité de Pointe-Claire, Delle Jeannette Perras, célibataire, Secrétaire de Compagnie, de la cité de Montréal, John Murray Savage, Gérant d'Association, de la cité de Westmount, Roman Susel, Secrétaire-Trésorier, et Robert Thomson, Gérant Général Adjoint, tous deux de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, ainsi que les personnes qui en deviendront subséquemment membres, sous le nom de « L'Institut des Secrétaires Agréés du Québec », en français, et « The Chartered Institute of Secretaries of Quebec », en anglais, et ce pour les objets suivants:

a) Fournir aux membres de la corporation les moyens nécessaires et les facilités pour accroître leurs connaissances, leur habileté, leur compétence et leur utilité en temps que secré-

under Part II of the Quebec Companies Act for the purpose of operating race meetings and parimutuel systems, under the name of "Radisson Racing Club Inc."

Quebec, December 29, 1965.

BOUFFARD, TURGEON, AMYOT,

PARENT, CHOQUETTE & LESAGE,

13420-1-4-0 Attorneys for the petitioner.

City of Côte Saint-Luc

Public notice is hereby given that the corporation of the "City of Côte Saint-Luc", will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 15-16, George VI, chapter 98, for the following purposes:

1. To permit the installation of overhead and underground wires with their accessories, whether they belong to the municipality or to others, over and along a strip of land five feet wide along side and rear lines of subdivided lots.

2. To amend its charter so that the nomination of candidates will be held on the first day of May.

3. And for all other purposes.

City of Côte Saint-Luc, this 3rd day of January, 1966.

DUQUET, MAC KAY, WELDON,

BRONSTETTER, WILLIS & JOHNSTON,

Attorneys for the petitioners.

13421-1-4-0

The Chartered Institute of Secretaries of Quebec

Notice is hereby given that Clarence Stuart Allin, Company President, of the city of St. Lambert, Arthur Edwards Borlase, Secretary-Treasurer, Dudley Stradling Collins, Assistant Secretary, both of the city of Montreal, Dame Elsie Shirley Henderson, Assistant-Secretary, wife common as to property of Norman Cowan, Purchasing Agent, both of the town of Ile Cadieux, James William Cunningham, Secretary and Comptroller, of the town of Châteauguay Centre, John Grafton Harper, Company Secretary, of the city of Westmount, Gordon Arthur Holmes, University Research Grants Officer, of the town of Montreal West, Harone Meer Kattan, Real Estate Executive, of the city of Hampstead, Gilbert Alfred La Tour, General Manager, of the town of Prévile, René Labrosse, Company President, Oliver Nicholson, Manager, both of the city of Pointe Claire, Delle Jeannette Perras, unmarried woman of the age of majority and Corporate Secretary, of the city of Montreal, John Murray Savage, Association Manager, of the City of Westmount, Roman Susel, Secretary-Treasurer and Robert Thomson, Deputy General Manager, both of the city of Montreal, all of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to constitute them, and such others as may become members of the corporation, a corporation under the name of "The Chartered Institute of Secretaries of Quebec", in English, and "L'Institut des Secrétaires Agréés du Québec", in French, with the following main objects:

(a) To furnish the means and facilities whereby members of the corporation may increase their knowledge, ability, competency and usefulness as professional and/or administrative Secretaries

taires professionnels ou administratifs, et établir des normes générales de compétence en tout ce qui a trait à la profession de Secrétaire Agréé;

b) Organiser ou pourvoir des cours, une formation et des examens, agir comme examinateur et prescrire telles normes qui pourront être jugées nécessaires, pour le bénéfice des personnes désireuses d'être accréditées comme Secrétaires Agréés;

c) Donner à la corporation, les pouvoirs, droits et privilèges d'une corporation civile, lui conférer les droits nécessaires pour la conduite de ses affaires et pour accomplir tous faits et actes inhérents ou favorables à la réalisation de ses fins.

Montréal, ce 30^e jour du mois de décembre 1965.

Les Procureurs des requérants,

STEWART, CRÉPAULT,

13422-1-4-0

& MCKENNA.

Cité de Jacques-Cartier

Avis est donné que la « Cité de Jacques-Cartier » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendant sa charte aux fins suivantes, savoir:

- 1^o changer la date et le jour des élections générales;
- 2^o changer le terme d'office du maire et des échevins;
- 3^o augmenter l'indemnité des membres du Conseil;
- 4^o établir un régime de rentes en faveur des membres du conseil;
- 5^o obtenir des pouvoirs additionnels de taxation;
- 6^o autorisation de retenir des immeubles acquis pour taxes;
- 7^o disposer du terrain de rues abolies;
- 8^o obtenir des pouvoirs additionnels d'expropriation;
- 9^o être exemptée de fournir cautionnement;
- 10^o amender certains règlements d'emprunt; Et autres fins.

Montréal, le 31 décembre 1965.

*Le Procureur de
la Cité de Jacques-Cartier,*

13423-1-4-0

ÉMILIE BRAIS.

and to establish standards of competency generally in all that pertains to the profession of Chartered Secretary;

(b) To arrange for or provide courses, training and examinations, and to act as an examining body and to prescribe such standards as may be deemed expedient, for persons who wish to qualify for accreditation as Chartered Secretaries;

(c) To give the corporation the powers, rights and privileges of a civil corporation and the requisite powers relating to its administration and to do such other lawful matters and things which are incidental or conducive to the attainment of its objects.

Montreal, this 30th day of Month of December, 1965.

STEWART, CRÉPAULT

& MCKENNA,

13422-1-4-0

Attorneys for the petitioners.

City of Jacques-Cartier

Notice is hereby given that the "City of Jacques-Cartier" shall apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session to obtain an act amending its charter for the following purposes:

1. to change the date and day of the general elections;
2. to change the term of office of the Mayor and of the Aldermen;
3. to increase the indemnity of the members of the Council;
4. to establish a pension plan in favour of the members of the Council;
5. to obtain further powers of taxation;
6. to be authorized to retain certain immovables bought for taxes;
7. to dispose of the land of discontinued streets;
8. to obtain further powers of expropriation;
9. to be exempted to furnish security in appeal and other legal proceedings;
10. To amend some loan by-laws; And for all other purposes.

Montreal, December 31, 1965.

ÉMILIE BRAIS,

Attorney for

13423-1-4-0

the City of Jacques-Cartier.

**Ministère des
Affaires municipales**

**Ville de Malartic
Règlement no 161**

Concernant la date de l'élection général du maire et des échevins de la Corporation Municipale de la ville de Malartic.

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 173b de la Loi des cités et villes (chapitre 233 des Statuts refondus de Québec 1941), amendé par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, article 3, 1953-1954 et par la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 36, article 9, 1957-1958, le conseil de ville de Malartic peut par règlement adopté et approuvé par le Ministère des Affaires Municipales, décréter que l'élection général du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre, au lieu du premier jour judiciaire de février;

CONSIDÉRANT que le conseil de ville de Malartic est d'avis qu'il y aurait lieu de changer la date des élections pour plusieurs raisons à savoir:

**Department of
Municipal Affairs**

**Town of Malartic
By-law No. 161**

Concerning the date of general election of the mayor and the aldermen of the municipal Corporation of the town of Malartic.

WHEREAS under section 173b of the Cities and Towns Act (Chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec 1941), amended by Act 2-3 Elizabeth II, chapter 32, section 3, 1953-1954 and by Act 6-7 Elizabeth II, chapter 36, section 9, 1957-1958, the Town Council of Malartic may by by-law adopted and approved by the Department of Municipal Affairs, decree that the general election of the mayor and aldermen shall take place on the first Sunday of November instead of the first juridical day of February;

WHEREAS the Town Council of Malartic is of the opinion that it would be deemed advisable to change the date of the elections for several reasons, to wit:

1° La température étant plus élémentaire au début de novembre qu'au début de février ceci permettrait à un plus grand nombre d'électeurs d'exercer leur droit de vote;

2° Pour la bonne administration de la ville, il est préférable que les candidats élus commencent leur terme d'office avant l'année fiscale qui débute le 1er janvier ce qui leur permettrait d'examiner la situation financière de la municipalité et de préparer le budget qu'ils auront à administrer l'année suivant les élections;

3° Le Conseil élu aura de ce fait pleine et entière responsabilité du budget et de toute décision prise au cours de son terme d'office et par conséquent il aura l'avantage d'administrer les affaires de la municipalité selon le mandat qui lui a été confié par les électeurs;

CONSIDÉRANT que ce changement de la date des élections est à recommander;

Il est par le présent règlement décrété et statue comme suit, à savoir:

À compter de l'année 1967, l'élection du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre au lieu du premier jour juridique de février.

Ce règlement à la suite de son approbation par le Ministre des Affaires Municipales n'entrera en vigueur et n'aura force de loi qu'après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Adopté en dernière lecture le 22 novembre 1965.

Vraie copie.

Le Maire,
ERNEST ANCTIL,
Le Secrétaire-trésorier,
RÉJEAN HAMEL.

N.B. Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 5 de la Loi des cités et villes.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
13400-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

1. The weather being more favourable at the beginning of November than it is at the beginning of February, this would permit a greater number of electors to exercise their right to vote;

2. For the food administration of the town, it is preferable that the elected candidates begin their term of office before the fiscal year that starts on January 1st, which would permit them to examine the financial situation of the municipality and to prepare the budget to be administered the year following the elections;

3. The elected council will thereby have full and complete responsibility of the budget and of any decision taken during its term of office and therefore it will have the advantage to administer the affairs of the municipality according to the mandate entrusted to him by the electors;

WHEREAS this change of date for the elections is to be recommended;

It is decreed and ordained by the present by-law, to wit:

From and after the year 1967, the election of the mayor and aldermen will take place on the first Sunday of November instead of the first juridical day of February.

This by-law, following its approbation by the Minister of Municipal Affairs, shall not take effect and shall not have force of law before its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Adopted at the last reading on November 22, 1965.

True copy.

ERNEST ANCTIL,
Mayor,
RÉJEAN HAMEL,
Secretary-Treasurer.

N.B. This by-law is published in conformity with section 173, paragraph 5, of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
13400 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Bedford

Bedford

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 24628 en date du 15 décembre 1965, d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Armand-West, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de Bedford, dans le comté de Missisquoi.

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 24628, dated December 15, 1965, to annex, for the protestants only, the present territory of the school municipality of St-Armand-West, in the county of Missisquoi, to the school municipality of Bedford, in the county of Missisquoi.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le 1er juin 1966, et pour autre fins le 1er juillet 1966.

This change will take effect for election purposes on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966.

Québec, le 28 décembre 1965.

Québec, December 28, 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

13424-0 351-61

13424 351-61

Ste-Paule

Ste-Paule

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2427, en date du 15 décembre 1965 d'admettre la commission scolaire de Ste-Paule, dans le comté de Matapédia, dans la commission scolaire régionale des Monts, à compter de la date du présent arrêté en conseil.

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 2427 dated December 15, 1965, to admit the school commission of Ste-Paule, in the county of Matapédia, into the regional school Board of des Monts, from and after the date of the present Order in Council.

Québec, le 28 décembre 1965.

Québec, December 28, 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

13424-0 1177-61

13424 1177-61

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, dans le comté de Rimouski, les lots 37, 38 et 39 du cadastre officiel de la seigneurie Rimouski pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Rimouski.

Québec, le 28 décembre 1965.

13425-1-2-0 *Le Ministre de l'Éducation,*
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, in the county of Rimouski, lots 37, 38 and 39 of the official cadaster of the Rimouski seigniorie to annex them to the school municipality of the town of Rimouski.

Quebec, December 28, 1965.

13425-1-2 PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre
Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la ville d'Orsainville, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 405-50, 405-51, 406-41, 406-42 sont annulés et les lots 405-38 à 405-49, 406-29 à 406-40 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 décembre 1965.

13389-0 *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Edmond de Stoneham

Cadastre officiel de la paroisse de St-Edmond de Stoneham, municipalité de la ville du Lac Delage, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1-13, 2-11, 2-12, et partie des lots 1-4 et 2-13 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 décembre 1965.

13389-0 *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 129-56 et partie des lots 129-2 et 130-21 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 décembre 1965.

13389-0 *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Wickham

Cadastre officiel du canton de Wickham, municipalité de la paroisse de St-Nicéphore, division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que le lot 108-25 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 décembre 1965.

13389-0 *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Ministère du Travail**Avis d'approbation de règlements spéciaux**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de conven-

Department of Lands and Forests
Cadastre
Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the town of Orsainville, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 405-50, 405-51, 406-41, 406-42 are cancelled and lots 405-38 to 405-49, 406-29 to 406-40 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 7, 1965.

13389-0 FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Edmond de Stoneham

Official cadastre of the parish of St-Edmond de Stoneham, municipality of the town of Lac Delage, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 1-13, 2-11, 2-12 and part of lots 1-4 and 2-13 are cancelled in virtues of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 22, 1965.

13389-0 FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of Ste-Thérèse-Ouest, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 129-56 and part of lots 129-2 and 130-21 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 14, 1965.

13389-0 FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Wickham

Official cadastre of the township of Wickham, municipality of the parish of St-Nicéphore, registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lot 108-25 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 13, 1965.

13389-0 FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Department of Labour**Notice of a special by-laws approval**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964 chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister

tion collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que par l'arrêté en conseil numéro 2491 du 23 décembre 1965, section « C », les règlements spéciaux du Comité paritaire de l'Automobile de la région de Trois-Rivières ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2362 du 1er décembre 1965, section « A ».

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

« RÈGLEMENTS SPÉCIAUX

20° *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe « g », de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 2142 du 27 octobre 1965 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21° *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 2142 du 27 octobre 1965 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport. »

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 janvier 1966.

13405-0

of Labour, hereby gives notice that the special by-laws of the Automobile Parity Committee of Trois-Rivières region have been approved by Order in Council number 2491 of December 23, 1965, section "C". These have been added to the constitution and general by-laws of the said Committee which had already been approved by Order in Council number 2362 of December 1, 1965, section "A".

Under the Act, the following provisions of the said special by-laws have been declared obligatory:

"SPECIAL BY-LAWS

20. *Keeping of a register*: In compliance with sub-section "g", section 20 of the Act, the Parity Committee makes it mandatory for every professional employer governed by decree number 2142 of October 27, 1965 and its subsequent amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; the exact time when work was begun, interrupted, resumed and finished each day; the type of work and wages paid, with a note regarding how and when payment was made; all other information deemed useful for the enforcement of the decree.

21. *Monthly report*: In compliance with sub-section "h", section 20 of the Act, the Parity Committee compels every professional employer governed by decree number 2142 of October 27, 1965 and its subsequent amendments, to forward it a written monthly report. This report should be signed by the employer himself or a responsible person in his employ and should contain the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; the number of regular and overtime hours worked each week; type of work performed and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of each month. It should cover the preceding month. The professional employer may obtain the necessary forms for this report from the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, January 8, 1966.

13405-0

Proclamation

Convocation de la Législature

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt-cinquième jour de janvier prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous

Proclamation

Convocation of the Legislature

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our well beloved and faithful counsellors the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for several considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convoke you for the twenty-fifth day of January next and, accordingly we command and order you to meet on such date, at

assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P. lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement à Québec, le vingt-cinquième jour de novembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-cinq et de Notre règne le quatorzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,*

ANTOINE LEMIEUX.

13037-49-8-0

the parliament buildings in the city of Quebec, to dispatch the Business of the Province and examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House in Quebec, this twenty-fifth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

*ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,*

Québec.

13037-49-8-0

Soumissions

Cité de Giffard
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Simoneau, greffier, Hôtel de ville, 3095, Chemin Royal Giffard, comté de Québec, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 25 janvier 1966, pour l'achat de \$240,000 d'obligations de la cité de Giffard, comté de Québec, datées du 1^{er} février 1966 et remboursables par séries du 1^{er} février 1967 au 1^{er} février 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} août et 1^{er} février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 406 — \$89,300 — Hôtel de ville et garage municipal; 407 — \$40,000 — fonds de roulement; 412 — \$65,700 — aqueduc; 416 — \$20,000 — rôle d'évaluation; 448 — \$25,000 — fonds de roulement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} février 1966.

Tableau d'amortissement — \$240,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} février 1967	\$ 7,500
1 ^{er} février 1968	9,000
1 ^{er} février 1969	9,500
1 ^{er} février 1970	10,000
1 ^{er} février 1971	11,000
1 ^{er} février 1972	7,500
1 ^{er} février 1973	7,500
1 ^{er} février 1974	8,000
1 ^{er} février 1975	8,000
1 ^{er} février 1976	9,500
1 ^{er} février 1977	10,500
1 ^{er} février 1978	11,000
1 ^{er} février 1979	11,500
1 ^{er} février 1980	12,500
1 ^{er} février 1981	13,500
1 ^{er} février 1982	7,500
1 ^{er} février 1983	8,000
1 ^{er} février 1984	8,500
1 ^{er} février 1985	9,000
1 ^{er} février 1986	60,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans

Tenders

City of Giffard
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jacques Simoneau, city clerk, Town Hall, 3095 Royal Road, Giffard, county of Quebec, until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, January 25, 1966, for the purchase of an issue of \$240,000 of bonds for the city of Giffard, county of Quebec, dated February 1, 1966, and redeemable serially from February 1, 1967 to February, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 406 — \$89,300 — Town Hall and municipal garage; 407 — \$40,000 — working capital; 412 — \$65,700 — aqueduct; 416 — \$20,000 — valuation roll; 448 — \$25,000 — working capital.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1966.

Table of redemption — \$240,000 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1967	\$ 7,500
February 1, 1968	9,000
February 1, 1969	9,500
February 1, 1970	10,000
February 1, 1971	11,000
February 1, 1972	7,500
February 1, 1973	7,500
February 1, 1974	8,000
February 1, 1975	8,000
February 1, 1976	9,500
February 1, 1977	10,500
February 1, 1978	11,000
February 1, 1979	11,500
February 1, 1980	12,500
February 1, 1981	13,500
February 1, 1982	7,500
February 1, 1983	8,000
February 1, 1984	8,500
February 1, 1985	9,000
February 1, 1986	60,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall

ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 25 janvier 1966, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 3095, Chemin Royal, Giffard, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard, (Comté de Québec), ce 30 décembre 1965.

Le Greffier,

JACQUES SIMONEAU.

Hôtel de ville, 3095, Chemin Royal,
Giffard, (Québec), P.Q.

Téléphone: 663-7804, code 418. 13401-0

Ville de Tracy
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Blier, greffier, Hôtel de Ville, 1022, Route Marie-Victorin, Tracy, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 24 janvier 1966, pour l'achat de \$490,000 d'obligations de la ville de Tracy, comté de Richelieu, datées du 1er février 1966 et remboursables par séries du 1er février 1967 au 1er février 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 122 — \$40,000 — aqueduc, égouts, voirie; 139 — \$40,700 — voirie; 156 — \$64,000 — trottoirs; 157 — \$19,600 — aqueduc, égouts, voirie; 158 — \$65,000 — aqueduc; 160 — \$185,000 — aqueduc, égouts, voirie; 162 — \$75,700 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1966.

Tableau d'amortissement — \$490,000 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1967	\$18,000
1er février 1968	19,000
1er février 1969	20,500
1er février 1970	22,000
1er février 1971	23,000
1er février 1972	25,000
1er février 1973	26,000
1er février 1974	28,000
1er février 1975	29,500
1er février 1976	31,500
1er février 1977	18,000
1er février 1978	20,000
1er février 1979	20,500

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, January 25, 1966, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 3095 Royal Road, Giffard, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Giffard, (County of Quebec), December 30, 1965.

JACQUES SIMONEAU,

City Clerk.

Town Hall, 3095 Royal Road,
Giffard, (Quebec), P.Q.

Téléphone: 663-7804, code 418. 13401

Town of Tracy
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Blier, town clerk, Town Hall, 1022 Route Marie-Victorin, Tracy, county of Richelieu, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, January 24, 1966, for the purchase of an issue of \$490,000 of bonds for the town of Tracy, county of Richelieu, dated February 1, 1966, and redeemable serially from February 1, 1967 to February 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 122 — \$40,000 — aqueduct, sewers, roads; 139 — \$40,700 — roads; 156 — \$64,000 — sidewalks; 157 — \$19,600 — aqueduct, sewers, roads; 158 — \$65,000 — aqueduct; 160 — \$185,000 — aqueduct, sewers, roads; 162 — \$75,700 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1, 1966.

Table of redemption — \$490,000 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1967	\$18,000
February 1, 1968	19,000
February 1, 1969	20,500
February 1, 1970	22,000
February 1, 1971	23,000
February 1, 1972	25,000
February 1, 1973	26,000
February 1, 1974	28,000
February 1, 1975	29,500
February 1, 1976	31,500
February 1, 1977	18,000
February 1, 1978	20,000
February 1, 1979	20,500

1er février 1980.....	\$22,500	February 1, 1980.....	\$22,500
1er février 1981.....	24,000	February 1, 1981.....	24,000
1er février 1982.....	25,000	February 1, 1982.....	25,000
1er février 1983.....	27,000	February 1, 1983.....	27,000
1er février 1984.....	28,000	February 1, 1984.....	28,000
1er février 1985.....	30,000	February 1, 1985.....	30,000
1er février 1986.....	32,500	February 1, 1986.....	32,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Tracy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 janvier 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1022, Route Marie-Victorin, Tracy, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tracy, (Comté de Richelieu), ce 30 décembre 1965.

Le Greffier,
PAUL BLIER.

Hôtel de Ville, 1022, Route Marie-Victorin,
Tracy, (Richelieu), P.Q.
Téléphone 742-8646, code 514. 13426-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders, shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Tracy.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 24, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1022 Route Marie-Victorin, Tracy, county of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Tracy, (County of Richelieu), December 30, 1965.

PAUL BLIER,
Town Clerk.

Town Hall, 1022 Route Marie-Victorin,
Tracy, (Richelieu), P.Q.
Telephone: 742-8646, code 514. 13426

Syndicat professionnel

Syndicat professionnel des technologistes-agricoles du gouvernement du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat professionnel des technologistes-agricoles du gouvernement du Québec » a été autorisée par le Secrétaire de la province le 21 décembre 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 82, rue Goupil, Laval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 23 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13375-o 84-65

Professional Syndicate

Syndicat professionnel des technologistes-agricoles du gouvernement du Québec

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat professionnel des technologistes-agricoles du gouvernement du Québec" has been authorized by the Provincial Secretary on December 21, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at 82 Goupil Street, Laval, judicial district of Montreal.

Quebec, December 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13375 84-65

Vente — Loi de faillite

Paul Lanoue

Canada Province de Québec, district d'Iberville, division No 19, Cour Supérieure No 42/1964 (En matière de faillite).

Sale — Bankruptcy Act

Paul Lanoue

Canada, Province of Quebec, district of Iberville, division No. 19, Superior Court No. 42/1964 (In matter of bankruptcy).

(Administration sommaire)

Dans l'affaire de la faillite de: Paul Lanoue, garçon de table, Hôtel Richelieu, St-Jean, P.Q.

Avis de ventes aux enchères publiques avec effet du décret

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Raymond F. Hannen, un des juges de la Cour Supérieure, siégeant en matière de faillite, dans et pour le district d'Iberville, division No 19, de syndic soussigné a été autorisé à procéder à la vente aux enchères publiques, en la forme accoutumée à la porte de l'église de St-Athanase d'Iberville, P.Q. de l'immeuble ci-après décrit, pour avoir l'effet du décret:

« Une propriété située dans la paroisse de St-Athanase, comté d'Iberville, P.Q., composée du lot No quarante (40) de la subdivision officiel du lot originaire No vingt et un (21) du cadastre officiel de la paroisse de St-Athanase, comté d'Iberville, P.Q., de figure rectangulaire, borné au nord-est par le lot No 21-37 (rue), au sud par le lot No 21-41, au sud-ouest par partie non subdivisée du lot No 21, au nord-ouest par le lot No 21-39; mesurant cinquante-huit pieds et un dixième de largeur par cent neuf pieds et trois dixièmes de profondeur, contenant en surface six mille trois cent cinquante pieds carrés et trois dixièmes, mesures anglaises;

Avec bâtisse y érigée. »

Ledit immeuble est affecté de l'hypothèque suivante: \$3,000.00, plus les intérêts au taux de 6½% l'an, en faveur de M. Rostand Daigneault, de St-Jean, P.Q., enregistrée au bureau d'enregistrement d'Iberville, P.Q., le 29 juin 1962, sous le No 75017.

La vente aux enchères publiques aura lieu, le SAMEDI CINQUIÈME jour de FÉVRIER 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Daté à St-Jean, P.Q., le 23e jour de décembre 1965.

Le Syndic,

ANTOINE BOURASSA.

13376-1-2-0

(Summary administration)

In the matter of the bankruptcy of: Paul Lanoue, barman, Hôtel Richelieu, St-Jean, P.Q.

Notice of sale by public auction

Notice is hereby given that pursuant to a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Raymond F. Hannen, one of the Judges of the Superior Court sitting in matter of bankruptcy in and for the district of Iberville, division No 19, the undersigned trustee has been authorized to carry on the sale by public auction, in the usual manner, at the church door, in the parish of St-Athanase, Iberville, P.Q., the immovable hereinafter described, being equal to a sheriff sale:

"A property situated in the parish of St-Athanase, Iberville, P.Q., composed of lot No forty (40) of the subdivision No. twenty-one (21) in the official cadaster of the parish of St-Athanase, Iberville, P.Q., of a rectangular form, bounded on the north-east by lot No. 21-37 (street), on the south by lot No. 21-41, on the south-west, by undivided part of lot No. 21, on the north-west by lot No. 21-39; measuring fifty-eight feet and one-tenth on its width by one hundred and nine feet and three tenths on its depth, containing six thousand three hundred and fifty square feet and three tenths, English measures;

With a house thereon erected."

The said immovable has been mortgaged as follows: \$3,000.00, with interest at the rate of 6½% a year in favour of Mr. Rostand Daigneault, of St-Jean, P.Q., registered in the registry-office in Iberville, P.Q., on June 29, 1962, under No. 75017.

The sale by public auction will take place on SATURDAY, FIFTH day of FEBRUARY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Dated at Saint-Jean, P.Q., on the 23rd day of December, 1965.

ANTOINE BOURASSA,

Trustee.

13376-1-2-0

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
Cause No C.S.A. { AGRICOLE DU QUÉ-
13,921. { BEC, ayant son siège social
à Québec, district de Québec,

corps politique et incorporé, demandeur-saisissant, vs FERNAND LUCKENUIK, autrefois cultivateur de La Reine, maintenant domicilié à 9 rue de la Savane, Matagami, comté d'Abitibi-est, défendeur-intimé-saisi.

La partie au nord de la rivière du lot un rang deux connue et désignée au cadastre officiel du canton de Desmeloizes, sous le numéro un A et au coin nord-ouest de la rivière du lot numéro un B rang deux (1-A et coin au n.-o. de la rivière du lot 1-B rang 2) dudit canton de Desmeloizes;

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
Case No S.C.A. { DIT BUREAU, having
13,921. { its head office in Quebec, dis-
trict of Quebec, body politic
and corporate, plaintiff-seizing, vs FERNAND
LUCKENUIK, formerly a farmer of La Reine,
now domiciled at 9 de la Savane Street, Mata-
gami, county of Abitibi-East, Defendant-respon-
dent-seized.

The northerly part of the river of lot one range two known and designated on the official cadaster of the township of Desmeloizes, under number one A and on the north-west corner of the river of lot number one B range two (1-A and N. W. corner of the river of lot 1-B range 2) of the said town-

ladite partie nord dudit lot un-B (1-B) étant bornée comme suit: au nord par le lot un-A (1-A) à l'est et au sud par la rivière et à l'ouest par la frontière de l'Ontario;

La partie au nord de la rivière du lot deux rang deux connue et désignée au cadastre officiel du canton de Desmeloizes sous le numéro partie au nord de la rivière du lot deux-A rang deux (P.N. de la rivière du lot 2-A rg 2) dudit canton de Desmeloizes et étant bornée: au nord par le chemin public à l'est par le lot trois (3) au sud par la rivière et à l'ouest par le lot un-A dudit rang deux (1-A rg 2);

La partie au nord de la rivière du lot numéro trois, rang deux du cadastre officiel du canton de Desmeloizes (P.N. 3, rg 2) étant bornée au nord par le chemin public à l'est par le lot quatre-A (4-A) au sud par la rivière et à l'ouest par ledit lot deux-A dudit rang deux (2-A rg 2);

La demie ouest et la demie est du lot trois, rang trois du canton de Desmeloizes connues et désignées au cadastre officiel pour ledit canton de Desmeloizes sous les numéros trois-A et trois-B rang trois (3-A et 3-B rg 3) dudit canton de Desmeloizes;

Tous ces lots avec bâtisses et autres constructions y-dessus érigées circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc à la porte de l'église paroissiale de La Reine le SEIZIÈME jour de FÉVRIER mil neuf cent soixante-six à TROIS heures de l'après-midi.

Amos, ce vingt-neuvième jour de décembre, mil neuf cent soixante-cinq.

Le Shérif d'Abitibi,
RÉMI COSSETTE.

13413-1-2-o

ship of Desmeloizes; the said northerly part of the said lot one-B (1-B) being bounded as follows: on the north by lot one-A (1-A) on the east and on the south by the river and on the west by the Ontario frontier;

The northerly part of the river of lot two range two known and designated on the official cadaster of the township of Desmeloizes under number northerly part of the river of lot two-A range two (N. P. of the river of lot 2-A rg 2) of the said township of Desmeloizes and being bounded: on the north by the public road on the east by lot three (3) on the south by the river and on the west by lot one-A of the said range two (1-A rg 2);

The northerly part of the river of lot number three, range two of the official cadaster of the township of Desmeloizes (N. P. 3, rg 2) being bounded on the north by the public road on the east by lot four-A (4-A) on the south by the river and on the west by the said lot two-A of the said range two (2-A rg 2);

The westerly half and the easterly half of lot three, range three of the township of Desmeloizes known and designated on the official cadaster for the said township of Desmeloizes under numbers three-A and three-B range three (3-A and 3-B rg 3) of the said township of Desmeloizes;

All these lots with buildings and other constructions thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of La Reine on the SIXTEENTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and sixty-six at THREE o'clock in the afternoon.

Amos, this twenty-ninth day of December, one thousand nine hundred and sixty-five.

REMI COSSETTE,
Sheriff of Abitibi.

13413-1-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris et de Bonis
Canada — Province de Québec
District de St-François

Cour Supérieure, No 29,965. { **HENRI-PAUL RODRIGUE**, journalier, domicilié à Cowansville, Comté de Missisquoi, district de Bedford, et **JEAN-PAUL RODRIGUE**, journalier, domicilié en la cité de Québec, district de Québec, 1154 rue Marois, demandeurs vs **EUDORE BELLEGARDE**, cultivateur, domicilié à St-Ludger, comté de Frontenac, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles suivants:

« Un terrain emplacement mesurant cent cinquante pieds (150') de largeur en avant et en arrière sur cent soixante-quinze pieds (175') de longueur, étant partie du lot de terre numéro huit-B (P. 8-B), rang huit (VIII) canton de Risborough en le comté de Frontenac ainsi borné tenant en front au nord-est; au chemin public en arrière au sud-ouest et du côté sud-est au terrain de Lionel Robert, ou représentants et de l'autre côté au nord-ouest de cet emplacement se comptera à un arpent et demi de la séparation des lots 9-A et 8-B du rang huit » avec toutes bâtisses. L'acquéreur représentant ladite Commission Scolaire aura droit de puiser l'eau nécessaire à perpétuité en commun avec ledit Lionel Robert ou représentants, à une source existante sur la partie de lot 9-A à l'extrémité sud-ouest dudit lot, rang neuf (9) canton Risborough, aussi le droit de passage de toute façon pour creuser le canal conduisant l'eau à cet emplacement acquis

BEAUCE

Fieri Facias de Terris et de Bonis
Canada — Province of Quebec
District of St. Francis

Superior Court, No. 29,965. { **HENRI-PAUL RODRIGUE**, day-labourer, domiciled at Cowansville, county of Missisquoi, district of Bedford, and **JEAN-PAUL RODRIGUE**, day-labourer, domiciled in the city of Quebec, district of Quebec, 1154 Marois Street, plaintiffs vs **EUDORE BELLEGARDE**, farmer, domiciled at St-Ludger, county of Frontenac, defendant.

The following immoveables to be sold "en bloc":

"A land emplacement measuring one hundred and fifty feet (150') in width in front and in the back one hundred and seventy-five feet (175') in length, being part of the lot of land number eight-B (P. 8-B), range eight (VIII) of the township of Risborough in the county of Frontenac bounded in this manner holding in front to the north-east; on the public road in the back to the south-west and on the south-east side of the land of Lionel Robert or representatives and on the other side to the north-west of this emplacement numbering an arpent and a half of the separation of lots 9-A and 8-B of range eight" with all buildings. The purchaser representing the said School Commission will be allowed to draw the necessary water in perpetuity common with the said Lionel Robert or representatives, at a source existant on the part of lot 9-A at the south-west extremity of the said lot, range nine (9) township of Risborough, also

par ces présentes, poser les tuyaux, vaquer pour faire toutes réparations et l'entretien pour le bon fonctionnement de l'aqueduc et ce pour toujours et sans avoir à payer aucune indemnité pour les dommages soufferts s'il lui en est causé pour quelque cause que ce soit et sujet de poser dans le réservoir son tuyau au moins trois pouces plus haut, que celui dudit Lionel Robert ou représentants afin d'établir un niveau suffisant pour fournir l'eau en quantité aux parties concernées.

Le lot numéro neuf-A (9-A) du cadastre officiel pour le rang huit (VIII) canton de Risborough, en le comté de Frontenac.

2° Un terrain ayant un arpent et demi de largeur sur sa profondeur du rang étant à prendre sur le côté sud-est du lot numéro huit-B (P. 8-B) du cadastre officiel pour le rang huit (VIII) canton de Risborough en le comté de Frontenac et borné comme suit: au sud-est au lot 9-A, mentionné ci-dessus; au nord-ouest à partir du lot 8-B appartenant à Eudore Bellegarde l'acquéreur en front au nord-est au chemin des rangs huit et neuf (Risborough) et au sud-ouest la profondeur du rang.

3° Un terrain ayant quatre arpents de largeur sur une profondeur de quatre arpents étant partie du lot numéro neuf-A (P. 9-A) du cadastre officiel pour Frontenac et borné comme suit: au sud-ouest au chemin public, au nord-est et au nord-ouest à la balance du lot 9-A appartenant à Eudore Bellegarde, l'acquéreur et au sud-est au lot 9-B, avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cette vente comprend aussi le grément de la sucrerie sans exception ainsi que les autres articles qui se trouvent sur lesdits terrains et dans les bâtisses.

Le lot de terre numéro huit-A (8-A) du cadastre officiel pour le rang neuf (rang 9) du canton de Risborough, comté de Frontenac sujet à une servitude pour puiser l'eau sur ce lot en faveur d'Olivier Bizier ou représentants, tel que mentionné dans un acte enregistré sous le No 27502, 2° Un terrain ayant trois arpents de largeur sur une profondeur de vingt-huit arpents, à prendre et à mesurer sur le côté nord-ouest faisant partie du lot de terre numéro huit-B (P. 8-B) du rang huit (rang 8) du susdit cadastre borné comme suit: à l'extrémité nord-est aux lignes rectangulaires des rangs 8 et 9 du côté nord-ouest par le terrain d'Eudore Bellegarde et de l'autre côté au sud-est par le terrain d'Edmond Lacroix ou représentants à l'autre bout au sud-ouest aux lignes rectangulaires des rangs 8 et 7. 3° Un autre terrain de 3 arpents de large sur la profondeur de vingt-huit arpents à prendre et à mesurer sur le côté sud-est et faisant partie du lot de terre numéro huit-A (Ptie 8) du rang huit du susdit cadastre borné côté sud-est par le terrain en deuxième lieu de l'autre côté au nord-ouest résidu dudit lot numéro 8 étant le terrain appartenant à Olivier Bizier ou représentants par un bout au sud-ouest aux lignes rectangulaires des rangs 8 et 9 à l'autre bout au sud-ouest aux lignes rectangulaires des rangs 8 et 7 dudit canton. Tous trois situés dans le comté de Frontenac. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sont actuellement en la possession d'Eudore Bellegarde comme lui appartenant. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ludger, comté de

the right of passage to dig the canal conducting the water to this emplacement acquired by these presents, to lay pipes, to be occupied with all repairs and the maintenance for the good functioning of the aqueduct always and without having to pay any indemnity for the losses suffered if any are caused for reason at all and subject to lay a pipe at least three inches higher in the reservoir, than that of Lionel Robert or representatives so as to establish a sufficient level to furnish quantities of water to the parties concerned.

Lot number nine-A (9-A) of the official cadastre for the eighth range (VIII) township of Risborough, in the county of Frontenac.

2. Land of an arpent and a half in width on its depth of the range to be taken on the south-east side of lot number eight-B (P. 8-B) of the official cadastre for range eight (VIII) township of Risborough in the county of Frontenac and bounded as follows: on the south-east by lot 9-A, above-mentioned; on the north-west starting from lot 8-B belonging to Eudore Bellegarde the purchaser in front to the north-east to the road of ranges eight and nine (Risborough) and on the south-west the depth of the range.

3. Land four arpents in width by a depth of four arpents being part of lot number nine-A (P. 9-A) of the official cadastre for Frontenac and bounded as follows: on the south-west by the public road, on the north-east and on the north-west by the balance of lot 9-A belonging to Eudore Bellegarde, the purchaser and on the south-east of lot 9-B, with all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. This sale also comprises the equipment of the sugarrefinery without exception as well as the other articles which are found on the said lands and in the buildings.

Lot of land number eight-A (8-A) of the official cadastre for range none (range 9) of the township of Risborough, county of Frontenac subject to a servitude to draw the water on this lot in favor of Olivier Bizier or representatives, such as mentioned in a registered deed under No. 27502. 2. Land three arpents in width on a depth of twenty-eight arpents, to take and to measure on the north-west side being part of lot of land number eight-B (P. 8-B) of range eight (range 8) of the aforesaid cadastre bounded as follows: on the north-east extremity by the rectangular lines of ranges 8 and 9 of the north-west side of the land of Eudore Bellegarde and on the other side on the south-east by the land of Edmond Lacroix or representatives, on the other side to the south-west by the rectangular lines of ranges 8 and 7. 3. Another land of 3 arpents in width by a depth of twenty-eight arpents to take and to measure on the south-east side and being part of lot of land number eight-A (Pt. 8) of range eight of the aforesaid cadastre bounded on the south-east side by the land in second place and on the other side by the north-west residue of said lot number 8 being the land belonging to Olivier Bizier or representatives by an end to the south-west by the rectangular lines of ranges 8 and 9, on the other and to the southwest by the rectangular lines of ranges 8 and 7 of the said township. All three situated in the county of Frontenac. The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, are actually in the possession of Eudore Bellegarde as belonging to him."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Ludger, county of Frontenac, the

Frontenac, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
le 6 décembre 1965. 13150-51-2-0
[Première insertion: 18 décembre 1965]
[Deuxième insertion: 8 janvier 1966]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour de Magistrat, { DAVID ROY, rentier,
No 34-247. { St-Georges, Beauce,
demandeur, *vs* BER-
TRAND LESSARD, St-Georges, Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble suivant:

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Georges, comté de Beauce, étant une partie du lot numéro six cent trente-cinq (Ptie 635) du cadastre officiel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Bornés: au nord-est à la route allant de St-Georges à St-Martin, au nord-ouest au lot numéro six cent trente-quatre (634) dudit cadastre, au sud-ouest au lot numéro six cent trente-six (636) du même cadastre, et au sud-est au lot numéro six cent trente-sept (637), le tout tel que clos, sujet à un droit de passage en faveur de Horace Gendreau si ce droit de passage existe légalement, et sujet à une servitude de la Shawinigan Waper & Power Company. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de ville St-Georges, est, comté de Beauce, le QUINZIÈME jour de FÉVRIER, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, le 28 décembre 1965. 13391-1-2-0
[Première insertion: 8 janvier 1966]
[Deuxième insertion: 29 janvier 1966]

BEAUHARNOIS

De Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { SUN LIFE ASSURANCE
No 9391 { COMPANY OF CANADA, corps politique et constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse *contre* JOHN LANDRIGAN, agent de circulation de Châteauguay Centre, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, défendeur a obtenu devant notre Cour supérieure, dans notre district de Beauharnois, un jugement déclarant l'immeuble suivant, à savoir:

« Ce certain emplacement de forme irrégulière, ayant front sur le chemin Ste-Marie, dans la municipalité de Châteauguay Centre, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision vingt du lot cent vingt et un (121-20), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, mesurant cinquante-huit pieds de largeur en front, soixante-quatre pieds et cinq-dixièmes d'un pied de largeur en arrière sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 177 dudit chemin Ste-Marie. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Châteauguay, comté de Beau-

TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1966 at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
December 6, 1965. 13150-51-2-0
[First insertion: December 18, 1965]
[Second insertion: January 8, 1966]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Magistrate's Court, { DAVID ROY, annuitant,
No. 34-247. { St-Georges, Beauce,
plaintiff, *vs* BERTRAND
LESSARD, St-Georges, Beauce, defendant.

To be sold the following immovable:

«An emplacement situated in the parish of St-Georges, county of Beauce, being part of lot number six hundred and thirty-five (Pt 635) of the official cadaster, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Boundaries: on the north-east by the road going from St-Georges to St-Martin, on the north-west by lot number six hundred and thirty-four (634) of the said cadaster, on the south-west by lot number six hundred and thirty-six (636) of the same cadaster, and on the south-east by lot number six hundred and thirty-seven (637), the whole as fenced in, subject to a right of passage in favour of Horace Gendreau if this right of passage exists legally, and subject to a servitude of the Shawinigan Water & Power Company.»

To be sold at the parochial church door of the town of St-Georges East, county of Beauce, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, December 28, 1965. 13391-1-2
[First insertion: January 8, 1966]
[Second insertion: January 29, 1966]

BEAUHARNOIS

De Terris
District of Beauharnois

Superior Court, { SUN LIFE ASSURANCE
No. 9391. { COMPANY OF CANADA, a doby politic and corporate, having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff, *against* JOHN LANDRIGAN, traffic clerk of Chateauguay Centre, county of Châteauguay, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court, in our district of Beauharnois a judgment declaring the following immobeable, to wit:

«That certain emplacement of irregular figure fronting on Saint Mary's Road, in the municipality of Châteauguay Centre, Province of Quebec, known and designated as subdivision twenty of lot one hundred and twenty-one (121-20), on the official plan and book of reference of the Parish of St-Joachim of Châteauguay measuring fifty-eight feet in width in front, sixty-four feet and five-tenths of a foot in width in rear by a depth of ninety feet, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 177 in said Saint Mary's Road.»

To be sold at the parochial church door of St-Joachim de Châteauguay, county of Beauhar-

harnois, et district de Beauharnois, le MERCREDI le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1966, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 9 décembre 1965. 13190-51-2
[Première: incertion le 18 décembre 1965]

nois, and district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of JANUARY 1966, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff's Office, Sheriff.
Valleyfield, December 9, 1965. 13190-51-2-0
[First insertion: December 18, 1965]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure de Montréal, No 688288. } INDIVIDUAL INVESTMENT CORP., un corps politique et corporatif, dûment constitué en corporation,

conformément à la Loi et ayant son siège social et sa principal place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse vs LES HÉRITIERS DE FEU ROLLAND PÉPIN, de son vivant entrepreneur peintre, des ville et district de Montréal, et DAME LAURETTE DUQUETTE, veuve de feu Rolland Pépin, des ville et district de Montréal, défendeurs.

« Un emplacement situé en la paroisse de St. Damien de Brandon, comté de Berthier, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante-quinze (Pt. 275) de cadastre de ladite paroisse de St. Damien de Brandon, mesurant cinquante-huit pieds de largeur, sur la profondeur qu'il y a du chemin public à aller au Lac Corbeau; Borné en front par le chemin public, en profondeur par le Lac Corbeau, d'un côté à autre partie dudit lot appartenant à Arthur Gauvin, et de l'autre côté par le résidu dudit lot appartenant à Géraldine Rondeau.

Avec bâtisses dessus construites, et notamment un chalet d'été d'un étage et demi et un garage, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St. Damien de Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, le JEUDI, DIX-SEPTIÈME jour du mois de FÉVRIER de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.
Joliette, ce 3 janvier 1966. 13427-1-2-0

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 614 681. } INDUSTRIAL CONCRETE FLOOR FURNISHING CO. LTD., demanderesse, vs UNIVERSITY HOLDINGS CORPORATION, défenderesse.

« Ce certain emplacement ayant front sur la rue Ranger, en la cité de St-Laurent, composé de:

a) la resubdivision deux de la subdivision cinq cent soixante-quatorze du lot originaire no quarante-quatre (44-574-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent;

b) la resubdivision un et deux de la subdivision cinq cent soixante-quinze du lot originaire no quarante-quatre (44-575-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent;

c) la resubdivision un de la subdivision cinq cent soixante-seize du lot originaire no quarante-

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Superior Court of Montreal, No. 688288. } INDIVIDUAL INVESTMENT CORP., a body politic and corporate, duly incorporated according to law

and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs THE HEIRS OF THE LATE ROLLAND PÉPIN, in his lifetime paint contractor, of the city and district of Montreal and DAME LAURETTE DUQUETTE, widow of the late Rolland Pépin, of the city and district of Montreal, defendants.

«An emplacement situated in the parish of St. Damien de Brandon, county of Berthier, known and designated as being a part of lot number two hundred and seventy-five (Pt. 275) of the cadastre for the parish of St. Damien de Brandon, measuring fifty-eight feet in width, by the depth there is from the public Road to Corbeau Lake; Bounded in the front by the public Road, in depth by Corbeau Lake, on a side by another part of said lot belonging to Arthur Gauvin, and on the other side by the residue of said lot belonging to Géraldine Rondeau.

With buildings thereon erected, and namely, a one storey and a half summer cottage and a garage, circumstances and dependencies.»

To be sold at the parochial church door of St. Damien de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, on THURSDAY, SEVENTEENTH day of the month of FEBRUARY of the year 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, January 3, 1966. 13427-1-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 614 681. } INDUSTRIAL CONCRETE FLOOR FURNISHING CO. LTD., plaintiff, vs UNIVERSITY HOLDINGS CORPORATION, defendant.

«That certain emplacement fronting on Ranger Street in the city of St. Laurent, composed:

(a) Of resubdivision two of subdivision five hundred and seventy-four of original lot No. forty-four (44-574-2) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent;

(b) Of resubdivision one and two of subdivision five hundred and seventy-five of original lot No. forty-four (44-575-1 and 2) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent;

(c) Of resubdivision one of subdivision five hundred and seventy-six of the original lot

quatre (44-576-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent.

Ensemble avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 11,780 de la rue Ranger.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Montréal, le ONZIÈME jour du mois de FÉVRIER 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 3 janvier 1966. 13428-1-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 684908 { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* GEORGES AUGER & JACQUES GEOFFRION, défendeurs.

« Un emplacement situé à Beloeil, connu et désigné comme étant composé des lots deux cent quatorze et deux cent quinze de la subdivision du lot originaire quarante-et-un (41-214 et 215) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Mathieu de Beloeil, avec maison y dessus érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, le ONZIÈME jour du mois de FÉVRIER 1966, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 3 janvier 1966. 13429-1-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 693 724 { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* GEORGE MARTIN, défendeur, et A. GORIN & E. BURACK, Syndies, défenseurs-ès-qualité.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession des défenseurs-ès-qualité.

« Ce certain emplacement ayant front sur le boulevard Samson, dans la municipalité de la cité de Chomedey connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-treize de la subdivision du lot originaire numéro dix (10-93) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, dans le comté de Laval.

Ledit lot est de figure trapézoïdale et mesure cinquante-cinq pieds (55'0) de largeur par cent quatorze pieds et soixante-neuf centièmes de pied (114'69) de profondeur dans sa ligne nord-ouest et cent quinze pieds (115') de profondeur dans sa ligne sud-est.

Avec la résidence dessus érigée portant jusqu'à maintenant le numéro civique 5099 dudit boulevard Samson.

Telle que la propriété existe maintenant avec tous ses droits, membres et appartenances, le tout sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, comté de Laval, (cité de Chomedey, maintenant cité de Laval), le ONZIÈME jour du mois de FÉVRIER 1966, à DEUX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 3 janvier 1966. 13430-1-2

No. forty-four (44-576-1) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent.

Together with buildings thereon erected and bearing civic number 11,780 Ranger Street."

To be sold at the Sheriff's Office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of the month of FEBRUARY 1966, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 3, 1966. 13428-1-2-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 684908. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* GEORGES AUGER & JACQUES GEOFFRION, defendants.

"An emplacement situated at Beloeil, known and designated as being composed of lots two hundred and fourteen and two hundred and fifteen of the subdivision of original lot forty-one (41-214 and 215) on the official plan and book of reference of the parish of St-Mathieu de Beloeil, with house thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Mathieu de Beloeil, on the ELEVENTH day of the month of FEBRUARY, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 3, 1966. 13429-1-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 693 724. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* GEORGE MARTIN, defendant, and A. GORIN & E. BURACK, trustees, defendants-ès-qualité.

As belonging to the defendant but in the possession of the defendants-ès-qualité.

"That certain emplacement fronting on Samson Boulevard, in the municipality of the city of Chomedey known and designated as being lot number ninety-three of the subdivision of original lot number ten (10-93) on the official plan and book of reference of the parish of St-Martin, in the county of Laval.

The said lot is of trapezoidal figure and measures fifty-five (55'0) feet in width by one hundred and fourteen feet and sixty-nine one hundredths of a foot (114'69) in depth in its northwest line and one hundred and fifteen feet (115') in depth in its southeast line.

With the dwelling thereon erected bearing as yet civic number 5099 of said Samson Boulevard.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, the whole without exception or reserve of any kind".

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Martin, county of Laval, (city of Chomedey, now city of Laval), on the ELEVENTH day of the month of FEBRUARY 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 3, 1966. 13430-1-2-0

QUÉBEC

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **P. A. MARTINEAU**, industriel, domicilié et résidant à St-Gilles, comté de Lotbinière, contre **CHAUSSURES ST-GILLES LIMITÉE**, corps politique légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires à St-Gilles, comté de Lotbinière.

« 1° Un emplacement faisant partie du lot cent soixante-quatorze (p-174) du cadastre pour la paroisse de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, de forme irrégulière et mesurant dans sa ligne sud, soixante-cinq pieds; dans sa ligne nord, cent trente pieds et dans ses lignes est et ouest, cent un pieds, le tout plus ou moins, mesures gnalsises et borné comme suit: au sud par l'emplacement de Jean-Luc Montminy, au nord par ceux de M. M. Lionel Custeau, Henri Goulet et Victor Goulet, Olive Veilleux à l'est, par Arthur Aubert et à l'ouest par Jean Aubert et par le terrain ci-après décrit;

2° Une lisière de terrain de seize pieds de largeur située au sud-ouest de l'emplacement sus-décrié pour communiquer de l'emplacement décrit au paragraphe « 1 » des présentes, au chemin public et comprenant toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public et le terrain décrit au paragraphe « 1 » des présentes et bornée comme suit: au sud par l'emplacement de madame Arthur Montminy, au nord par les emplacements de Jean Aubert et P.-A. Martineau; à l'ouest par le chemin public et à l'est par l'emplacement décrit au paragraphe « 1 » des présentes, tel que le tout est actuellement, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Gilles, comté de Lotbinière, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, **ALBERT-F. RACETTE**,
 Québec, le 14 décembre 1965. 13220-51-2-o
 [Première insertion: 18 décembre 1965.]
 [Deuxième insertion: 8 janvier 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **THE ROYAL TRUST COMPANY**, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la cité de Montréal et un bureau d'affaires à Québec, district de Québec, P.Q. contre **CLAUDE TREMBLAY**, domicilié au numéro 3450 Des Bois, cité de Ste-Foy, district de Québec, P.Q.

« La subdivision deux cent soixante et onze du lot originaire numéro trente-cinq (35-271) du cadastre de Ste-Foy, comté de Québec, avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le ONZIÈME jour de FÉVRIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE**,
 Québec, le 30 décembre 1965. 13392-1-2-o
 [Première insertion: 8 janvier 1966]
 [Deuxième insertion: 29 janvier 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: **P. A. MARTINEAU**, industrialist, domiciled and residing at St-Gilles, county of Lotbinière, vs **CHAUSSURES ST-GILLES LIMITÉE**, body politic legally incorporated having its principal place of business at St-Gilles, county of Lotbinière.

"1. An emplacement being part of lot one hundred and seventy-four (p-174) of the cadaster for the parish of Saint-Gilles, county of Lotbinière, of irregular form and measuring in its south line sixty-five feet; in its north line, one hundred and thirty feet and its east and west lines, one hundred and one feet, the whole more or less, English measures and bounded as follows: on the south by the emplacement of Jean-Luc Montminy, on the north by those of Messrs. Lionel Custeau, Henri Goulet and Victor Goulet, Olive Veilleux, on the east by Arthur Aubert and on the west by Jean Aubert and by the terrain hereafter described:

2. A strip of land of sixteen feet in width situated on the southwest of the above-described emplacement to communicate from the emplacement described in paragraph "1" of these presents to the public road and comprising the whole depth existing between the public road and the terrain described in paragraph "1" of these presents and bounded as follows: on the south by the emplacement of Mrs. Arthur Montminy, on the north by the emplacements of Jean Aubert and P.-A. Martineau; on the west by the public road and on the east by the emplacement described in paragraph "1" of these presents, such as the whole exists presently, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Gilles, county of Lotbinière, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,

Sheriff's office, **Deputy-Sheriff**,
 Québec, December 14, 1965. 13220-51-2
 [First insertion: December 18, 1965.]
 [Second insertion: January 8, 1966.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: **THE ROYAL TRUST COMPANY**, a corporation legally constituted having its head office in the city of Montreal, and a place of business in Québec, district of Québec, P.Q., against **CLAUDE TREMBLAY**, domiciled at number 3450 Des Bois, city of Ste-Foy, district of Québec, P.Q.

"The subdivision two hundred and seventy-one of the original lot number thirty-five (35-271) of the cadastre for Ste-Foy, county of Québec, with the building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Québec, on the ELEVENTH day of FEBRUARY, next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, **Deputy-Sheriff**,
 Québec, December 30, 1965. 13392-1-2
 [First insertion: January 8, 1966]
 [Second insertion: January 29, 1966]

du côté est, parallèlement à la ligne ouest, cent trente-cinq pieds en partant du chemin public au nord et courant sud sur une distance d'environ cent trente-cinq pieds, soit à cinquante pieds au nord des bâtiments qui s'y trouve et appartenant à Frs-Xavier Fortin; et de là ladite ligne faisant angle droit vers l'ouest et courant ouest environ cent cinquante pieds; de là faisant un angle droit vers le sud et courant sud environ trois cent soixante-cinq pieds et passant cinquante pieds à l'ouest des bâtiments ci-dessus relatés; et de là ladite ligne faisant un angle droit vers l'ouest et courant ouest environ cent soixante-dix pieds jusqu'à son point de rencontre avec la ligne ouest dudit terrain, circonstances et dépendances sauf à en distraire, le terrain décrit au paragraphe 1 ci-dessus. Lequel terrain a été acquis de Dame Vve Azarias Desmeules.

4° Un certain terrain situé dans ladite paroisse de St-Louis de Chambord, mesurant deux cent dix-neuf pieds de largeur dans la direction nord-sud, sur deux cent pieds de longueur ou profondeur dans la direction est-ouest, faisant partie du lot un du rang trois, sud rue Hébert, section ouest, du cadastre du village de Métabetchouan non incorporé et de l'ancien chemin Kénogami, circonstances et dépendances, borné comme suit: vers l'est au résidu dudit chemin Kénogami; soit à cinq cents pieds à l'ouest du résidu dudit lot un au nord à la rue qui s'y trouve, séparant les rangs deux et trois, et au sud, au résidu dudit chemin Kénogami et du lot un, circonstances et dépendances. Lequel terrain a été acquis de Lucien Desmeules et provenait de l'échange de de dernier avec Frs-Xavier Fortin.

5° Un certain terrain situé dans ladite paroisse de St-Louis de Chambord de figure irrégulière, mesurant du côté nord, vingt-deux pieds de largeur en front, et soixante-quinze pieds de largeur en arrière, sur trois cent vingt-cinq pieds de profondeur du côté nord, la ligne sud dudit terrain de décrit comme suit: ladite ligne partant desdits vingt-deux pieds de front, du côté sud, du côté sud desdits vingt-deux pieds et se dirigeant nord-est sud-ouest sur une longueur d'environ deux cent soixante pieds; et là se dirige sur une longueur de cent pieds, lequel terrain a une superficie totale de dix-huit mille quatre cent douze pieds en superficie environ; lequel terrain fait partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros deux et trois (Ptie Nos 2 et 3) du rang deux, sud rue Hébert, section est, du cadastre du village de Métabetchouan non incorporé et est borné comme suit: vers l'est au chemin public vers l'ouest au terrain de Joseph Desmeules, joignant au nord encore au terrain de Joseph Desmeules et au sud et sud-est au terrain de la compagnie.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Émilin de Desbiens dans le comté Lac St-Jean, district de Roberval, le DIXIÈME jour de FÉVRIER 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
 Palais de Justice, Roberval, LÉON-AURICE LAVOIE,
 le 28 décembre 1965. 13393-1-2-0

side to the road approximately three hundred and twenty feet on the east side, parallel to the west line, one hundred and thirty-five feet leaving from the public road to the north and running south on a distance of approximately one hundred and thirty-five feet, being fifty feet to the north of the buildings found there and belonging to Frs-Xavier Fortin; and thence the said line making a right angle to the west and running west approximately one hundred and fifty feet; thence making a right angle to the south and running south approximately three hundred and sixty-five feet and passing fifty feet to the west of the buildings hereabove related; and thence the said line making a right angle to the west and running west approximately one hundred and seventy feet up to its meeting point with the west line of the said land, circumstances and dependencies safe to distract, the land described in paragraph 1 hereabove. The said land was acquired from Mrs. Azarias Desmeules widow.

4. A certain piece of land situated in the said parish of St-Louis de Chambord, measuring two hundred and nineteen feet in width in the north-south direction, by two hundred feet in length or depth in the east-west direction, being part of lot one of range three, south of Hébert Street, West section, of the cadastre of the village of Métabetchouan unincorporated and by the former Kénogami road, circumstances and dependencies, bounded as follows: to the east by the residue of said Kénogami road; being at five hundred feet to the west of the residue of said lot one to the north of the street found there, separating ranges two and three, and to the south by the residue of said Kénogami road and by lot one, circumstances and dependencies. The said land was acquired from Lucien Desmeules and resulted from the exchange of the latter with F. X. Fortin.

5. A certain piece of land situated in the said parish of St-Louis de Chambord of irregular figure, measuring on the north side, twenty-two feet in width in front, and seventy-five feet in width in back, by three hundred and twenty-five feet in depth on the north side, the south line of the said land described as follows: the said line leaving from the twenty-two feet in front, on the south side, by the south side of said twenty-two feet and going north-east south-west by a length of approximately two hundred and sixty feet; and then makes its way on a length of one hundred feet, the said land containing a total area of eighteen approximately thousand four hundred and twelve feet in area; the said land being part of lots of land known and designated under numbers two and three (Pt. Nos. 2 and 3) of range two, south of Hébert Street, East section, of the cadastre of the village of Métabetchouan unincorporated and is bounded as follows: to the east by a public road to the west by the land of Joseph Desmeules, joining again to the north the land of Joseph Desmeules and to the south and south east the land of the company.

To be sold at the church door of the parish of St-Émilin de Desbiens, in the county Lac St-Jean, district of Roberval, on the TENTH day of FEBRUARY, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *LÉON-AURICE LAVOIE,*
 Court House, *Sheriff.*
 Roberval, December 28, 1965. 13393-1-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
Sherbrooke, { AGRICOLE DU QUÉ-
No 4421. { BEC, corps politique et in-
corporé, ayant siège social à

Québec, district de Québec, requérant *vs* LÉO-POLD DAIGLE, autrefois cultivateur de St-Julien, Comté de Wolfe, maintenant domicilié à 2 rue Cousineau, Pont-Viau, comté de Laval, district de Montréal, intimé.

« 1^o Une terre sise à St-Julien, connue sous le numéro quinze-A (15-A) du premier rang, au cadastre officiel du canton de Wolfestown, contenant cent acres, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous réserve: de la coupe de bois de commerce sur le susdit terrain en faveur de MM. Fortunat Fortier et Léo Morin:

2^o Une terre connue sous les numéros quatorze-C et quatorze-D (14-C et 14-D) du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wolfestown, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances:

Distraction faite dudit lot quatorze-D: a) De la partie vendue par Eugène Laflamme à les Commissaires d'Écoles de la municipalité de St-Julien de Wolfestown, par acte devant le notaire Poitras, le 29 juillet 1930, dont copie a été enregistrée en la division d'enregistrement de Wolfe le 24 juillet 1931 sous No 37090. b) De la lisière vendue par Roland Daigle à les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Julien de Wolfestown, par acte en date du 14 février 1957, devant le notaire Poitras, dont copie a été enregistrée en la susdite division d'enregistrement le 18 février 1957 sous No 62,336.

Distraction faite dudit lot quatorze-C d'un morceau de terre contenant douze pieds carrés renfermant une source suivant acte de bordereau par Me Jean Tétreault, notaire, devant Me Gaston Tétreault, le 7 décembre 1956, dont copie a été enregistrée en la susdite division d'enregistrement le 13 décembre 1956 sous No 62205.

Pour être vendus « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de St-Julien de Wolfestown, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de justice, Sherbrooke,
ce 9 décembre 1965. 13197-51-2-0
[Première insertion: le 18 décembre 1965]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { GISELA ANNETTA
No 56267. { KEMPER (née Kuet-
{ gens) séparée de biens et judi-
ciairement séparée de corps et de biens de Albert Karl Kemper, de la ville de Rosemère, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* ALBERT KARL KEMPER, magasinier, autrefois de la ville de Rosemère, district de Terrebonne, maintenant de domicile inconnu, défendeur.

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
Sherbrooke, { CREDIT BUREAU,
No. 4421. { body politic and corporate,
{ having its head office in

Quebec, district of Quebec, petitioner, *vs* LÉO-POLD DAIGLE, formerly a farmer of St-Julien, county of Wolfe, now domiciled at 2 Cousineau St., Pont-Viau, county of Laval, district of Montreal, respondent.

"1. A farm lying in St-Julien, known under number fifteen-A (15-A) on range one in the official cadastre of the township of Wolfestown, having an area of one hundred acres, more or less, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, under reservation of commercial wood cutting on the said lot of land in favour of Messrs Fortunat Fortier and Léo Morin:

2. A farm known under number fourteen-C and fourteen-D (14-C and 14-D) on range one on the official plan and in the book of reference of the township of Wolfestown, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies:

To be taken from said lot fourteen-D: (a) The part sold by Eugène Laflamme to the School Commissioners for the municipality of St-Julien de Wolfestown, by a deed drawn up before the notary Poitras on July 29, 1930, a copy of which was registered in the registration division of Wolfe on July 24, 1931, under No 37090; (b) The strip sold by Roland Daigle to the School Commissioners for the municipality of St-Julien de Wolfestown, by a deed drawn up by the notary Poitras, on February 14, 1957, a copy of which was registered in the aforementioned registration division on February 18, 1957, under No. 62,336.

To be withdrawn from said lot fourteen-C is a piece of land having an area of twelve square feet and including a spring according to an "acte de bordereau" drawn up by Me Jean Tétreault, notary, before Me Gaston Tétreault, on December 7, 1956, a copy of which was registered in the aforementioned registration division on December 13, 1956, under No. 62205."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Julien de Wolfestown, on the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sherbrooke, Sheriff.
December 9, 1965. 13197-51-2
[First insertion: December 18, 1965.]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { GISELA ANNETTA
No. 56267. { KEMPER (née Kuet-
{ gens) separate as to property
and judicially separate as to bed and board of olbert Karl Kemper, of the toan of Rosemère, district of Terrebonne, plaintiff *vs* ALBERT KARL KEMPER, stock keeper, formerly of the Awn of Rosemère, district of Terrebonne, now ftunknown inhereabouts defendant.

Avis de vente

L'immeuble décrit ci-après, appartenant au défendeur.

« Un emplacement situé dans la ville de Rosemère, connu et désigné comme suit :

1° Le lot numéro cent soixante de la subdivision du lot originaire numéro quarante-et-un (41-160) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville; contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds et deux centièmes de pieds dans la ligne nord et cent onze pieds dans la ligne sud, mesure anglaise et plus ou moins.

2° Le lot numéro cent cinquante-neuf de la subdivision du lot originaire numéro quarante-et-un (41-159) des mêmes plan et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville; contenant cent quatorze pieds et sept centièmes de pied dans la ligne sud et cent onze pieds dans la ligne nord par une largeur de cinquante pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins et étant borné, en front, à l'est par une rue, à l'arrière par le lot officiel numéro quarante-deux (maintenant subdivisé) au nord par la subdivision du lot numéro cent soixante dudit lot numéro quarante-et-un et au sud par la subdivision du lot numéro cent cinquante-huit dudit lot officiel numéro quarante-et-un.

Avec la maison et autres bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 185, rue John, Rosemère, Québec, à charge et sans préjudice d'une hypothèque détenue par Craig Investment Limited à Albert Karl Kemper en date du 22 janvier 1962, passée devant Me Claude Laberge sous le numéro 5633 de ses minutes et enregistrée sous le numéro 262,856 au Bureau d'Enregistrement du district de Terrebonne, et d'une hypothèque détenue par Christopher V. Coleman à Albert Karl Kemper en date du 14 juin 1960, passée devant Me Maurice Labelle sous le numéro 3721 de ses minutes et enregistrée sous le numéro 246,487 au Bureau d'Enregistrement du district de Terrebonne. »

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Françoise Cabrini, à Rosemère, comté de Terrebonne, MERCREDI, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions; comptant.

Le Shérif.

Bureau du Shérif. VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 30 décembre 1965. 13431-1-2

Notice of sale

The immoveable hereafter described, belonging to the defendant.

"An emplacement situate in the town of Rosemère, known and designated as follows:

1. Lot number one hundred and sixty of the subdivision of the original lot number forty-one (41-160) of the plan and in the book of reference of the parish of Ste Thérèse de Blainville; containing fifty feet in width by one hundred feet and two hundredths of a foot in the northerly line and one hundred and eleven feet in the southerly line, English measure and more or less.

2. Lot number one hundred and fifty-nine of the subdivision of the original lot number forty-one (41-159) of the same plan and in the book of reference of the parish of the Thérèse de Blainville; containing one hundred and fourteen feet and seven hundredths of a foot in the southerly line and one hundred and eleven feet in the northerly line by a width of fifty feet, the whole English measure and more or less and being bounded, in front, to the east by a street, in rear by lot official number forty-two (now subdivided) to the north by subdivision lot number one hundred and sixty of the said lot number forty-one and to the south by subdivision lot number one hundred and fifty-eight of the said official lot number forty-one.

With the house and other buildings thereon erected bearing Civic number 185 John Street, Rosemère, Quebec, enumbered and without prejudice of a mortgage held by Craig Investment Limited to Albert Karl Kemper dated January 22, 1962, passed before Me Claude Laberge under number 5633 of his minutes and registered under number 262,856 at the Registry Office of the district of Terrebonne, and of a mortgage held by Christopher V. Coleman to Albert Karl Kemper dated June 14, 1960, passed before Me Maurice Labelle under number 3721 of his minutes and registered under number 246,487 at the Registry Office of the district of Terrebonne."

To be sold at the church door of Ste Françoise Cabrini, at Rosemère, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1966 at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions; cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, December 30, 1965. 13431-1-2

Arrêté en Conseil

Order in Council

Arrêté en conseil No. 2463

Order in Council no 2463

Avis de correction

Notice of correction

Dans l'arrêté en conseil no 2463, publié à la page 43 de la présente édition de la *Gazette officielle de Québec*, veuillez faire la correction suivante: Dans le texte anglais, section 1, paragraphe 1.01, sous-paragraphe K, à la première ligne, ajoutez après le mot « sharing » le mot « pension », pour que le début de cette ligne se lise comme suit: « Deferred profit sharing pension plan ».

In the Order in Council No. 2463, published on page 43 of the present edition of the *Quebec Official Gazette*, please make the following correction: In the English text, Division 1, paragraph 1.01, sub-paragraph K, in the first line, add after the word "sharing" the word "pension", so that the beginning of this line will read as follows: "Deferred profit sharing pension plan".

INDEX N° 1

ARRÊTÉS en Conseil	ORDERS in Council
2463 - Régie des rentes du Québec	43
2463 - Quebec Pension Board	43
2463 - Régie des rentes du Québec (<i>Correction</i>)	107
2463 - Quebec Pension Board (<i>Correction</i>)	107
2477 - Classement de la statue de Notre-Dame du Saguenay située à Cap Trinité	53
2477 - Classification of the statue of Notre-Dame du Saguenay, situated at Cap Trinité	53
2478 - Classement de l'épave du Marquis de Malauze, située à Ristigouche	53
2478 - Classification of the wreckage of Marquis de Malauze, situated at Ristigouche	53
2482 - Amendement aux règlements déterminant les indemnités payables aux jurés	54
2482 - Amendment to the regulations determining allowances payable to jurors	54
2485 - Soustraction à la prospection et au jalonnement en claims miniers de l'Île Petite Basque, canton Letellier, district électoral de Duplessis	54
2485 - Withdrawal from prospecting and staking of mining claims of Ile Petite Basque, township of Letellier, electoral district of Duplessis	54
2491-A - Commerce de détail, Chicoutimi	55
2491-A - Retail trade, Chicoutimi	55
2491-B - Commerce de détail, Chicoutimi	55
2491-B - Retail trade, Chicoutimi	55
ASSOCIATIONS coopératives	COOPERATIVE Associations
Association coopérative d'aqueduc du Vieux Fort (L') (<i>Form.</i>)	56
Association coopérative forestière de Dupuy (<i>Form.</i>)	56
Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Antoine Daniel (Association coopérative) (<i>Form.</i>)	56
Chantier coopératif de l'U.C.C. de St-Thomas Didyme, association coopérative (<i>Nom - Name ch.</i>)	56
Coop radio taxi St-Léonard, association coopérative (<i>Form.</i>)	56
AVIS	NOTICES
Birjariu, Mark (<i>Requête - Petition</i>)	57
Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec (<i>Règl.</i>)	57
Corporation of Master Pipe Mechanics of Quebec (<i>By-laws</i>)	57
Québec-Ouest, ville - town (<i>Requête - Petition</i>)	58
BILLS	BILLS
Bills privés (<i>Introduction</i>)	59
Private bills (<i>Introduction</i>)	59
CAISSES d'épargne et de crédit	SAVINGS and credit unions
Caisse d'Économie des employés de Domtar « Windsor » (<i>Form.</i>)	59
Caisse d'Économie Shawinigan (<i>Form.</i>)	59
Caisse d'Économie Kipawa Credit Union (<i>Form.</i>)	59
COMPAGNIES	COMPANIES
Avis relatifs à la loi des Chartes - Abandon de	Notice relative to the Act of Charters - Surrender of
Anbar Investments Ltd.	61
Brotherhood Centre Inc.	61
Foley Brothers (Quebec) Inc.	60
Halifax-Triton Ltd.	61
High-Poultry Farm Ltd.	60
Lake Resorts Investment Company	61
National Quarries Limited	60
Nor Charm Ltd.	60
Skyline Realties Inc.	61
Taverne J. J. Henri Inc.	60
Transbec Securities Corporation Ltd.	61
Divers	Miscellaneous
Bio Investments Inc. (<i>Dir.</i>)	63
Clear Brook Game Club of Ormstown (<i>Dir.</i>) (<i>By-laws</i>)	63
Club de chasse « Clear Brook » d'Ormstown (<i>Dir.</i>) (<i>Règl.</i>)	63
École progressive inc. (L') (<i>Dir.</i>)	62
Festivals de Murray Bay inc. (<i>Règl.</i>)	63
Hi-Poultry Farm Ltd.	62
Lintone Electronics Corp. (<i>Dir.</i>)	63
Loisirs St-Albert-le-Grand (<i>Règl.-By-laws</i>)	62
Murray Bay Festivals Inc. (<i>By-laws</i>)	63
Placements Bio inc. (Les) (<i>Dir.</i>)	63
Wilson (J. M.) Inc.	62
Lettres patentes	Letters Patent
A-1 Securities Inc.	2
Achats immobiliers Pinard, Gagnon & Lebrun inc.	2
Aéroport Bélair inc.	3
Agences immobilières Lamarre inc. (Les)	3
Alder Holdings Inc.	3
American Paper Box (1965) Ltd.	4
Angel-Etts of Canada Ltd.	4
Atomic Transport Inc.	4
Agenor Blais inc.	5
Bélair Airport Inc.	3
Blouin (Georges) inc.	5
Bouchard (Pierre) ltée	5
Boulevard Construction Co. Ltd.	5
Boutique Clarice inc.	6
Canada Welding & Safety Supplies Ltd.	6
Canadian "SPA" Inc.	6
Cave Don Juan Ltd.	7
Cercle des officiers Le Régiment de Maisonneuve (Le)	7
Charlotte & De Bullion Estates Limited	8
Choinière & Martel inc.	8
Choquette transport ltée	8
Cie de tuyauterie de la rive Sud ltée (La)	35
Cine Craft Printing Ltd.	9
Clero Mines Ltd.	9

Lettres patentes	Letters Patent
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>
Club auto-neige Beloeil	9
Club de curling de Howick incorporé (Le)	15
Club des Lions de Lachute inc. (Le)	18
Coffre fort national incorporée	25
Coleraine Video Inc.	10
Comité d'aide aux personnes âgées de la région d'Amos (Le)	10
Confiserie Chomedey inc.	10
Crosvan Limited	11
Crosvan limitée	11
Delisle (Raymond) (1965) ltée	11
Develmont inc.	11
Domaine Neufchâtel inc.	12
Édités Vie et Carrière inc. (Les)	12
Eiffel Tower Furniture Co. Ltd.	12
F. A. T. Construction Company Limited	13
Fashion Belt & Novelty Inc.	13
Fondation Pillenière inc.	13
Foyer Sacré-Coeur de Jésus, d'East Broughton, comté de Beauce	14
Freddy Products Ltd.	31
G. L. Lumber Co. Ltd.	14
Golfman (C.) Investments Inc.	14
Heritage Homes Ltd.	15
Home-Frocks Limited (<i>Correction</i>)	63
Hôtel motel La France, ltée	15
Howick Curling Club Incorporated	15
Immeubles Bazinet & fils inc. (Les)	16
Industrie de ciment d'Alma ltée (L')	16
Jacque Inc.	16
K-Bec Food Products Ltd.	17
Kelly & Kelly inc.	17
Keystone Construction Corp.	17
Kobec Limited.	18
Kobec limitée.	18
Lachance & fils inc.	18
Lachute Lions Club Inc. (The)	18
Lacroix (Roméo) inc.	19
Lacroix terrazzo & mosaïque ltée	19
Lamarre Real Estate Agencies Inc.	3
Land Associates of Montreal Ltd.	19
Langelier Investments Inc.	20
Lapointe (Gilles) auto location, ltée	20
Lavoie (Roland) inc.	20
Lennut (Canada) limitée	21
Ley Chibougamau Mining Co. Ltd.	21
Limrog Leasing Corp.	21
Loretville Holdings Ltd.	21
Lorraine Lumber Co. Ltd.	22
Lucky Property Inc.	22
Lustro métal inc.	22
M & M Bricklaying Co. Ltd.	23
M. & P. Marine Leasing Inc.	23
Marimic construction inc.	23
Melnick (Dave) Enterprises Inc.	24
Meubles Tour Eiffel et cie ltée (Les)	12
Miss Quebec Racing Team Inc.	24
Miss Victoria Restaurant Inc.	24
Napierville Fasteners Inc.	25
National Safe Incorporated	25
Nicala Sportswear Inc.	25
Nicobois inc.	26
Northland Airways Limited	26
Oeuvre des loisirs de la S. S. J. B. de Rivière Blanche inc.	26
Oeuvre des terrains de jeux (O. T. J.) de Maria (L')	27
Olde Time Pubs Inc.	27
P. B. I. Safety Services Limited	27
Parson & Misiurak Construction Ltd.	28
Phenix limousine inc.	28

Phillips Square Properties Limited	28
Picard construction inc.	29
Placements Deschênes inc.	29
Placements Galaxie inc. (Les)	29
Placements Langelier inc. (Les)	20
Plante (E. G.) garage inc.	30
Presto construction ltée	30
Prévost textiles inc.	30
Produits Freddy ltée (Les)	31
Projets Cartier inc. (Les)	31
Provincial Transmission Inc.	31
Ramapti inc.	32
Résidence Montréal-Nord inc.	32
Rita fleuriste inc.	32
Royal Trailers Inc.	32
S. B. limitée	33
S. & S. Cigar Stand Inc.	33
St. Hilaire Auto Inc.	33
Service de documentation pastorale inc.	34
Service de location 66 inc.	34
Sheba Holdings Inc.	34
Sherbers Holdings Ltd.	35
South Shore Pipe Work Co. Ltd.	35
* SPA * canadien inc.	6
Steinberg Agencies Limited	35
Studio O. Allard photographes inc.	36
Summerlea Industrial Park Limited	36
Super marché Frontenac inc.	36
Talarico (Noël) Orchestra Inc.	37
Taverne St-Laurent inc.	37
Telbec inc.	37
Télé-publicité (Montréal) inc.	38
Townships Playhouse Guild Incorporated (The)	38
Trebor Development Inc.	38
Valiant Construction Ltd.	39
Vincent plomberie - chauffage inc.	39
West Island Promotions Ltd.	39
Wilson's Funeral Home Inc.	40
Young Casuals Inc.	40

Lettres patentes supplémentaires **Supplementary Letters Patent**

Aluminium Building Products (Montreal) Ltd.	40
Bardou limitée	40
Belgrave Press Limited	41
Cameo Crafts Investment Corp.	41
Centre de pneu Victoriaville inc.	41
Empire Minerals Inc.	41
Harrods of Peel St. Inc.	42
Investissements Rocan inc. (Les)	42
Lécuyer & fils ltée	42
Placements Saint-Michel inc. (Les)	42
Plourde (P. H.) limitée	42
Raysem Consultants Corp.	43
Rocan Investments Inc.	42
Tower Equipment Corporation	43

Sièges sociaux **Head Offices**

Bio Investments Inc.	66
Centre de Renovation Pincourt Inc.	63
Dougale Investments Ltd.	67
Édifice des Arts Graphiques Limitée	64
Entreprises Château ltée (Les)	66
Fletcher Securities Limited	64
Graphic Arts Building Limited	64
Gribeauval (Georges M.) Inc.	64
Hôtel National St-Jean Inc.	64
Leo, Limited	65
Leo, Limitée	65
Matigé inc.	66
Montreuil (Gaëtan) Inc.	67
Pincourt Renovation Center Inc.	63
Placements Bio inc. (Les)	66

Sièges sociaux (suite)	Head Offices (continued)		
Quebec Sportservice Inc.	64	Dorval Racing Club Inc.	76
R. C. construction inc.	67	Drolet, Claudine	68
S. V. Construction Ltd.	65	Église Orthodoxe Sainte-Marie	75
Sago Associates Incorporated	65	Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec (La)	70
Sarnel Associates Incorporated	65	Federation of Jewish Community Services of Montreal	74
Sherhers Holdings Ltd.	67	Gaspesian Racing Club Inc.	77
Sportfair Inc.	66	Gatineau County Racing Association	73
Tanzer Industries Ltd.	66	Grand-Pré Racing Club Inc.	77
		Hôpital Général de Québec	71
		Hull Racing Association	73
		Institut des Secrétaires agréés du Québec (L')	89
		Jacques-Cartier, cité - city	90
		Kingsmere Racing Association	73
		Laurentian Raceways Club	84
		Laurentian Racing Club Inc.	76
		Laval Racing Club Inc.	76
		Laval Raceways Club	85
		Louan Racing Club Inc.	78
		Lucerne Racing Association	74
		Maplewood Racing Club Inc.	80
		Metropolitan Racing Club Inc.	78
		Mont-Bruno Racing Club Inc.	79
		Montealm Raceways Club	85
		Murdoch Raceways Club	85
		Montréal, c.e.c. - c.s.c.	74
		Montréal, ville - city	75
		Montreal Metropolitan Corporation (The)	72
		Mont-Tremblant Racing Club Inc.	76
		Murdochville Hydroelectric Commission	68
		Nouvelle Racing Club Inc.	77
		Protestant School Board of Greater Montreal (The)	83
		Quebec Federation of Catholic School Commissions (The)	70
		Quebec Natural Gas Corporation	80
		Québécois Raceways Club	85
		Radiisson Racing Club Inc.	88
		Rodier, Charles Séraphin (Succession- Estate)	69
		Royal Trust Company (The)	71
		St. Lawrence Raceways Club	86
		St. Mary's Orthodox Church	75
		Salaberry-de-Valleyfield, cité - city	70
		Senneville, village	71
		Soeurs de l'Assomption de la Sainte- Vierge (Les)	69
		Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier (Les)	68
		Société des conseillers en relations indus- trielles du Québec (La)	83
		Society of Industrial Relations Counse- lors of Quebec (The)	83
		Terrebonne Racing Club Inc.	78
		Trans-Canada Racing Club Inc.	79
		Trois-Rivières, cité-city	68
		Trust Général du Canada	72
		Twelve Hundred and One Dorchester Street Inc.	75
		Victoria Racing Club Inc.	79
		Ville-Marie Racing Club Inc.	79
		Western Quebec Racing Association	74
		EXAMEN	EXAMINATION
		du Barreau	Bar
		Québec, étude - study	67
		MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
		Affaires municipales	Municipal Affairs
		Malartic, ville - town (Règl. - By-law 161)	90

Éducation	Education	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i>	
<i>Municipalité scolaire de:</i>	<i>School Municipality of:</i>	Leckenuik	97
Bedford (<i>Acc.- Grant.</i>)	90	Beauce	Beauce
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (<i>Dem. - Appl.</i>)	91	Rodrigue <i>vs</i> Bellegarde	98
Ste-Paule (<i>Acc.- Appl.</i>)	90	Roy <i>vs</i> Lessard	99
Terres et Forêts	Lands and Forests	Beauharnois	Beauharnois
<i>Cadastre</i>	<i>Cadastre</i>	Sun Life Assurance Company of Canada	
Charlesbourg, par.	91	<i>vs</i> Landrigan	100
St-Edmond de Stoneham, par.	91	Joliette	Joliette
Ste-Thérèse de Blainville, par.	91	Individual Investment Corp. <i>vs</i> Hé-	
Wickham, canton - township	91	tiers-Heirs Rolland Pépin <i>et al.</i>	101
Travail	Labour	Montréal	Montreal
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>	Central Mortgage and Housing Corpo-	
Automobile, Trois-Rivières, (<i>Appr.</i>)	91	ration <i>vs</i> Auger <i>et al.</i>	102
NOMINATION	APPOINTMENT	Central Mortgage and Housing Corpo-	
Conseil en loi de la Reine	68	ration <i>vs</i> Martin <i>et al.</i>	102
Queen's Counsel	68	Industrial Concrete Floor Furnishing	
PROCLAMATION	PROCLAMATION	Co. Ltd. <i>vs</i> University Holdings Cor-	
Convocation de la Législature	93	poration	101
Convocation of the Legislature	93	Société Centrale d'Hypothèques et de	
SOUMISSIONS	TENDERS	Logement <i>vs</i> Auger <i>et al.</i>	102
Giffard, cité - city	94	Société Centrale d'Hypothèques et de	
Tracy, ville - town	95	Logement <i>vs</i> Martin <i>et al.</i>	102
SYNDICAT	SYNDICATE	Québec	Quebec
Professionnel	Professional	Martineau <i>vs</i> Chaussures St-Gilles Li-	
Syndicat professionnel des technolo-		mitée	103
gistes-agricoles du gouvernement du		Royal Trust Company (The) <i>vs</i> Trem-	
Québec (<i>Const. Inc.</i>)	96	blay	103
VENTES	SALES	Roberval	Roberval
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Bonneau (J.-A.) & Fils Ltée <i>vs</i> Desmeu-	
Lanoue, Paul	96	les & Frères Ltée	104
SHÉRIFS	SHERIFFS	Saint-François	Saint Francis
Abitibi	Abitibi	Office du Crédit Agricole du Québec (L')	
Office du Crédit Agricole du Québec (L')		<i>vs</i> Daigle	106
<i>vs</i> Luckenuik	97	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i>	
		Daigle	106
		Terrebonne	Terrebonne
		Kemper <i>vs</i> Kemper	106

